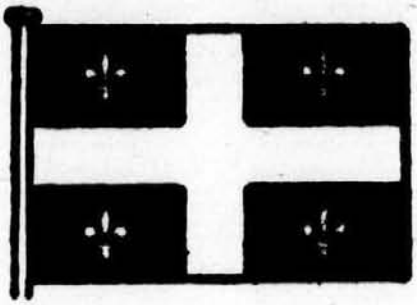


243694
12

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 JUILLET 1962

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 7, 1962

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cahc.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 59870 — 1-52-o

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesnay***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 59870 — 1-52-o

Lettres patentes

Académie des Sciences Morales et Politiques

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: François-Albert Angers, directeur de l'Institut d'économie appliquée, 882, Victoria, St-Lambert, R. P. Richard Arès, s.j., directeur de la revue « Relations », 25, Jarry, ouest, Montréal, Victor Barbeau, professeur de littérature française, 115, Côte St-Antoine, Montréal, Maximilien Caron, doyen de la Faculté de droit, Université de Montréal, 4015, avenue Marlowe, Montréal, Pierre Dagenais, doyen de la Faculté des lettres, Université de Montréal, 1605, avenue Bernard, Montréal,

Letters Patent

Académie des Sciences Morales et Politiques

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: François-Albert Angers, directeur of the Institute of Applied Economics, 882, Victoria, St. Lambert, Rev. Father Richard Arès, s.j., director of the review "Relations", 25, Jarry, West, Montreal, Victor Barbeau, professor of French literature, 115, Côte St-Antoine, Montreal, Maximilien Caron, Dean of the Law Faculty, University of Montreal, 4015, Marlowe Avenue, Montreal, Pierre Dagenais, Dean of the Faculty of Letters, University of Montreal, 1605, Bernard Avenue,

R. P. Louis Lachance, O.P., doyen de la Faculté de philosophie, Université de Montréal, 2715, chemin de la Côte Ste-Catherine, Montréal, et Maurice Lebel, doyen de la Faculté des lettres Université Laval, Québec, pour les objets suivants:

Travailler au progrès ordonné des sciences morales et politiques, sous le nom de « Académie des Sciences Morales et Politiques ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11958-62 — 1127/1

Montreal, Rev. Father Louis Lachance, O.P., Dean of the Faculty of Philosophy, University of Montreal, 2715, Côte Ste-Catherine Road, Montreal, and Maurice Lebel, Dean of the Faculty of Letters, Laval University, Quebec, for the following purposes:

To work for the orderly progress of the moral and political sciences under the name of "Académie des Sciences Morales et Politiques".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11958-62 — 1127/1

Alerco Knitting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1962, constituant en corporation: Ernest Weissberger, manufacturier, Alice Mandl, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ernest Weissberger, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 1470, Van Horne, app. 3, et Stanley Yetnikoff, comptable agréé, 2932, avenue Soissons, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tricots, textiles, produits et sous-produits du textile, de toutes sortes, sous le nom de « Alerco Knitting Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2705, chemin Bates, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11872-62 — 1127/19

Alerco Knitting Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Weissberger, manufacturer, Alice Mandl, housewife, wife separate as to property of the said Ernest Weissberger, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 1470, Van Horne, Apt. 3, and Stanley Yetnikoff, chartered accountant, 2932, Soissons Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in knitwear, textiles and textile products and by-products of all kinds, under the name of "Alerco Knitting Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2705, Bates Road., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11872-62 — 1127/19

Ameublements Rainbow Inc.
Rainbow Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1962, constituant en corporation: Cyprien Toupin, commerçant, 1042, St-Denis, app. 20, Montréal, Richard Crépeau, avocat, 1994, boulevard St-Joseph, est, Montréal, et Paul Guilbault, avocat, 3665, boulevard St-Joseph, est, app. 2, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ameublements Rainbow Inc. — Rainbow Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3285, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12039-62 — 1127/69

Ameublements Rainbow Inc.
Rainbow Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cyprien Toupin, trader, 1042, St-Denis, apt. 20, Montreal, Richard Crépeau, advocate, 1994, St. Joseph Boulevard, east, Montreal, and Paul Guilbault, advocate, 3665, St. Joseph Boulevard east, apt. 2, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ameublements Rainbow Inc. — Rainbow Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 3285, St. Catherine Street east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12039-62 — 1127/69

Angle Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Manuel Shacter, avocat, 7, 3e Avenue, Dorval, William Levitt, avocat, 5020, St-Kevin, Montréal, et Stanley Taviss, avocat, 7115, Fielding, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Angle Investment Corp. », avec un capital total de $1,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune, et 500 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11804-62 — 1127/2

Angle Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shacter, advocate, 7, 3rd Avenue, Dorval, William Levitt, advocate, 5020, St. Kevin, Montreal, and Stanley Taviss, advocate, 7115, Fielding, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Angle Investment Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 500 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11804-62 — 1127/2

L'Association des Directeurs Médicaux de la Province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Marc Bergeron, médecin, de St-Hyacinthe, Dr Fernand Tanguay, médecin, de Sherbrooke, et Dr J.-Alphée Chabot, médecin, de Québec, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui exercent la profession de directeur médical, sous le nom de « L'Association des Directeurs Médicaux de la Province de Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11077-62 — 1127/67

L'Association des Directeurs Médicaux de la Province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Marc Bergeron, physician, of St-Hyacinthe, Dr. Fernand Tanguay, physician, of Sherbrooke, and Dr. J.-Alphée Chabot, physician, of Quebec, for the following purposes:

To group into an association people who exercise the profession of medical directors, under the name of "L'Association des Directeurs Médicaux de la Province de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11077-62 — 1127/67

L'Association des Épiciers-Licenciés du Comté de Richelieu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Léon Salvail, 418, Montcalm, Jean-Jacques Péloquin, 1420, Champlain, tous deux de St-Joseph-de-Sorel, Joffre Cartier, 450, rue Royale, Napoléon Chevalier, 91, rue Auguste, et Jean-Noël Guévremont, 123, rue Charlotte, ces trois derniers de Sorel, tous cinq épiciers, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui détiennent un permis d'épicerie émis par la Régie des alcools, pour la vente de boissons alcooliques dans le comté de Richelieu, sous le nom de « L'Association des Épiciers-Licenciés du Comté de Richelieu Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

L'Association des Épiciers-Licenciés du Comté de Richelieu Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Léon Salvail, 418, Montcalm, Jean-Jacques Péloquin, 1420, Champlain, both of St-Joseph-de-Sorel, Joffre Cartier, 450, Royale Street, Napoléon Chevalier, 91 Auguste Street, and Jean-Noël Guévremont, 123, Charlotte Street, the last three of Sorel, all five grocers, for the following purposes:

To group into an association all persons holding a grocer's permit issued by the liquor board, for the sale of liquors in the county of Richelieu, under the name of "L'Association des Épiciers-Licenciés du Comté de Richelieu Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 16028-61 — 1109/120

Association pour l'Aide aux Enfants Exceptionnels de St-Georges de Beauce

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Victor Cloutier, médecin, Hubert Gendreau, optométriste, et Mlle Thérèse Bolduc, secrétaire, tous trois de la ville de St-Georges, Beauce, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux enfants exceptionnels en leur fournissant l'instruction et l'éducation ainsi que toute aide dont ils peuvent avoir besoin, sous le nom de « Association pour l'Aide aux Enfants Exceptionnels de St-Georges de Beauce ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12121-62 — 1127/40

Association Provinciale des Pourvoyeurs Mobiles Inc.
Provincial Mobile Caterers Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Blouin, 5, Montée du Moulin, Laval-des-Rapides, Gilles St-Martin, 5430, avenue des Sapins, Montréal, George Urichuck, 1705, rue Tassé, St-Laurent, Walter V. Raftery, 60, rue Lagacé, Dorval, et Rosaire Desjarlais, 18, rue Lemoyne, Longueuil, tous cinq industriels et pourvoyeurs, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui exercent le commerce de pourvoyeurs mobiles, sous le nom de « Association Provinciale des Pourvoyeurs Mobiles Inc. — Provincial Mobile Caterers Association Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11745-62 — 1127/3

L'Association Sportive et Culturelle « The Ring » Inc.
The Sportive and Cultural Association « The Ring » Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

The head office of the corporation will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 16028-61 — 1109/120

Association pour l'Aide aux Enfants Exceptionnels de St-Georges de Beauce

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Victor Cloutier, physician, Hubert Gendreau, optometrist, and Miss Thérèse Bolduc, secretary, all three of the town of St-Georges, Beauce, for the following purposes:

To form an association to come to the aid of exceptional children by furnishing them with instruction and education, as well as with all the help they might need, under the name of "Association pour l'Aide aux Enfants Exceptionnels de St-Georges de Beauce".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12121-62 — 1127/40

Association Provinciale des Pourvoyeurs Mobiles Inc.
Provincial Mobile Caterers Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Blouin, 5, Montée du Moulin, Laval-des-Rapides, Gilles St-Martin, 5430, des Sapins Avenue, Montreal, George Urichuck, 1705, Tassé Street, St-Laurent, Walter V. Raftery, 60, Lagacé Street, Dorval, and Rosaire Desjarlais, 18, Lemoyne Street, Longueuil, all five industrialists and caterers, for the following purposes:

To group together into an association the persons who carry on business as mobile caterers, under the name of "Association Provinciale des Pourvoyeurs Mobiles Inc. — Provincial Mobile Caterers Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11745-62 — 1127/3

L'Association Sportive et Culturelle "The Ring" Inc.
The Sportive and Cultural Association "The Ring" Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Hans Omann, employé d'hôtel, 472, avenue Westminster, Montréal-Ouest, Mlle Elizabeth Fuchs, 2049, avenue Maplewood, Michael Karger, 65, promenade Ronald, tous deux secrétaires, de Montréal, et Jacques-Marie Gaulin, notaire, 273, rue Principale, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Former une association pour toutes personnes intéressées aux sciences pratiques, et stimuler la connaissance desdites sciences, sous le nom de « L'Association Sportive et Culturelle « The Ring » Inc. — The Sportive and Cultural Association « The Ring » Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est $50,000.

Le siège social de la corporation sera 472, avenue Westminster, Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11801-62 — 1127/125

bearing date the 18th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Hans Omann, hotel employee, 472, Westminster Avenue, Montreal West, Miss Elizabeth Fuchs, 2049, Maplewood Avenue, Michael Karger, 65, Ronald Drive, both secretaries, of Montreal, and Jacques-Marie Gaulin, notary, 273, Principale Street, St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To form an association for all persons interested in practical sciences, and to promote the knowledge of such sciences, under the name of "L'Association Sportive et Culturelle "The Ring" Inc. — The Sportive and Cultural Association "The Ring" Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 472, Westminster Avenue, Montreal West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11801-62 — 1127/125

Auto Transmission Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1962, constituant en corporation: Roland Mourand, mécanicien, 10646, London, Montréal-Nord, Ronaldo Goulet, mécanicien, 8717, St-Urbain, Montréal, et Lucien Mourand, vendeur, 10800, Bellevoix, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles, sous le nom de « Auto Transmission Incorporée », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11918-62 — 1127/41

Auto Transmission Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Mourand, mechanic, 10646, London, Montreal-North, Ronaldo Goulet, mechanic, 8717, St. Urbain, Montreal, and Lucien Mourand, salesman, 10800, Bellevoix, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, under the name of "Auto Transmission Incorporée", with a total capital stock of $20,000 divided into 20,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11918-62 — 1127/41

Autobus Roberval Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1962, constituant en corporation: Bernardin Beaucage, directeur funéraire, rue Marcoux, Robert Roux, chauffeur d'autobus, rue Scott, et Guy Lévesque, notaire, rue Marcoux, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de transport, sous le nom de « Autobus Roberval Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12047-62 — 1127/59

Autobus Roberval Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernardin Beaucage, funeral director, Marcoux Street, Robert Roux, autobus chauffeur, Scott Street, and Guy Lévesque, notary, Marcoux Street, all three of Roberval, for the following purposes:

To carry on transportation enterprises, under the name of "Autobus Roberval Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12047-62 — 1127/59

Ayers Stables Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Jean Robert, gérant service de vente, 5005, avenue MacDonald, Montréal, Clément Demers, comptable, 227, rue St-Jacques, La Prairie, et Jacques Loubier, commis, 169, avenue Tourangeau, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Acquérir, louer et détenir des chevaux et équipements de courses, les vendre, louer et autrement en disposer, sous le nom de « Ayers Stables Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11805-62 — 1126/122

Ayers Stables Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Robert, sales service manager, 5005, MacDonald Avenue, Montreal, Clément Demers, accountant, 227, St-Jacques Street, La Prairie, and Jacques Loubier, clerk, 169, Tourangeau Avenue, Pont-Viau, for the following purposes:

To acquire, rent and hold horses and racing equipment, to sell, rent and otherwise dispose of them, under the name of "Ayers Stables Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11805-62 — 1126/122

B.M.F. Metals Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation: David Henry Holland, avocat, 555, avenue Curzon, Ernest William Mockridge, gérant, 324, avenue Mercille, tous deux de St-Lambert, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, Charles Eric Humphrey, 7376, avenue Truman, Verdun, et Guy Ambrose Miller, St-Bruno, ces deux derniers teneurs de livres, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de métaux et produits en métal, sous le nom de « B.M.F. Metals Co. Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 19,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 10173-62 — 1115/139

B.M.F. Metals Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Henry Holland, avocate, 555, Curzon Avenue, Ernest William Mockridge, manager, 324, Mercille Avenue, both of St. Lambert, Clifford George Meek, accountant, 3101, Maplewood Avenue, Montreal, Charles Eric Humphrey, 7376, Truman Avenue, Verdun, and Guy Ambrose Miller, St. Bruno, the latter two bookkeepers, for the following purposes:

To deal in all kinds of metals and metal products, under the name of "B.M.F. Metals Co. Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 19,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 10173-62 — 1115/139

Barden Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1962, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat et conseil en loi de la Reine, 812, Upper Lansdowne, Westmount, Audrey Agar, 1221, Crescent, et Andrée Provencher, 3787, Carlton, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Barden Limited », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12200-62 — 1127/126

Barden Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate and Queen's Counsel, 812, Upper Lansdowne, Westmount, Audrey Agar, 1221, Crescent, and Andrée Provencher, 3787, Carlton, the latter two secretaries, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Barden Limited", with a total capital stock of $50,000, divied into 50,000 shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12200-62 — 1127/126

Les Bateaux Alouette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1962, constituant en corporation: Gaston Cloutier, courtier d'assurances, Dame Jacqueline Courtois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Cloutier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 32, rue Tour-du-Lac, Ste-Agathe-des-Monts, et Paul Gélinas, avocat, 120, rue Tour-du-Lac, Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de navigation et acquérir, louer et utiliser tous navires, vaisseaux, bâtiments et accessoires nécessaires à cette fin et en disposer, et faire le transport de personnes et marchandises par voies de terre, d'eau et des airs, sous le nom de « Les Bateaux Alouette Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12314-62 — 1128/58

Les Bateaux Alouette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Cloutier, insurance broker, Dame Jacqueline Courtois, housewife, wife separate as to property of the said Gaston Cloutier, and duly authorized by him for these presents, both of 32, Tour-du-Lac, Ste-Agathe-des-Monts, and Paul Gélinas, advocate, 120, Tour-du-Lac Street, Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To operate a shipping company, and to acquire, rent and use all ships, vessels, buildings and accessories necessary for this purpose, and to dispose of them, and to transport persons and merchandise by way of land, water and air, under the name of "Les Bateaux Alouette Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12314-62 — 1128/58

Beauharnois Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Paul-E. Bernier, avocat, 515, de la Visitation, Ste-Foy, Mlle Denise Lewis, secrétaire, 1391, Charlotte, Sillery, et Mlle Sylvia Paradis, secrétaire, 21, Christophe-Colomb, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Beauharnois Construction Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 112, Ellice, Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11840-62 — 1127/70

Beauharnois Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-E. Bernier, advocate, 515, de la Visitation, Ste-Foy, Miss Denise Lewis, secretary, 1391, Charlotte, Sillery, and Miss Sylvia Paradis, secretary, 21, Christophe-Colomb, Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors under the name of "Beauharnois Construction Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 112, Ellice, Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11840-62 — 1127/70

J. A. Bélanger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation: René Haineault, commis, 157, Cossette, Gérard Barrette, gérant, 31*a*, rue St-Lambert, tous deux de Salaberry-de-Valleyfield, et Roger Morin, avocat, R.R. 1, Grande-Ile, comté de Beauharnois, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers et bouchers, sous le nom de « J. A. Bélanger Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

J. A. Bélanger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Haineault, clerk, 157, Cossette, Gérard Barrette, manager, 31*a*, St-Lambert Street, both of Salaberry-de-Valleyfield, and Roger Morin, advocate, R.R. 1, Grande-Ile, county of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "J. A. Bélanger Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11596-62 — 1126/31

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11596-62 — 1126/31

Claude Boileau Chesterfield Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1962, constituant en corporation: René Boileau, vendeur, 419, rue Dunver, Châteauguay, Jean-Guy Rehel, vendeur, 5553, Roi-René, ville d'Anjou, et Claude Boileau, industriel, 8471, Place Bellefontaine, ville d'Anjou, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Claude Boileau Chesterfield Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de St-Léonard-de-Port-Maurice, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12187-62 — 1127/115

Claude Boileau Chesterfield Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Boileau, salesman, 419, Dunver Street, Châteauguay, Jean-Guy Rehel, salesman, 5553, Roi-René, town of Anjou, and Claude Boileau, industrialist, 8471, Place Bellefontaine, town of Anjou, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Claude Boileau Chesterfield Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be in the town of St-Léonard-de-Port-Maurice, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12187-62 — 1127/115

Bois Francs Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Paul-E. Bernier, C.R., avocat, 515, de la Visitation, Ste-Foy, Mlle Denise Lewis, secrétaire, 1391, Charlotte, Sillery, et Mlle Sylvia Paradis, secrétaire, 21 Christophe-Colomb, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Bois Francs Construction Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue de la Gare, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11842-62 — 1126/123

Bois Francs Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-E. Bernier, Q.C., advocate, 515, de la Visitation, Ste-Foy, Miss Denise Lewis, secretary, 1391, Charlotte, Sillery, and Miss Sylvia Paradis, secretary, 21, Christophe-Colomb, Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Bois Francs Construction Ltée", with a total capital stock of $50,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10, de la Gare Street, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11842-62 — 1126/123

Martin Boivin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Maurice Bluteau, employé, 1066, boulevard Ste-Anne, Beauport, Suzanne Bluteau Boivin, ménagère, épouse séparée de biens de Martin Boivin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Martin Boivin, constructeur, ces deux derniers de 169, Père-Giroux, Villeneuve, pour les objets suivants:

Martin Boivin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Bluteau, employee, 1066, Ste-Anne Boulevard, Beauport, Suzanne Bluteau Boivin, housewife, wife separate as to property of Martin Boivin, and duly authorized by him for these presents, and Martin Boivin, builder, the latter two of 169, Père-Giroux, Villeneuve, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « Martin Boivin Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 169, Père-Giroux, Villeneuve, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11814-62 — 1127/76

Lucien Bourdelais Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1962, constituant en corporation: Morton Bessner, avocat, 1775, rue Boudrias, St-Laurent, Millie Tobenstein, secrétaire, célibataire, 2105, avenue Van Horne, Montréal, et Etta Lomon, secrétaire, célibataire, 4945, Côte-des-Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Lucien Bourdelais Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11645, rue Hénault, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11971-62 — 1126/131

Bright Sleepwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1962, constituant en corporation: Murry Lapin, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, 4957, avenue Borden, Montréal, tous deux avocats, Mitzi Riddell, 4300, avenue Western, Westmount, et Judy Auerbach, 4979, Jean-Brillant, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Bright Sleepwear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4393, avenue Marcil, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11873-62 — 1127/20

Cedar Realty Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

To carry on a business as general contractors and builders, under the name of "Martin Boivin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 169, Père-Giroux, Villeneuve, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11814-62 — 1127/76

Lucien Bourdelais Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morton Bessner, advocate, 1775, Boudrias Street, St-Laurent, Millie Tobenstein, secretary, spinster, 2105, Van Horne Avenue, Montreal, and Etta Lomon, secretary, spinster, 4945, Côte-des-Neiges, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Lucien Bourdelais Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 11645, Hénault Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11971-62 — 1126/131

Bright Sleepwear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, 167, Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, 4957, Borden Avenue, Montreal, both advocates, Mitzi Riddell, 4300, Western Avenue, Westmount, and Judy Auerbach, 4979, Jean-Brillant, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Bright Sleepwear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 4393, Marcil Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11873-62 — 1127/20

Cedar Realty Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 16e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normandy Drive, Montréal, Arthur A. Garvis, avocat, 4764, Le Peltrie, Montréal, et Jean Lewis, secrétaire, célibataire, 4100, Côte-des-Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Cedar Realty Co. Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11672-62 — 1127/21

Le Centre des Loisirs de l'Assomption de Sherbrooke

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Père Germain Ranger, O.M.I., curé de Notre-Dame-de-L'Assomption, Presbytère L'Assomption, Lucien Gauthier, entrepreneur-plombier, 784, La Bruyère, et Clovis Masson, entrepreneur général, R.R. numéro 4, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de L'Assomption de la cité de Sherbrooke, sous le nom de « Le Centre des Loisirs de L'Assomption de Sherbrooke ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $175,000.

Le siège social de la corporation sera 784, rue de La Bruyère, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12027-62 — 1126/66

Chalet Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1962, constituant en corporation: Charles Sidney Pipe, administrateur, Nancy Lucille Fillan Pipe, ménagère, épouse séparée de biens dudit Charles Sidney Pipe, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 8, avenue Severn, Westmount, et George Leclaire, gérant, 2140, avenue Gray, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, camions, pièces de moteurs, aéronefs, moteurs d'iceux, canots automobiles, appareils de radio, refrigérateurs, bicyclettes, motocyclettes et accessoires, et agir comme garagistes, sous le nom de « Chalet Motors Ltd. », avec un capital-actions divisé en 200 actions ordinaires sans valeur au pair et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $1,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17, Normandy Drive, Montreal, Arthur A. Garvis, advocate, 4764, La Peltrie, Montreal, and Jean Lewis, secretary, spinster, 4100, Côte-des-Neiges, Montreal, for the following purposes:

To do business in real estate, under the name of "Cedar Realty Co. Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11672-62 — 1127/21

Le Centre des Loisirs de l'Assomption de Sherbrooke

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Germain Ranger, O.M.I., pastor of Notre-Dame-de-l'Assomption, Presbytery L'Assomption, Lucien Gauthier, contractor-plumber, 784, La Bruyère, and Clovis Masson, general contractor, R.R. number 4, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of L'Assomption of the city of Sherbrooke, under the name of "Le Centre des Loisirs de l'Assomption de Sherbrooke".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $175,000.

The head office of the corporation will be at 784, de la Bruyère, Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12027-62 — 1126/66

Chalet Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Sidney Pipe, executive, Nancy Lucille Fillan Pipe, housewife, wife separate as to property of the said Charles Sidney Pipe, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 8, Severn Avenue, Westmount, and George Leclaire, manager, 2140, Gray Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in motorcars, motortrucks, motor parts, aircraft, aircraft motors, motorboats, radios, refrigerators, bicycles, motorcycles and accessories and to carry on business as garagekeepers, under the name of "Chalet Motors Ltd.", with a capital stock divided into 200 common shares of no par value and 500 preferred shares of a par value of $10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be $1,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12051-62 — 1127/72

Paul A. Chaurette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1962, constituant en corporation: Marcel Nichols, avocat, 2, avenue des Lilas, Drummondville-Ouest, Mlle Gaétane Gaudet, 701, rue St-Pierre, et Mme Lucille Desmarais Allie, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Allie, 15, 7e avenue, ces deux dernières secrétaires, de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme publicitaires, sous le nom de « Paul A. Chaurette Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 429, rue St-Alexandre, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12193-62 — 1127/117

Choeur Pie X Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Eugène Morency, chef de la liste électorale de la cité de Montréal, 695, Terrasse Montfort, Pont-Viau, J.-Paul Vernier, ingénieur, 6294, 2ème Avenue, Rosemont, Montréal, et H.-Julien Marcotte, comptable-contrôleur, 6348, rue Bordeaux, Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes intéressées à la science de la musique religieuse et promouvoir leur connaissance dans la pratique de cette science, sous le nom de « Choeur Pie X Incorporée ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 2056, avenue Maplewood, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12226-62 — 1127/99

La Cie des Produits Woodland Ltée
Woodland Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corpora-

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12051-62 — 1127/72

Paul A. Chaurette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Nichols, advocate, 2, des Lilas Avenue, Drummondville-West, Miss Gaétane Gaudet, 701, St-Pierre Street, and Mrs. Lucille Desmarais Allie, wife contractually separate as to property of Lucien Allie, 15, 7th Avenue, the latter two secretaries, of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as publicists, under the name of "Paul A. Chaurette Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each, 500 preferred classe "A" shares of a par value of $10 each and into 9,000 preferred class "B" shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 429, St-Alexandre Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12193-62 — 1127/117

Choeur Pie X Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Eugène Morency, head of the electoral list of the city of Montreal, 695, Montfort Terrace, Pont-Viau, J.-Paul Vernier, engineer, 6294, 2nd Avenue, Rosemount, Montreal, and H.-Julien Marcotte, accountant-comptroller, 6348, Bordeaux, Street, Montreal, for the following purposes:

To group into an association persons interested in the science of religious music and to promote their knowledge in the practice of this science, under the name of "Choeur Pie X Incorporée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 2056, Maplewood Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12226-62 — 1127/99

La Cie des Produits Woodland Ltée
Woodland Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile

tion: Paul-Émile Francoeur, marchand, 23A, rue St-Charles, Beauharnois, Norbert Pilon, technicien, 11, rue St-Charles, Beauharnois, et Anita Olivier, secrétaire, célibataire majeure, 139, rue Ellice, Beauharnois, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « La Cie des Produits Woodland Ltée — Woodland Products Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11525-62 — 1126/27

Francoeur, merchant, 23A, St-Charles Street, Beauharnois, Norbert Pilon, technician, 11, St-Charles Street, Beauharnois, and Anita Olivier, secretary, spinster of full age, 139, Ellice Street, Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business in the lumber industry under the name of "La Cie des Produits Woodland Ltée — Woodland Products Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11525-62 — 1126/27

Cité de Marie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Jules Letellier, constructeur, St-Augustin, Lionel Letellier, tailleur, 1051, rue Norbert, Jacques-Cartier, et Mariette Daignault, secrétaire, fille majeure, 3782, rue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

L'aide aux personnes dans le besoin, sous le nom de « Cité de Marie Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Augustin, comté de Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11410-62 — 1126/15

Cité de Marie Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jules Letellier, builder, St-Augustin, Lionel Letellier, tailor, 1051, Norbert Street, Jacques-Cartier, and Mariette Daignault, secretary, spinster, 3782, Dupuis Street, Montreal, for the following purposes:

To assist people in need, under the name of "Cité de Marie Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Augustin, county of Two-Mountains, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11410-62 — 1126/15

Club de Fers Drummondville

Abis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Henri Boucher, publiciste, 156, rue St-Damase, Roger Hamel, nettoyeur, 21, 10e avenue, Antoine Blanchard, plombier, 70, 11ième avenue, Armand Daigle, contremaître, 92 8ième avenue, Raymond Auger, distributeur d'huile, 754, rue Lafontaine, Fernand Paradis, employé de manufacture (réfrigération), 183, rue St-Damien, Léon Gauthier, livreur de pain, 752, rue Lafontaine, tous sept de Drummondville, Reynald Dumais, commis, 1076, rue Dionne, et Roméo Lauzon, tisserand, 1387, boulevard Mercure, ces deux derniers de Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Club de Fers Drummondville ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12058-62 — 1127/22

Club de Fers Drummondville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Henri Boucher, publicist, 156, St-Damase Street, Roger Hamel, cleaner, 21, 10th Avenue, Antoine Blanchard, plumber, 70, 11th Avenue, Armand Daigle, foreman, 92, 8th Avenue, Raymond Auger, oil distributor, 754, Lafontaine, Street, Fernand Paradis, factory employee (refrigeration), 183, St-Damien Street, Léon Gauthier, bread deliveryman, 752, Lafontaine Street, all seven of Drummondville, Reynald Dumais, clerk, 1076, Dionne Street, and Roméo Lauzon, weaver, 1387, Mercure Boulevard, the two latter of Drummondville-South, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Club de Fers Drummondville".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12058-62 — 1127/22

Club de Planeurs « Sky Sailors » Sky Sailors Soaring Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions. Henri-Paul Lemay, C.R., 426, Champagneur, Outremont, Maurice Martel, C.R., 406, Champagneur, Outremont, et Jean-Marc Poulin, 242, Colbert, Repentigny, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de Planeurs « Sky Sailors » — Sky Sailors Soaring Club ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 323, R.R. 2, Ste-Anne-des-Plaines, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12230-62 — 1127/122

Club de Planeurs "Sky Sailors" Sky Sailors Soaring Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Henri-Paul Lemay, Q.C., 426, Champagneur, Outremont, Maurice Martel, Q.C., 406, Champagneur, Outremont, and Jean-Marc Poulin, 242, Colbert, Repentigny, all three advocates, for the following purposes:

To form and direct a sporting club, under the name of "Club de Planeurs "Sky Sailors" — Sky Sailors Soaring Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 323, R.R. 2, Sainte-Anne-des-Plaines, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12230-62 — 1127/122

Le Club Détente Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Drouin, manufacturier, Alice Gagné Drouin, ménagère, épouse commune en biens dudit Alphonse Drouin, et Jacques Drouin, menuisier, tous trois de Ste-Agathe, pour les objets suivants:

Protéger le gibier sur les terrains privés situés dans les cantons Bellechasse et Daaquam, dans le comté de Bellechasse, louer au club et assurer aux membres, en même temps qu'un lieu de repos, un endroit où ils pourront se livrer profitablement aux plaisirs de la chasse, sous le nom de « Le Club Détente Incorporé ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Agathe, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12245-62 — 1128/6

Le Club Détente Incorporé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Alphonse Drouin, manufacturer, Alice Gagné Drouin, housewife, wife common as to property of the said Alphonse Drouin, and Jacques Drouin, joiner, all three of Ste-Agathe, for the following purposes:

To protect game on private land situated in the townships of Bellechasse and Daaquam, in the county of Bellechasse; to rent to the club and assure its members of a place of rest as well as of a place where they may give themselves up, profitably, to the pleasures of hunting, under the name of "Le Club Détente Incorporé".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Agathe, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12245-62 — 1128/6

Coast Produce Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1962, constituant en corporation: Claude Taschereau, notaire, 1155, avenue Parc, Québec, Raymond Fortier, comptable agréé, 894, avenue Murray, Québec, et Maurice Taschereau, notaire, 1155, avenue Belvedère, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de poissons, sous le nom de « Coast Produce Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Coast Produce Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Taschereau, notary, 1155, Park Ave., Quebec, Raymond Fortier, chartered accountant, 894, Murray Avenue, Quebec, and Maurice Taschereau, notary, 1155, Belvedère, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as fish merchants, under the name of "Coast Produce Inc." with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12025-62 — 1127/42

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12025-62 — 1127/42

Combustible Sherbrooke Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Charles-André Noreau, vendeur, Mme Charles-André Noreau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles-André Noreau, tous deux de 355, avenue Berkley, St-Lambert, et Patrick Dubé, marchand, 835, rue Belvedère sud, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de combustibles, appareils de chauffage et accessoires, sous le nom de « Combustible Sherbrooke Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 835 sud, rue Belvedère, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11074-62 — 1128/38

Combustible Sherbrooke Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-André Noreau, seller, Mme Charles-André Noreau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Charles-André Noreau, both of 355, Berkley Avenue, St. Lambert, and Patrick Dubé, merchant, 835, Belvedère Street south, Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in fuel, heating apparatus and appliances, under the name of "Combustible Sherbrooke Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 835, Belvedère Street South, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11074-62 — 1128/38

La Compagnie des Papiers Saturés du Québec Ltée
Quebec Roofing Saturated Felt Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation: Augustin Bédard, industriel, 20042, Bord-du-Lac, Baie-d'Urfée, Gérard Burns, industriel, 5190, Mentana, app. 1, Montréal, et Maurice Ferland, industriel, 10173, St-Charles, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et de produits nécessaires pour couvrir les toitures, sous le nom de « La Compagnie des Papiers Saturés du Québec Ltée — Quebec Roofing Saturated Felt Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11822-62 — 1126/17

La Compagnie des Papiers Saturés du Québec Ltée
Quebec Roofing Saturated Felt Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Augustin Bédard, industrialist, 20042, Bord-du-Lac, Baie-d'Urfée, Gérard Burns, industrialist, 5190, Mentana, Apt. 1, Montreal, and Maurice Ferland, industrialist, 10173, St-Charles, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in articles and products necessary to cover roofs, under the name of "La Compagnie des Papiers Saturés du Québec Ltée — Quebec Roofing Saturated Felt Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11822-62 — 1126/17

Corporation Immobilière Mauricienne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Florido Matteau, 700, 6e Avenue, Jean-Louis Matteau, 400, 17e Rue, Robert Matteau, 641, 7e Rue, Fernand Matteau, 1368, 6e Avenue,

Corporation Immobilière Mauricienne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Florido Matteau, 700, 6th Avenue, Jean-Louis Matteau, 400, 17th Street, Robert Matteau, 641, 7th Street, Fernand Matteau, 1368, 6th Avenue, all four

tous quatre courtiers, et Jules Matteau, radiotricien, 1370, 6e Avenue, tous cinq de Grand' Mère, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (« holding »), sous le nom de « Corporation Immobilière Mauricienne Inc. », avec un capital total de $275,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand' Mère, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11637-62 — 1127/43

brokers, and Jules Matteau, radiotrician, 1370, 6th Avenue, all five of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "Corporation Immobilière Mauricienne Inc.", with a total capital stock of $275,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and into 25,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11637-62 — 1127/43

Couvoir Atlas Ltée
Atlas Hatchery Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1962, constituant en corporation: Mme Eva Farkas Klein, ménagère, épouse séparée de biens de Fred Klein, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 3070, Van Horne, Montréal, Philip Shrague Garonce, avocat, 5577, avenue Alpine, et Abraham Polger, notaire, 7901, chemin Wavell, ces deux derniers de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de « Couvoir Atlas Ltée — Atlas Hatchery Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11976-62 — 1127/60

Couvoir Atlas Ltée
Atlas Hatchery Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mrs. Eva Farkas Klein, housewife, wife separate as to property of Fred Klein, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 3070, Van Horne, Montreal, Philip Shrague Garonce, advocate, 5577, Alpine Avenue, and Abraham Polger, notary, 7901, Wavell Road, the latter two of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Couvoir Atlas Ltée — Atlas Hatchery Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11976-62 — 1127/60

Curwin Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1962, constituant en corporation: Helen Staiulaugh Levy, ménagère, épouse séparée de biens de Robert Levy, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 3071, avenue Brighton, Sarah Stainlaugh Obront, ménagère, épouse séparée de biens de William Obront, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 19, chemin Cressy, et Ann Goldenblatt, secrétaire, célibataire, 4895, avenue Walkley, app. 12, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Curwin Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11998-62 — 1127/5

Curwin Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Helen Stainlaugh Levy, housewife, wife separate as to property of Robert Levy, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 3071, Brighton Avenue, Sarah Stainlaugh Obront, housewife, wife separate as to property of William Obront, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 19, Cressy Road, and Ann Goldenblatt, secretary, spinster, 4895, Walkley Avenue, Apt. 12, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Curwin Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 36,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11998-62 — 1127/5

Custerfield Converters Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Mark Edmund Gordon, avocat, 36, avenue Roxborough, Westmount, Boris J. Berbrier, avocat, 4851, rue Fulton, et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, 1460, rue McGregor, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Custerfield Converters Corp. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 614 ouest, rue St-Jacques, suite 104, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11806-62 — 1127/6

Custerfield Converters Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mark Edmund Gordon, advocate, 36, Roxborough Avenue, Westmount, Boris J. Berbrier, advocate, 4851, Fulton Street, and Madeline Ferguson, secretary, fille majeure, 1460, McGregor Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Custerfield Converters Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 614, St. James Street West, Suite 104, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11806-62 — 1127/6

Darlington Tavern (1962) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Michael Michell, gérant, 2800, Van Horne, Mme Anne Cohen, ménagère, épouse séparée de biens de William Cohen, 4627, avenue Oxford, tous deux de Montréal, et Harry Axelrad, marchand, 1446, promenade Franklin, St-Martin, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôtel, restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissements et maison de pension, sous le nom de « Darlington Tavern (1962) Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6705, avenue Darlington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11671-62 — 1127/7

Darlington Tavern (1962) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Mitchell, manager, 2800, Van Horne, Mrs. Anne Cohen, housewife, wife separate as to property of William Cohen, 4627, Oxford Avenue, both of Montreal, and Harry Axelrad, merchant, 1446, Franklin Drive, St-Martin, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment room and lodging-house-keepers, under the name of "Darlington Tavern (1962) Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 6705, Darlington Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11671-62 — 1127/7

Davis & Caplan Service Station Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Fred Davis, opérateur d'un poste de service, 1742, rue Hartenstein, St-Laurent, Harold S. Freeman, 4578, avenue Wilson, Daniel Morris, 4607, rue Coolbrook, tous deux de Montréal, et John J. Wasserman, 513, avenue Grosvenor, Westmount, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de garagistes, sous le nom de « Davis & Caplan Service Station Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Davis & Caplan Service Station Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fred Davis, service station operator, 1742, Hartenstein Street, St-Laurent, Harold S. Freeman, 4578, Wilson Avenue, Daniel Morris, 4607, Coolbrook Street, both of Montreal, and John J. Wasserman, 513 Grosvenor Avenue, Westmount, the latter three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Davis & Caplan Service Station Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of the par value of $10 each and 2,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11644-62 — 1127/79

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11644-62 — 1127/79

The Davross Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Irving I. Finkelberg, 652, Outremont, Outremont, John L. Liberman, 5115, rue Mackenzie, Montréal, et Alfred N. Segall, 5773, rue Westluke, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « The Davross Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4265 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11399-62 — 1127/102

The Davross Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving I. Finkelberg, 652, Outremont, Outremont, John L. Liberman, 5115, Mackenzie Street, Montreal, and Alfred N. Segall, 5773, Westluke Street, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors, under the name of "The Davross Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 1,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 4265, St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11399-62 — 1127/102

Décarie Mortgage & Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Steve B. Seres, courtier en immeubles, 4001, avenue Hingston, Barnabas Vizkelety et Maurice Chevalier, tous deux avocats, de 275 ouest, rue St-Jacques, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Décarie Mortgage & Investment Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11803-62 — 1127/23

Décarie Mortgage & Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Steve B. Seres, real estate broker, 4001, Hingston Avenue, Barnabas Vizhelety and Maurice Chevalier, both advocates, of 275, St. James Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Décarie Mortgage & Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11803-62 — 1127/23

Delta Realties Ltd.
Immeubles Delta Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Lewis Batshaw, avocat, 4804, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Daniel Kingstone, avocat, 3600, avenue Ridgewood, Montréal, et Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire, majeure, 6427, avenue MacDonald, Montréal, pour les objets suivants:

Delta Realties Ltd.
Immeubles Delta Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lewis Batshaw, advocate, 4804, Côte-des-Neiges Road, Montreal, Daniel Kingstone, advocate, 3600, Ridgewood Avenue, Montreal, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427, MacDonald Avenue, Montreal, for the following purposes:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Delta Realties Ltd. — Immeubles Delta Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11641-62 — 1126/132

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Delta Realties Ltd. — Immeubles Delta Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11641-62 — 1126/132

Dipo Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, 5162, Isabella, Montréal, Gregory Charlap, avocat, 2990, rue Soissons, Montréal, Max Slapack, avocat, 5562, Glencrest, Côte-St-Luc, et Margaret Allen, secrétaire, fille majeure, 2208, Marcil, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Dipo Investments Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11800-62 — 1125/49

Dipo Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, 5162, Isabella, Montreal, Gregory Charlap, advocate, 2990, Soissons Street, Montreal, Max Slapack, advocate, 5562, Glencrest, Côte-St-Luc, and Margaret Allen, secretary, spinster of the full age of majority, 2208, Marcil, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Dipo Investments Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each. and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11800-62 — 1125/49

Distribution Nationale Pétrolière Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Rosaire Brouillette, marchand, 60, St-Zotique, est, Montréal, Rosaire St-Laurent, marchand, 6540, Lemay, Montréal, et Maurice Martel, C.R., avocat, 406, Champagneur, Outremont, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles, sous le nom de « Distribution Nationale Pétrolière Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 4,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8585 — 8ième avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11651-62 — 1126/77

Distribution Nationale Pétrolière Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Brouillette, merchant, 60, St-Zotique East, Montreal, Rosaire St-Laurent, merchant, 6540, Lemay, Montreal, and Maurice Martel, Q.C., advocate, 406, Champagneur, Outremont, for the following purposes:

To deal in fuels, under the name of "Distribution Nationale Pétrolière Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 4,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8585 — 8th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11651-62 — 1126/77

Les Ducs de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Chouinard, fonctionnaire, 1281, William, Sillery, André Roy,

Les Ducs de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marc Chouinard, civil servant, 1281, William, Sillery, André Roy,

agent d'assurance, 2095, Chapdelaine, Québec, et André Desjardins, avocat, 1180, Vauquelin, Québec, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Les Ducs de Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11955-62 — 1127/44

Dufour Ready-Mix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Gérard Dufour, industriel, Causapscal, Réjean Dufour, industriel, Causapscal, et Gratien Dufour, gérant, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « Dufour Ready-Mix Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11734-62 — 1127/24

Dunbar Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Paul Trudeau, 174, boulevard Marois, Laval-des-Rapides, Adolphe Prévost, 1544, rue Viel, Montréal, et Ivan Bisaillon, 8563, rue Reims, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Dunbar Investment Corp. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11565-62 — 1126/64

L'Écho du St-Maurice Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1962, constituant en corporation: Lucien Guertin, imprimeur-éditeur, 540, 118e Rue, José Caden, journaliste, 482, 105e Rue, tous deux de Shawinigan-Sud, et J.-Léo Flageol, opérateur, 3202, rue Garnier, Shawinigan, pour les objets suivants:

insurance agent, 2095, Chapdelaine, Quebec, and André Desjardins, advocate, 1180, Vauquelin, Quebec, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Les Ducs de Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11955-62 — 1127/44

Dufour Ready-Mix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Dufour, industrialist, Causapscal, Réjean Dufour, industrialist, Causapscal, and Gratien Dufour, manager, Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on a business dealing in cement and its by-products, under the name of "Dufour Ready-Mix Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11734-62 — 1127/24

Dunbar Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Trudeau, 174, Marois Boulevard, Laval-des-Rapides, Adolphe Prévost, 1544 Viel Street, Montreal, and Ivan Bisaillon, 8563, Reims Street, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Dunbar Investment Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $10 each and 1,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11565-62 — 1126/64

L'Écho du St-Maurice Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Guertin, printer-editor, 540, 118th Street, José Caden, journalist, 482, 105th Street, both of Shawinigan-South, and J.-Léo Flageol, operator, 3202, Garnier Street, Shawinigan, for the following purposes:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces connexes ou semblables, sous le nom de « L'Écho du St-Maurice Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11999-62 — 1127/45

To carry on business as printers, editors, stationers, lithographers, engravers, book-binders, librarians, type-founders and in other similar trades, under the name of "L'Écho du St-Maurice Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11999-62 — 1127/45

Éditions Sports et Sécurité Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Clément Thériault, village de Lachenaie, Roméo Goulet, 7709, rue Notre-Dame, est, Montréal, et Gérard Robitaille, 4995, rue Mercier, Montréal, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme publicitaires, sous le nom de « Éditions Sports et Sécurité Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11766-62 — 1127/25

Éditions Sports et Sécurité Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clément Thériault, village of Lachenaie, Roméo Goulet, 7709, Notre-Dame Street, East, Montreal, and Gérard Robitaille, 4995, Mercier Street, Montreal, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on business as publicists, under the name of "Éditions Sports et Sécurité Inc.", with a total capital stock of $5,0000, divided into 1,000 common shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11766-62 — 1127/25

Elegant Fur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1962, constituant en corporation: Michel Steinfeld, fourreur, Esther Steinfeld, ménagère, épouse de Michel Steinfeld, tous deux de 2372, chemin Bedford, Montréal, Ferenc Breuer, fourreur, et Elza Breuer, ménagère, épouse de Ferenc Breuer, ces deux derniers, de 27, Duverger, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de fourreurs, sous le nom de « Elegant Fur Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11070-62 — 1125/120

Elegant Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Steinfeld, furrier, Esther Steinfeld, housewife, wife of Michel Steinfeld, both of 2372, Bedford Road, Montreal, Ferenc Breuer, furrier, and Elza Breuer, housewife, wife of Ferenc Breuer, the latter two of 27, Duverger, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as furriers, under the name of "Elegant Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11070-62 — 1125/120

English Catholic Church-Land Fund for Pierrefonds-Ste-Geneviève Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Peter Farrell, 4396, rue Richard, Robert Scully, 5500, rue Albert, John

English Catholic Church-Land Fund for Pierrefonds-Ste-Geneviève Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Peter Farrell, 4396, Richard Street, Robert Scully, 5500, Albert

V. Zabek, 4110, rue Vincent, tous trois administrateurs, A. Timothy Kelly, comptable, 4258, Sunset Drive, et James C. Pearson, instituteur, 4350, rue Neo, tous cinq de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Recevoir et détenir un fonds ou des fonds, et appliquer, de temps à autre, le tout ou une partie d'iceux et/ou le revenu d'iceux à des fins religieuses, charitables ou éducationnelles, sous le nom de « English Catholic Church-Land Fund for Pierrefonds-Ste-Geneviève Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera 4258, Sunset Drive, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11573-62 — 1127/4

Les Entreprises Aurèle Dubois Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Aurèle Dubois, industriel, 240, rue Richelieu, Beloeil, Marc Lalonde, avocat, 425, boulevard St-Joseph, Outremont, et Robert-J. Burns, avocat, 6730, des Écores, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Entreprises Aurèle Dubois Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 9,860 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11833-62 — 1126/80

Les Entreprises Brossard et Brosseau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation: Paul-Émile Brossard, courtier, en valeurs mobilières, 734, boulevard Ste-Élizabeth, Françoise Dulude, ménagère, épouse commune en biens dudit Paul-Émile Brossard, 734, boulevard Ste-Élizabeth, et Fernand Brosseau, opérateur, 391, chemin St-Jean, tous trois de La Prairie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de « Les Entreprises Brossard et Brosseau Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 734, boulevard Ste-Élizabeth, La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11507-62 — 1126/20

Street, John V. Zabek, 4110, Vincent Street, all three executives, A. Timothy Kelly, accountant, 4258, Sunset Drive, and James C. Pearson, teacher, 4350, Neo Street, all five of Pierrefonds, for the following purposes:

To receive and maintain a fund or funds, and to apply from time to time all or part thereof and/or the income therefrom for religious, charitable or educational purposes, under the name of "English Catholic Church-Land Fund for Pierrefonds-Ste-Geneviève Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at 4258, Sunset Drive, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11573-62 — 1127/4

Les Entreprises Aurèle Dubois Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aurèle Dubois, industrialist, 240, Richelieu Street, Beloeil, Marc Lalonde, advocate, 425, St. Joseph Boulevard, Outremont, and Robert-J. Burns, advocate, 6730, des Écores, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Entreprises Aurèle Dubois Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of a par value of $1 each, 9,860 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Beloeil, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11833-62 — 1126/80

Les Entreprises Brossard et Brosseau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Brossard, stock broker, 734, Ste-Élizabeth Boulebard, Françoise Dulude, housewife, wife common as to property of the said Paul-Émile Brossard, 734, Ste-Élizabeth Boulevard, and Fernand Brosseau, operator, 391, St-Jean Road, all three of La Prairie, for the following purposes:

To carry business as general contractors and builders, under the name of "Lse Entreprises Brossard et Brosseau Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 734, Ste-Élizabeth Boulevard, La Prairie, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11507-62 — 1126/20

Les Entreprises Raynald Daneau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1962, constituant en corporation: Jean-Marie Brossard, avocat, 11778, rue De Tracy, Montréal, Jacques-A. Bélisle, avocat, 348, Route Nationale, Bois-des-Filion, et Marie-Claire Lefebvre, avocate, fille majeure, 10832, Grande-Allée, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie et de ferronnerie, sous le nom de « Les Entreprises Raynald Daneau Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 939, rue Balmoral, St-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12177-62 — 1127/123

Les Entreprises Raynald Daneau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Brassard, advocate, 11778, De Tracy Street, Montreal, Jacques-A. Bélisle, advocate, 348, National Highway, Bois-des-Filion, and Marie-Claire Lefebvre, advocate, spinster, 10832, Grande-Allée, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in hardware and ironware, under the name of "Les Entreprises Raynald Daneau Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 939, Balmoral Street, St-Hubert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12177-62 — 1127/123

Entreprises Tricolore Ltée
Tricolore Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation: Normand Duval, Serge Morin et Guy Guérin, tous trois avocats, de 10, Saint-Jacques, ouest, chambre 409, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de chevaux, sous le nom de « Entreprises Tricolore Ltée — Tricolore Enterprises Ltd. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $15,000.

Le siège social de la compagnie sera 2225, Laure-Conan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12009-62 — 1127/80

Entreprises Tricolore Ltée
Tricolore Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Duval, Serge Morin and Guy Guérin, all three advocates, of 10, Saint James west, room 409, Montreal, for the following purposes:

To deal in horses, under the name of "Entreprises Tricolore Ltée — Tricolore Enterprises Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 common shares of no par value and 5,000 preferred shares of $10 each, and the amount with which the company will begin its operations will be $15,000.

The head office of the company will be at 2225, Laure-Conan, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12009-62 — 1127/80

Les Équipements Laval Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Pierre Desmarais, avocat, 8369, De L'Épée, #3, Montréal, Jean Marcoux, avocat, 10503, Olympia, Montréal, Jeannette Charette, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Jean Marcoux, 10503, Olympia, Montréal, et François Hogue, notaire, 10217, Verville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Les Équipements Laval Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Les Équipements Laval Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Desmarais, advocate, 8369, De L'Épée, #3, Montreal, Jean Marcoux, advocate, 10503, Olympia, Montreal, Jeannette Charette, secretary, wife separate as to property of the said Jean Marcoux, 10503, Olympia, Montreal, and François Hogue, notary, 10217, Verville, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in machines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Les Équipements Laval Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and 150 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 109, boulevard Labelle, Ste-Rose, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11785-62 — 1126/98

The head office of the company will be at 109, Labelle Boulevard, Ste-Rose, county of Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11785-62 — 1126/98

Fabrique du Meuble Villeneuve Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1962, constituant en corporation: Mme Wellie Roberge, veuve, rentière, R.R. numéro 2, Victoriaville, Gilles Roberge, commerçant, R.R. numéro 2, Victoriaville, et Harry Villeneuve, industriel, 125, rue David, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Fabrique du Meuble Villeneuve Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12070-62 — 1128/7

Fabrique du Meuble Villeneuve Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mrs. Wellie Roberge, widow, annuitant, R.R. number 2, Victoriaville, Gilles Roberge, tradesman, R.R. number 2, Victoriaville, and Harry Villeneuve, industrialist, 125, David Street, Chicoutimi-North, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture novelties of all kinds, under the name of "Fabrique du Meuble Villeneuve Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12070-62 — 1128/7

La Ferronnerie Générale d'Amqui Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1962, constituant en corporation: François Ross, comptable, Sayabec, Gérard Dionne, notaire, Amqui, et Fernand Dionne, avocat, Amqui, pour les objets suivants:

Commerce de quincaillerie, de ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de « La Ferronnerie Générale d'Amqui Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, comté de Matapédia, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11657-62 — 1127/46

La Ferronnerie Générale d'Amqui Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Ross, accountant, Sayabec, Gérard Dionne, notary, Amqui, and Fernand Dionne, advocate, Amqui, for the following purposes:

To carry on a business dealing in hardware, ironware and building materials, under the name of "La Ferronnerie Générale d'Amqui Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Amqui, county of Matapédia, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11657-62 — 1127/46

Les Formes & Supports Économiques Inc.
Economic Forms & Supports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Michael Luchuck, gérant, Isabelle Morrisson Luchuck, ménagère, épouse séparée de biens dudit Michael Luchuck, tous deux de 98, avenue Kirkwood, Beaconsfield, et Cécile Lavoie Tremblay, ménagère, épouse commune en biens de Louis-Henri Tremblay et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 328, 4ème Avenue, Québec, pour les objets suivants:

Les Formes & Supports Économiques Inc.
Economic Forms & Supports Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Luchuck, manager, Isabelle Morrisson Luchuck, housewife, wife separate as to property of the said Michael Luchuck, both of 98, Kirkwood Avenue, Beaconsfield, and Cécile Lavoie Tremblay, housewife, wife common as to property of Louis-Henri Tremblay, and duly authorized by him for these presents, 328, 4th Avenue, Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce de constructeurs, d'entrepreneurs généraux et de sous-entrepreneurs en construction, sous le nom de « Les Formes & Supports Économiques Inc. — Economic Forms & Supports Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11733-62 — 1127/81

To carry on business as builders, general contractors and subcontractors in building, under the name of "Les Formes & Supports Économiques Inc. — Economic Forms & Supports Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11733-62 — 1127/81

Frontenac Billard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1962, constituant en corporation: Ivanhoe Ruel, administrateur, 7705, Centrale, LaSalle, Gérard-R. Bélanger, comptable, 4081, rue Parthenais, Montréal, et Léo Laliberté, administrateur, 16, rue St-Eustache, St-Eustache, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Frontenac Billard Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12091-62 — 1127/26

Frontenac Billard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ivanhoe Ruel, executive, 7705, Centrale, LaSalle, Gérard-R. Bélanger, accountant, 4081, Parthenais Street, Montreal, and Léo Laliberté, executive, 16, St-Eustache Street, St-Eustache, for the following purposes:

To carry on a business consisting in providing amusement to the public, under the name of "Frontenac Billard Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12091-62 — 1127/26

Future Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1962, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolsley, Côte-St-Luc, Margaret Gunston et Dorothy Gunston, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 3422, rue Stanley, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de produits de rembourrage, sous le nom de « Future Furniture Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11973-62 — 1127/105

Future Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710, Wolsley, Côte-St-Luc, Margaret Gunston and Dorothy Gunston, the latter two secretaries, filles majeures, of 3422, Stanley Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and upholstered products, under the name of "Future Furniture Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11973-62 — 1127/105

Gero of Paris Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1962, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, 144, Finchley Road, Hampstead, Irwin S. Brodie, 7521, Mountbat-

Gero of Paris Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Theodore H. Polisuk, 144, Finchley Road, Hampstead, Irwin S. Brodie, 7521, Mountbatten Road, Côte-St-

ten Road, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4720, avenue Dupuis, app. S-5, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Gero of Paris Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12126-62 — 1127/129

Gerson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1962, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, 4918, avenue Mayfair, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, tous deux de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 7009, chemin Clover, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Gerson Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12133-62 — 1127/61

Gilman Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Fred Irving Gilman, courtier d'immeubles, Esther Stevens Gilman, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fred Irving Gilman, tous deux de Bedford, et William St-Martin, courtier d'immeubles, 125, rue Church Cowansville, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « Gilman Realties Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 400 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9, avenue Rix, Bedford, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11640-62 — 1127/27

Guarantee Fit Building Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1962, constituant en corporation: Samuel Chait, 4900, Victoria, Montréal,

Luc, both advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4720, Dupuis Avenue, Apt. S-5, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Gero of Paris Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12126-62 — 1127/129

Gerson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Roy Hoffman, 4918, Mayfair Avenue, Oscar Respitz, 4945, Glencairn Avenue, both of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 7009, Clover Road, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Gerson Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12133-62 — 1127/61

Gilman Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fred Irving Gilman, realty broker, Esther Stevens Gilman, housewife, wife contractually separate as to property of the said Fred Irving Gilman, both of Bedford, and William St-Martin, realty broker, 125, Church Street, Cowansville, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Gilman Realties Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 400 shares of $50 each.

The head office of the company will be at 9, Rix Avenue, Bedford, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11640-62 — 1127/27

Guarantee Fit Building Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, 4900, Victoria, Montreal, Harry Arono-

Harry Aronovitch, 5623, Randall, Côte-St-Luc, Nathaniel H. Salomon, 4350 ouest, Sherbrooke, Westmount, Nahum Gelber, 3605, Ridgewood, Montréal, tous quatre avocats, Finley Johnston, secrétaire, 6402 ouest, Sherbrooke, Montréal, et John Hamilton, fils, secrétaire, 6266, avenue N.D.G., Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de « Guarantee Fit Building Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 500 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255, rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12064-62 — 1127/11

vitch, 5623, Randall, Côte-St-Luc, Nathaniel H. Salomon, 4350, Sherbrooke West, Westmount, Nahum Gelber, 3605, Ridgewood, Montreal, all four advocates, Finley Johnston, secretary, 6402, Sherbrooke West, Montreal, and John Hamilton, jr., secretary, 6266, N.D.G. Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment corporation, under the name of "Guarantee Fit Building Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of the par value of $1 each, 500 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 39,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1255, University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12064-62 — 1127/11

Hamilton & Bourassa Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1962, constituant en corporation: David Giasson, notaire, Guylaine Morisset, sténographe, fille majeure usant de ses droits, et Sarto Cloutier, avocat, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Commerce de moteurs, scies mécaniques, moteurs marins, canots automobiles, bicyclettes, motocyclettes, chenillettes, scies, haches, outils, équipements de campeurs, leurs parties ou accessoires, sous le nom de « Hamilton & Bourassa Limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11652-62 — 1125/122

Hamilton & Bourassa Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Giasson, notary, Guylaine Morisset, stenographer, spinster in use of her rights, and Sarto Cloutier, advocate, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motors, mechanical saws, marine motors, motor-boats, bicycles, motor-cycles, small caterpillar tractor, saws, axes, tools, campers' equipment, their parts or accessories, under the name of "Hamilton & Bourassa Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11652-62 — 1125/122

Holiday Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Jacques Lalonde, avocat, Jean Goulet, avocat, Jean Blain, avocat, Lise Parant, sténographe, célibataire, et Claudette Comeau, sténographe, célibataire, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Holiday Realty Corp. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11818-62 — 1126/34

Holiday Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lalonde, advocate, Jean Goulet, advocate, Jean Blain, advocate, Lise Parant, stenographer, spinster, and Claudette Comeau, stenographer, spinster, all five of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in real estate and construction, under the name of "Holiday Realty Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11818-62 — 1126/34

Honest Ed Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1962, constituant en corporation: Alex Issenman, 4845, rue Jean-Brillant, Montréal, Leon Segal, 431, 94e Avenue, Chomedey, Charles Lebovitz, 564, avenue Grosvenor, Westmount, tous trois marchands, et Lawrence Diner, avocat, 4650, avenue Hingston, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des maisons de commerce à rabais et autres magasins de détail, sous le nom de « Honest Ed Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11906-62 — 1128/8

Honest Ed Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alex Issenman, 4845, Jean-Brillant Street, Montreal, Leon Segal, 431, 94th Avenue, Chomedey, Charles Lebovitz, 564, Grosvenor Avenue, Westmount, all three merchants, and Lawrence Diner, advocate, 4650, Hingston Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate discount houses and other sorts of retail stores, under the name of "Honest Ed Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11906-62 — 1128/8

Hôtel des Chutes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1962, constituant en corporation: Denis G. Vaugeois, commis, 1544, rue Frigon, Shawinigan, Lionel Fréchette, commis, 352, 7ième Avenue, Grand'Mère, et Lionel Janna, comptable, 1458, rue Frontenac, Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Hôtel des Chutes Inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12130-62 — 1127/47

Hôtel des Chutes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denis G. Vaugeois, clerk, 1544, Frigon Street, Shawinigan, Lionel Fréchette, clerk, 352, 7th Avenue, Grand' Mère, and Lionel Janna, accountant, 1458, Frontenac Street, Shawinigan, for the following purposes:

To carry on a business as hotel-keepers, under the name of "Hôtel des Chutes Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 1,500 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12130-62 — 1127/47

Hôtel Disraëli Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1962, constituant en corporation: Dame Candide Fortier, ménagère, veuve non remariée de Léon Labonté, Jack Doyon, hôtelier, tous deux du village de Disraëli, Fernand-G. Daigle, comptable agréé, Jean-Marc Rogerge, notaire, et Denis Harvey, comptable, ces trois derniers de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de « Hôtel Disraëli Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Disraëli, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11943-62 — 1127/28

Hôtel Disraëli Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dame Candide Fortier, housekeeper, unremarried widow of Léon Labonté, Jack Doyon, innkeeper, both of the village of Disraëli, Fernand-G. Daigle, chartered accountant, Jean-Marc Roberge, notary, and Denis Harvey, accountant, the three latter of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers and restaurant-owners, under the name of "Hôtel Disraëli Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Disraëli, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11943-62 — 1127/28

Les Huiles Cartier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Édouard Grenier, gérant, 831, avenue Lévis, Québec, Laurette Tremblay Grenier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Édouard Grenier, 831, avenue Lévis, Québec, et Gilles Grenier, comptable, 66, Brisson, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'huiles à chauffage de toutes sortes, sous le nom de « Les Huiles Cartier Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11642-62 — 1127/48

Les Huiles Cartier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Grenier, manager, 831, Levis Avenue, Quebec, Laurette Tremblay Grenier, housewife, wife separate as to property of the said Édouard Grenier, 831, Levis Avenue, Quebec, and Gilles Grenier, accountant, 66, Brisson, Ste-Foy, for the following purposes:

To operate a business dealing in fuel oils of all kinds, under the name of "Les Huiles Cartier Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11642-62 — 1127/48

Ideal Painters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1962, constituant en corporation: John Strulovits, peintre, 5940, avenue Decelles, #2, Montréal, Eda Ruttner, commis, épouse séparée de biens dudit John Strulovits, 5940, avenue Decelles, #2, Montréal, Noah Baum, peintre, 6067, Jeanne-Mance, Montréal, et Sarah Baum, commis, épouse séparée de biens dudit Noah Baum, 6067, Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et peintres, sous le nom de « Ideal Painters Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5940, avenue Decelles, #2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11900-62 — 1126/134

Ideal Painters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Strulovits, painter, 5940, Decelles Avenue, #2, Montreal, Eda Ruttner, clerk, wife separate as to property of the said John Strulovits, 5940, Decelles Avenue, #2, Montreal, Noah Baum, painter, 6067, Jeanne-Mance, Montreal, and Sarah Baum, clerk, wife separate as to property of the said Noah Baum, 6067, Jeanne-Mance, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and painters, under the name of "Ideal Painters Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 5940, Decelles Avenue, #2, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11900-62 — 1126/134

Immeubles Gomin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1962, constituant en corporation: J.-Harry Fugère, homme d'affaires, 2440, Place Prével, app. 10, Ste-Foy, Maurice Rondeau, comptable, 712, boulevard des Chutes, Beauport, et Jean Bienvenue, avocat, 1065, Gauthier, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Immeubles Gomin Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Immeubles Gomin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Harry Fugère, businessman, 2440, Place Prével, apt. 10, Ste-Foy, Maurice Rondeau, accountant, 712, des Chutes Boulevard, Beauport, and Jean Bienvenue, advocate, 1065, Gauthier, Sillery, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Immeubles Gomin Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12164-62 — 1127/106

Les Immeubles Nordics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1962, constituant en corporation: Pierre MacDonald, courtier d'assurance, 2100, Parc Gomin, Sillery, Paul Moreau, constructeur, 38, avenue de Gaulle, Orsainville, et Ghislain Hawey, comptable agréé, 2178, Lessard, Giffard, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles, sous le nom de « Les Immeubles Nordics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 38, avenue de Gaulle, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12017-62 — 1127/131

Institut Berrols Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1962, constituant en corporation: Raymond Bégin, industriel, 3046, Raudot, Ste-Foy, Roland Cornet, conseiller en diététique, 421, St-Gabriel, Québec, et François de B. Gravel, avocat, 350, chemin St-Louis, Québec, pour les objets suivants:

Fournir une alimentation rationnelle par voie de menus équilibrés, journaliers et individuels ou autrement, à toute personne astreinte à suivre un régime alimentaire; sous le nom de « Institut Berrols Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12150-62 — 1127/107

Inter-Québec Aluminum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1962, constituant en corporation: J.-Herménégilde Genest, commerçant, 1590, 11e Avenue, Grand'Mère, Denis Ferron, commis, 496, 8e Avenue, Grand'Mère, et Lucien Lambert, comptable agréé, 5942, boulevard des Hêtres, Shawinigan, pour les objets suivants:

Commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, d'aluminium, cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, sous le nom de « Inter-Québec Aluminum Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12164-62 — 1127/106

Les Immeubles Nordics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre MacDonald, insurance broker, 2100, Parc Gomin, Sillery, Paul Moreau, builder, 38, de Gaulle Avenue, Orsainville, and Ghislain Hawey, chartered accountant, 2178, Lessard, Giffard, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Les Immeubles Nordics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 38, de Gaulle Avenue, Orsainville, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12017-62 — 1127/131

Institut Berrols Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Bégin, industrialist, 3046, Raudot, Ste-Foy, Roland Cornet, counsellor in dietetics, 421, St-Gabriel, Quebec, and François de B. Gravel, advocate, 350, St-Louis Road, Quebec, for the following purposes:

To supply rational nourishment by means of balanced menus, daily or individual or otherwise, for any person obliged to follow food diets, under the name of "Institut Berrols Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12150-62 — 1127/107

Inter-Québec Aluminum Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Herménégilde Genest, merchant, 1590, 11th Avenue, Grand'Mère, Denis Ferron, clerk, 496, 8th Avenue, Grand'Mère, and Lucien Lambert, chartered accountant, 5942, des Hêtres Boulevard, Shawinigan, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of aluminum, leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products thereof, under the name of "Inter-Québec Aluminum Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11115-62 — 1126/103

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11115-62 — 1126/103

Jarub Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1962, constituant en corporation: Alexander McTavish Stalker, 40, avenue Cornwall, Mont Royal, John Malcolm McDougall, 226, rue Fairfield, Rosemère, Peter Edward Graham, 3528, rue Shuter, tous trois avocats, et Vera Edith Hampton, comptable, 491, carré Victoria, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, placements et construction, sous le nom de « Jarub Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12183-62 — 1127/132

Jarub Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alexander McTavish Stalker, 40, Cornwall Avenue, Mount Royal, John Malcolm McDougall, 226, Fairfield Street, Rosemère, Peter Edward Graham, 3528, Shuter Street, all three advocates, and Vera Edith Hampton, accountant, 491, Victoria Square, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of investment, real estate and construction, under the name of "Jarub Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12183-62 — 1127/132

Jeune-Commerce de La Sarre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Lafrenaye, courtier en assurance, 11, 8e Avenue, est, La Sarre, Rosaire Perron, commis-vendeur, 55, 6e Avenue, est, La Sarre, et Jean-Claude Boutin, gérant de Caisse Populaire, 270, rue Principale, La Sarre, pour les objets suivants:

Travailler au bien-être économique, civique et social de la ville de La Sarre, sous le nom de « Jeune-Commerce de La Sarre ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation pourra posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11819-62 — 1126/59

Jeune-Commerce de La Sarre

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Lafranaye, broker, 11, 8th Avenue, East, La Sarre, Rosaire Perron, clerk-salesman, 55, 6th Avenue, East, La Sarre, and Jean-Claude Boutin, manager of the Caisse Populaire, 270, Principale Street, La Sarre, for the following purposes:

To work for the economic, civic and social welfare of the town of La Sarre, under the name of "Jeune-Commerce de La Sarre".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11819-62 — 1126/59

Jean Joubert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1962, constituant en corporation: Camille Messara, Jean Cormier et Gérald Allaire, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jean Joubert Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Jean Joubert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille Messara, Jean Cormier and Gérald Allaire, all three advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business as general builders and contractors in construction, under the name of "Jean Joubert Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11880-62 — 1126/35

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11880-62 — 1126/35

Kenmore Upholstering Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1962, constituant en corporation: George Dimitroulopoulos, 7587, Champagneur, app. 4, Norman Byford, 5477, St. Ignatius, et Willi Gustav Blume, 3901, Barclay, app. 6, tous trois marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de rembourrage et de fournitures et accessoires pour meubles de toutes sortes, sous le nom de « Kenmore Upholstering Company Limited », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11983-62 — 1127/133

Kenmore Upholstering Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Dimitroulopoulos, 7587, Champagneur, Apt. 4, Norman Byford, 5477, St. Ignatius, and Willi Gustav Blume, 3901, Barclay, Apt. 6, all three merchants, of Montreal, for the following purposes:

To deal in upholstering and furniture supplies and accessories of all kinds, under the name of "Kenmore Upholstering Company Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11983-62 — 1127/133

L & L Home Improvement Co., Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1962, constituant en corporation: Seymour Avrith, Yvon Brizard, tous deux avocats, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, célibataire, tous trois de 180 est, rue Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « L & L Home Improvement Co., Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12052-62 — 1127/130

L & L Home Improvement Co., Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Avrith, Yvon Brizard, both lawyers, and Jacqueline Laliberté, secretary, spinster, all three of 180, Dorchester Street East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "L & L Home Improvement Co., Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12052-62 — 1127/130

J. E. Landry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Maurice Marcel, C.R., avocat, 406, Champagneur, Outremont, Henri-Paul Lemay, C.R., avocat, 426, Champagneur, Outremont, et Ghislaine Gagné, secrétaire, célibataire, 41, 58e Avenue, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Commerce d'articles et de marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épice-

J. E. Landry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, Q.C., advocate, 406, Champagneur, Outremont, Henri-Paul Lemay, Q.C., advocate, 426, Champagneur, Outremont, and Ghislaine Gagné, secretary, spinster, 41, 58th Avenue, Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise in which a grocery generally deals, under the name of

rie, sous le nom de « J. E. Landry Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 351, rue Notre-Dame, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11836-62 — 1126/95

"J. E. Landry Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 351, Notre-Dame Street, east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11836-62 — 1126/95

Jos. Lavallière & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1962, constituant en corporation: J.-R.-Viateur Lavallière, directeur de funérailles, Ellaline McEachrane, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-R.-Viateur Lavallière, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Claude Gamache, embaumeur, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Jos. Lavallière & Fils Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11944-62 — 1127/134

Jos. Lavallière & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-R.-Viateur Lavallière, undertaker, Ellaline McEachrane, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-R.-Viateur Lavallière, and duly authorized by him for these presents, and Jean-Claude Gamache, embalmer, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "Jos. Lavallière & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11944-62 — 1127/134

Lesmor Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 315, St. Aubin, St-Laurent, Maximilien Polak, 7897, Wavel Road, Côte-St-Luc, et Murray B. Spiegel, 63, Banstead Road, Montréal Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de placements, sous le nom de « Lesmor Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11765-62 — 1127/29

Lesmor Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, 315, St. Aubin, St-Laurent, Maximilien Polak, 7897, Wavel Road, Côte-St-Luc, and Murray B. Spiegel, 63, Banstead Road, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on an investment business, under the name of "Lesmor Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11765-62 — 1127/29

Lisette Modes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1962, constituant en corporation: Morton Arthur Stober, marchand, 2210, St. Clare Road, Dame Evelyn Knopp Stober, ménagère, épouse séparée de biens dudit Morton Arthur Stober, 2210, St. Clare Road, tous deux

Lisette Modes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporting: Morton Arthur Stober, merchant, 2210, St. Clare Road, Dame Evelyn Knopp Stober, housewife, wife separate as to property of the said Morton Arthur Stober, 2210, St. Clare Road, both of Mount Royal,

de Mont Royal, et Mitchell Knopp, exploiteur d'un salon de beauté, 4896, avenue Lacombe, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Lisette Modes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12155-62 — 1127/54

Les Loisirs de la Présentation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand Mathieu, entrepreneur, Raoul Gagnon, cultivateur, et Germain Marcorelles, cultivateur, tous trois de La Présentation, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de La Présentation Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à La Présentation, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11191-62 — 1127/30

Loisirs de Venise-en-Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Hébert, avocat, 22, de Barcelone, Candiac, Claude Thivierge, avocat, 105, Thackery, Beaconsfield, Émé Lacroix, C.R., avocat, 1141, Dunraven, Mont-Royal, Jacques Viau, C.R., avocat, 334, 43e Avenue, Lachine, Mlle Jacqueline Matte, secrétaire, 8390, Drolet, Montréal, Mlle Rose-Aimée Poudrette, secrétaire, 2194, Sherbrooke, Montréal, Mlle Marcelle Roy, secrétaire, 6923, 1ère Avenue, Rosemont, Montréal, Jacques Goulet, courtier, 3918, rue Piedmont, Montréal, et Pierre Mercier, avocat, 31, Beloeil, Outremont, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs de Venise-en-Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera à Venise-en-Québec, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11718-62 — 1127/83

and Mitchell Knopp, beauty salon operator, 4896 Lacombe Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Lisette Modes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12155-62 — 1127/54

Les Loisirs de la Présentation Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Bertrand Mathieu, contractor, Raoul Gagnon, farmer, and Germain Marcorelles, farmer, all three of La Présentation, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Les Loisirs de la Présentation Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at La Présentation, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11191-62 — 1127/30

Loisirs de Venise-en-Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gilles Hébert, advocate, 22, de Barcelone, Candiac, Claude Thivierge, advocate, 105, Thackery, Beaconsfield, Émé Lacroix, Q.C., advocate, 1141, Dunraven, Mount Royal, Jacques Viau, Q.C., advocate, 334, 43rd Avenue, Lachine, Miss Jacqueline Matte, secretary, 8390, Drolet, Montreal, Miss Rose-Aimée Poudrette, secretary, 2194, Sherbrooke, Montreal, Miss Marcelle Roy, secretary, 6923, 1st Avenue, Rosemount, Montreal, Jacques Goulet, broker, 3918, Piedmont Street, Montreal, and Pierre Mercier, advocate, 31, Beloeil, Outremont, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Loisirs de Venise-en-Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at Venise-en-Québec, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11718-62 — 1127/83

Loisirs du Bon Pasteur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Duchesneau, militaire, 46, rue des Chesne, J.-Robert Cantin, courtier, 109, Notre-Dame, et Claude St-Hilaire, professeur, 30, Georges-Muir, tous trois de Notre-Dame-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs du Bon Pasteur Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera en la paroisse du Bon Pasteur, Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12098-62 — 1128/9

Loisirs du Bon Pasteur Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Duchesneau, soldier, 46, des Chesnes Street, J.-Robert Cantin, broker, 109, Notre-Dame, and Claude St-Hilaire, professor, 30, Georges-Muir, all three of Notre-Dame-des-Laurentides, for the following purposes:

To organize recreational center, under the name of "Loisirs du Bon Pasteur Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be in the parish of Bon Pasteur, Notre-Dame-des-Laurentides, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12098-62 — 1128/9

John W. Mac Gillivray & Sons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la premièee partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1962, constituant en corporation: Roland Barrière, 311, rue Notre-Dame, François-J. Bastien, 225, avenue Montrose, tous deux comptables agréés, de St-Lambert, et Alain Voizard, notaire, Ste-Adèle-en-Haut, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres et faire tout travail ou toutes choses concernant les cérémonies funéraires ou obsèques et funérailles, sous le nom de « John W. Mac Gillivray & Sons Inc. », avec un capital total de $245,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11972-62 — 1127/118

John W. Mac Gillivray & Sons Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Barrière, 311, Notre-Dame Street, François-J. Bastien 225, Montrose Avenue, both chartered accountants, of St-Lambert, and Alain Voizard, notary, Ste-Adèle-en-Haut, for the following purposes:

To carry on business of undertakers and to do all works and things relating to funeral ceremonies or obsequies and to burials, under the name of "John W. Mac Gillivray & Sons Inc.", with a total capital stock of $245,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each, 2,000 class "A" preferred shares of a par value of $100 each and 1,500 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at St. Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11972-62 — 1127/118

Madame L. de Bellefeuille Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril, 1962, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en loi de la Reine, Claire Culhane et Roslyn Zelman, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce consistant en articles demandés par une clientèle de magasins généraux, et, en particulier, tous articles d'artisanat, petitpoint, céramique, dentelle et toile, sous le nom de « Madame L. de Bellefeuille Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Madame L. de Bellefeuille Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, Claire Culhane and Roslyn Zelman, the latter two secretaries of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in articles required by customers of general stores, and, in particular, all articles of handicraft, petitpoint, ceramics, laces and linens, under the name of "Madame L. de Bellefeuille Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11761-62 — 1127/103

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11761-62 — 1127/103

Magasin Labelle de Ste Rose Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1962, constituant en corporation: Irénée Bastien, hôtelier, 147, boulevard Ste-Rose, Claude Bastien, commis, 187, Je Me Souviens, et Marcel Bastien, agent d'assurance, 130, Legault, tous trois de Ste-Rose, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et de marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie et de boucherie, sous le nom de « Magasin Labelle de Ste Rose Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 280, boulevard Ste-Rose, Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11933-62 — 1126/28

Magasin Labelle de Ste Rose Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irénée Bastien, hotel-keeper, 147, Ste-Rose Boulevard, Claude Bastien, clerk, 187, Je Me Souviens, and Marcel Bastien, insurance agent, 130, Legault, all three of Ste-Rose, for the following purposes:

To carry on business dealing in articles and merchandise which is generally included in a grocery-butcher business, under the name of "Magasin Labelle de Ste Rose Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 280, Ste-Rose Boulevard, Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1952.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11933-62 — 1126/28

Le Marché Mistassini Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Rogatien Sasseville, marchand, Dame Madeleine Côté Sasseville, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rogatien Sasseville, tous deux de 41, Sasseville, Mistassini, et J.-Arthur Sasseville, commis, 98, de l'Église, Mistassini, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et de marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie et de boucherie, sous le nom de « Le Marché Mistassini Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 100, rue de l'Église, Mistassini, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11719-62 — 1127/49

Le Marché Mistassini Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rogatien Sasseville, merchant, Dame Madeleine Côté Sasseville, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rogatien Sasseville, both of 41, Sasseville, Mistassini, and J.-Arthur Sasseville, clerk, 98, de l'Église, Mistassini, for the following purposes:

To carry on business dealing in articles and merchandise in which a grocer-butcher generally deals, under the name of "Le Marché Mistassini Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 100, de l'Église Street, Mistassini, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11719-62 — 1127/49

Les Matériaux Dorchester Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1962, constituant en corporation: Roland Pelchat, marchand, 54, Mgr Bourget, Lévis, Philippe Vachon, comptable, 340, avenue Landry, Ste-Foy, et Nicol Henry, avocat, 1319, Preston, Sillery, pour les objets suivants:

Les Matériaux Dorchester Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Pelchat, merchant, 54, Msgr. Bourget, Lévis, Philippe Vachon, accountant, 340, Landry Avenue, Ste-Foy, and Nicol Henry, advocate 1319, Preston, Sillery, for the following purposes:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Matériaux Dorchester Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Claire, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12265-62 — 1127/119

The industry and business dealing in wood, under the name of "Les Matériaux Dorchester Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Claire, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12265-62 — 1127/119

Matériaux Lévisiens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1962, constituant en corporation: Roland Pelchat, marchand, 54, Mgr Bourget, Lévis, Philippe Vachon, comptable, 340, avenue Landry, Ste-Foy, et Nicol Henry, avocat, 1319, Preston, Sillery, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Matériaux Lévisiens Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-David, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12264-62 — 1127/137

Matériaux Lévisiens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Pelchat, merchant, 54, Msgr Bourget, Lévis, Philippe Vachon, accountant, 340, Landry Avenue, Ste-Foy, and Nicol Henry, advocate, 1319, Preston, Sillery, for the following purposes:

To carry on a business and industry dealing in lumber, under the name of "Matériaux Lévisiens Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-David, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12264-62 — 1127/137

Raymond Matte & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Émile Colas, avocat, 25, chemin de Casson, Westmount, Gabriel Lapointe, avocat, 6725, MacDonald, Montréal, et Marc Brière, avocat, 136, avenue du Club, Dorion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Raymond Matte & Fils Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de la valeur au pair de $1 chacune et en 3,600 actions privilégiées de la valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11377-62 — 1127/84

Raymond Matte & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Colas, advocate, 25, de Casson Road, Westmount, Gabriel Lapointe, advocate, 6725, MacDonald, Montreal, and Marc Brière, advocate, 136, du Club Avenue, Dorion, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Raymond Matte & Fils Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 3,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11377-62 — 1127/84

Florido Matteau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Florido Matteau, 700, 6e Avenue, Jean-Louis Matteau, 400, 17e Rue, Robert Matteau, 641, 7e Rue, et Fernand Matteau, 1368, 6e Avenue, tous quatre courtiers, de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Florido Matteau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Florido Matteau, 700, 6th Avenue, Jean-Louis Matteau, 400, 17th Street, Robert Matteau, 641, 7th Street, and Fernand Matteau, 1368, 6th Avenue, all four brokers, of Grand'Mère, for the following purposes:

Faire le commerce de courtiers en valeurs mobilières et généralement avoir une entreprise de placement, sous le nom de « Florido Matteau Inc. », avec un capital total de $275,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand' Mère, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11638-62 — 1127/31

To carry on business as stockbrokers, and generally, to have an investment enterprise, under the name of "Florido Matteau Inc.", with a total capital stock of $275,000, divided into 250 common shares of $100 each and 2,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11638-62 — 1127/31

Mercerie Vachon Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Noël Vachon, mineur, 19e Rue, Noranda, Hervé Vachon, commerçant, 28, Rue St-Charles, Noranda, et Jean-Paul Rivest, avocat, 71, rue Principale, Rouyn, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Mercerie Vachon Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11594-62 — 1125/136

Mercerie Vachon Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Noël Vachon, miner, 19th Street, Noranda, Hervé Vachon, tradesman, 28, St-Charles Street, Noranda, and Jean-Paul Rivest, advocate, 71, Principale Street, Rouyn, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing, under the name of "Mercerie Vachon Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1692.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11594-62 — 1125/136

Le Meuble Cascades Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Jean-Guy Vaugeois, avocat, 6732, Louis-Hémon, Jean-Paul Noël, avocat, 2545, St-Zotique, est, et Armand Poupart fils, avocat, 3375, Maplewood, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Le Meuble Cascades Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 452, 4ième Rue, Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11534-62 — 1126/9

Le Meuble Cascades Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Vaugeois, advocate, 6732, Louis-Hémon, Jean-Paul Noël, advocate, 2545, St-Zotique, East, and Armand Poupart, son, advocate, 3375, Maplewood, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Le Meuble Cascades Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 452, 4th Street, Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11534-62 — 1126/9

Miquelon Planing Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, Banstead Road, Montréal Ouest, Samuel H. Shriar, 315, rue St-Aubin, St-Laurent, et Maximilien Polak, 7897, rue Wavell, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Miquelon Planing Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, 63, Banstead Road, Montreal West, Samuel H. Shriar, 315, St. Aubin Street, St-Laurent, and Maximilien Polak, 7897, Wavell Street, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de « Miquelon Planing Mills Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 8,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11815-62 — 1127/15

To carry on business as lumber merchants, under the name of "Miquelon Planing Mills Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 8,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11815-62 — 1127/15

Missisquoi Marina Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1962, constituant en corporation: Marcel Bouliane, entrepreneur, St-Sébastien, Robert G. Pike, contremaître, 211, 7e Avenue, LaSalle, et James E. Thompson, mécanicien, 16A, 9e Avenue, Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bateaux, canots-automobiles, chaloupes, bateaux à voiles, moteurs, machines, remorques à bateaux et tous leurs accessoires et pièces, sous le nom de « Missisquoi Marina Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5 actions ordinaires de $100 chacune et 4,950 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11951-62 — 1128/10

Missisquoi Marina Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Bouliane, contractor, St-Sébastien, Robert G. Pike, foreman, 211, 7th Avenue, LaSalle, and James E. Thompson, mechanic, 16A, 9th Avenue, Iberville, for the following purposes:

To trade in boats, motor boats, row boars, sailing boats, motors, machines, boat trailers and all their accessories and parts, under the name of "Missisquoi Marina Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5 common shares of $100 each and 4,950 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11951-62 — 1128/10

Montreal Motor Boat (1962) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1962, constituant en corporation: Moe Ackman, 3128, 3e Rue, Chomedey, Irwin Gliserman, 5719, avenue Brookside, Côte-St-Luc, Sidney Cutler, 6255, Northcrest Place, tous trois avocats, et Annette Katz, secrétaire, fille majeure, 4960, avenue Bourret, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de pièces, accessoires, ustensiles, appareils, huiles, ciment, solutions et dispositifs, se rapportant ou non à la construction des véhicules-moteurs, caoutchouc et articles et marchandises de toutes sortes dont le caoutchouc est une partie composante, sous le nom de « Montreal Motor Boat (1962) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12145-62 — 1127/108

Montreal Motor Boat (1962) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Chomedey, Irwin Gliserman, 5719, Brookside Avenue, Côte-St-Luc, Sidney Cutler, 6255, Northcrest Place, all three advocates, and Annette Katz, secretary, fille majeure, 4960, Bourret Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of parts, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, rubber and articles and goods of all kinds of which rubber is a component part, under the name of "Montreal Motor Boat (1962) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12145-62 — 1127/108

G. Morency Assurances Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

G. Morency Assurances Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 30e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Gérard Morency, courtier en assurance, Thérèse Giasson Morency, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérard Morency, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 456, Franquelin, Sept-Iles, et Pierre Chouinard, courtier en assurance, 11, Cormier, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « G. Morency Assurances Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11891-62 — 1126/71

National Seat Cover Centres Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Isidore Buller, avocat, 454 ouest, rue Jarry, Montréal, Joseph P. Miller, avocat, 40, avenue Lafleur, LaSalle, Lorraine Lalonde, secrétaire, célibataire, 1891, rue Masson, Montréal, et Max Teitelbaum, avocat, 2300, Goyer, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de couvertures de sièges, appareils de sauvetage pour la marine, cache-cols, accessoires automoteurs, vêtements de sports et accessoires, sous le nom de « National Seat Cover Centres Montreal Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $1 chacune et 7,500 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 259 ouest, Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11816-62 — 1127/32

Natural Gas Leasing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1962, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, 324, avenue Mercille, St-Lambert, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, 7376, avenue Truman, Verdun, et Theodore William Martinson, commis, 426 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de locateur de véhicules-automobiles, camions et équipement de construction mobile, sous le nom de « Natural Gas Leasing Limited ». avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

1775 11978-62 — 1127/138

Province of Quebec, incorporating: Gérard Morency, insurance broker, Thérèse Giasson Morency, housewife, wife separate as to property of the said Gérard Morency, and duly authorized by him for these presents, both of 456, Franquelin, Sept-Iles, and Pierre Chouinard, insurance broker, 11, Cormier, Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers, under the name of "G. Morency Assurances Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11891-62 — 1126/71

National Seat Cover Centres Montreal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore Buller, advocate, 454, Jarry Street West, Montreal, Joseph P. Miller, advocate, 40, Lafleur Avenue, LaSalle, Lorraine Lalonde, secretary, spinster, 1891, Masson Street, Montreal, and Max Teitelbaum, advocate, 2300, Goyer, Montreal, for the following purposes:

To deal in seat covers, marine life preservers, muffleurs, automotive accessories, sportswear and accessories, under the name of "National Seat Cover Centres Montreal Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 2,500 common shares of $1 each and 7,500 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 259, Jean-Talon West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11816-62 — 1127/32

Natural Gas Leasing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, 324, Mercille Avenue, St. Lambert, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, 7376, Truman Avenue, Verdun, and Theodore William Martinson, clerk, 426, Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a lessor of motor vehicles, trucks and mobile construction equipment, under the name of "Natural Gas Leasing Limited", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11978-62 — 1127/138

J. Omer Nault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1962, constituant en corporation: J.-Omer Nault, agent d'assurances, Georgette Rouleau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens duait J.-Omer Nault, tous deux de 71B, rue St-Charles, ouest, app. 3, Longueuil, et Jeanne Rouleau, technicienne en radiologie, fille majeure, 3421, rue Durocher, app. 16, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « J. Omer Nault Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11991-62 — 1127/63

J. Omer Nault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Omer Nault, insurance agent, Georgette Rouleau, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Omer Nault, both of 71B, St-Charles Street, West, apt. 3, Longueuil, and Jeanne Rouleau, X-Ray technician, fille majeure, 3421, Durocher Street, apt. 16, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "J. Omer Nault Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11991-62 — 1127/63

O.T.J. St-Sacrement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Charron, commis de bureau, 1775, Turcot, Roland Bibeau, mécanicien, 2340, Ste-Catherine, et Marcel Sansoucy, assistant-contremaître, 2605, Nelson, tous trois de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « O.T.J. St-Sacrement Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11424-62 — 1128/1

O.T.J. St-Sacrement Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Charron, office clerk, 1775, Turcot, Roland Bibeau, mechanic, 2340, Ste-Catherine, and Marcel Sansoucy, assistant-foreman, 2605, Nelson, all three of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "O.T.J. St-Sacrement Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11424-62 — 1128/1

Orly Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1962, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, Max Bernfeld, conseil en loi de la Reine, 4635, avenue Clanranald, Montréal, tous deux avocats, et Beverley Gold, secrétaire, fille majeure, 3815, avenue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Orly Realties Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11975-62 — 1127/64

Orly Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack B. Bobrove, 5615, Cork Avenue, Côte-St-Luc, Max Bernfeld, Queen's Counsel, 4635, Clanranald Avenue, Montreal, both advocates, and Beverley Gold, secretary, spinster of the full age of majority, 3815, Dupuis Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Orly Realties Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11975-62 — 1127/64

Ouellette & Fils
Entrepreneur Plomberie Chauffage Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 315, rue St-Aubin, St-Laurent, Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal-Ouest, et Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plomberie et chauffage et celui qui consiste à vendre des accessoires de plomberie et de chauffage, sous le nom de « Ouellette & Fils Entrepreneur Plomberie Chauffage Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11957-62 — 1127/50

Ouellette & Fils
Entrepreneur Plomberie Chauffage Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, 315, St. Aubin Street, St-Laurent, Murray B. Spiegel, 63, Banstead Road, Montreal West, and Maximilien Polak, 7897, Wavell Road, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing and heating and to deal in plumbing and heating supplies, under the name of "Ouellette & Fils Entrepreneur Plomberie Chauffage Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11957-62 — 1127/50

Oxford Sales Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 455, ouest, rue Craig, Montreal, Samuel H. Shriar, 315, rue St-Aubin, St-Laurent, et Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, catouchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux; animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques, cosmétiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Oxford Sales Company Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11764-62 — 1127/85

Oxford Sales Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, 455, Craig Street West, Montreal, Samuel H. Shriar, 315, St. Aubin Street, St-Laurent, and Maximilien Polak, 7897, Wavell, Road, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products thereof, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Oxford Sales Company Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11764-62 — 1127/85

P. & B. Caterers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, 6240, Westbury, Max Bernfeld, conseil en loi de la Reine, 4635, Clanranald, tous deux de Montréal, et Jack B. Bobrove, 5615, Cork, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les sobjets suivants:

Exercer le commerce de fournisseurs, exploiter des hôtels, motels, auberges et/ou restaurants ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « P. & B. Caterers Ltd. », avec un capital total

P. & B. Caterers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward H. Bernfeld, 6240, Westbury, Max Bernfeld, Queen's Counsel, 4635, Clanranald, both of Montreal, and Jack B. Bobrove, 5615, Cork, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of caterers, to operate hotels, motels, public houses and/or restaurants or any combination thereof, under the name of "P. & B. Caterers Ltd.", with a total capita

de $30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au prir de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11762-52 — 1127/116

Pabos Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1962, constituant en corporation: J.-Camille Tardif, entrepreneur, Maurice Ross, soudeur, et Robert Fraser, comptable, tous trois de Chandler, pour les objets suivants:

Solliciter, accepter et exécuter des contrats pour l'entretien de chemins, routes, rues, quais, jetées et pentes, sous le nom de « Pabos Construction Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler-Ouest, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12087-62 — 1127/86

Peg's Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1962, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3445, Côte-des-Neiges Road, Montréal, Jack Shayne, avocat, 125, avenue Dorval, Dorval, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Peg's Motel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12018-62 — 1126/86

Photo-Technical Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: John L. Liberman, 5115, MacKenzie, Irving I. Finkelberg, 652, Outremont, tous deux de Montréal, Alfred N. Segall, 5773, Westluke, Côte-St-Luc, tous trois avocats, et Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, boulevard Décarie, Montréal, pour les objets suivants:

stock of $30,000, divided into 1,500 common shares of a par value of $10 each and 1,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11762-62 — 1127/116

Pabos Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Camille Tardif, contractor, Maurice Ross, welder, and Robert Fraser, accountant, all three of Chandler, for the following purposes:

To solicit, accept and carry out a contract for the maintenance of roads, highways, streets, wharves, jetties and slopes, under the name of "Pabos Construction Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chandler-West, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12087-62 — 1127/86

Peg's Motel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3445, Côte-des-Neiges Road, Montreal, Jack Shayne, advocate, 125, Dorval Avenue, Dorval, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Peg's Motel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12018-62 — 1126/86

Photo-Technical Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, 5115, MacKenzie, Irving I. Finkelberg, 652, Outremont, both of Montreal, Alfred N. Segall, 5773, Westluke, Côte-St-Luc, all three lawyers, and Mina Dimand, secretary, spinster of the full age of majority, 4966, Décarie Boulevard, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'équipement technique et d'épreuve, machines et appareils, lentilles, appareils photographiques et caméras, machines et vérificateurs de toutes sortes, sous le nom de « Photo-Technical Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 340 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 769, avenue Beaumont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11827-62 — 1127/65

To deal in technical and test equipment, machines and apparatus, lenses, photographic equipment and cameras, machines and testers of every kind, under the name of "Photo-Technical Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 340 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 769, Beaumont Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11827-62 — 1127/65

Placement Amical Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Yvan Comeau, marchand, Marcel Beausoleil, commis-comptable, et Jacques Lauzon, marchand, tous trois de St-Gabriel-de-Brandon, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Placement Amical Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11636-62 — 1127/73

Placement Amical Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvan Comeau, merchant, Marcel Beausoleil, clerk-accountant, and Jacques Lauzon, merchant, all three of St-Gabriel-de-Brandon, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placement Amical Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Gabriel-de-Brandon, county of Berthier, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11636-62 — 1127/73

Les Placements Val St-François Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation: Roger Morin, avocat, R.R. 1, Grande-Ile, comté de Beauharnois, Josaphat Legault, agent d'assurances, 45, Ste-Anne, Valleyfield, et Robert Lupien, notaire, 248, boulevard du Havre, Valleyfield, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Val St-François Ltée », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11965-62 — 1127/110

Les Placements Val St-François Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Morin, advocate, R.R. 1, Grande-Ile, county of Beauharnois, Josaphat Legault, insurance agent, 45, Ste. Anne, Valleyfield, and Robert Lupien, notary, 248, du Havre Boulevard, Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Val St-François Ltée", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11965-62 — 1127/110

Plypane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1962, constituant en corpora-

Plypane Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul

tion: Jean-Paul Gélinas, administrateur, 435, rue Ardwell, Mont-Royal, Morton Bessner, 1775, rue Boudrias, St-Laurent, et Kenneth McGurk, 4935, chemin de la Reine Marie, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fenêtres, portes, produits du verre à vitres, et toute marchandise connexe à icelui sous le nom de « Plypane Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à ville d'Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11994-62 — 1127/87

L. P. Poitras & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Louis-Philippe Poitras, 2221, rue St-Zotique, est, Jacques Poitras, 4665, rue St-Zotique, est, tous deux courtiers en assurance, et Yves Poitras, commis de bureau, 1329, rue St-Zotique, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « L. P. Poitras & Fils Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2221, rue St-Zotique, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11508-62 — 1127/88

Les Produits Textiles Sherbrooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1962, constituant en corporation: Camille Messara, Jean Cormier et Gérald Allaire, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de tissus, sous le nom de « Les Produits Textiles Sherbrooke Inc. », avec un capital total de $40,000, divise en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11875-62 — 1127/33

Progress Steel Setters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1962, constituant en corporation: Thomas William Hallam, entrepreneur, Dorothy Cynthia Green Hallam, ménagère, épouse séparée de biens dudit Thomas William

Gélinas, executive, 435, Ardwell Street, Mount Royal, Morton Bessner, 1775, Boudrias Street, St-Laurent, and Kenneth McGurk, 4935, Queen Mary Road, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in windows, doors, flat glass products and all processes in connection therewith, under the name of "Plypane Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at town of Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11994-62 — 1127/87

L. P. Poitras & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe Poitras, 2221, St-Zotique Street, East, Jacques Poitras, 4665, St-Zotique Street, East, both insurance brokers, and Yves Poitras, office clerk, 1329, St-Zotique, East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers, under the name of "L. P. Poitras & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2221, St-Zotique Steet East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11508-62 — 1127/88

Les Produits Textiles Sherbrooke Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille Messara, Jean Cormier and Gérald Allaire, all three advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business and industry dealing in textiles, under the name of "Les Produits Textiles Sherbrooke Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11875-62 — 1127/33

Progress Steel Setters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thomas William Hallam, contractor, Dorothy Cynthia Green Hallam, housewife, wife separate as to property of the said Thomas William Hallam,

Hallam, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 184, rue Viau, Châteauguay, Maurice Galarneau, entrepreneur, et Thérèse (Giguère) Galarneau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Galarneau, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 2186, Chambly, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de ciment et les sous-produits d'icelui, sous le nom de « Progress Steel Setters Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2186, Chambly Road, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11871-62 — 1126/108

Provincial Stone Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Harold Gossack, 3736, avenue Kent, Montréal, Rosa B. Gualtieri, fille majeure, 80, avenue Hudson, Mont Royal, et Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Provincial Stone Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7228, rue Querbes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11700-62 — 1126/87

Les Publications Unies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1962, constituant en corporation: Rolland Legendre, avocat, 580, Grande-Allée, est, Paul Lockwell, agent, 870, avenue Moncton, et Yolande Jobidon, secrétaire, célibataire, 1900, 18e Rue, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme publicitaires, sous le nom de « Les Publications Unies Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 575, Grande-Allée, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12105-62 — 1127/89

Publicité Trans-Québec Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 184, Viau Street, Châteauguay, Maurice Galarneau, contractor, and Thérèse (Giguère) Galarneau, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Galarneau, and duly authorized by thim for the purpose of these presents, the latter two of 2186, Chambly, Montreal, for the following purposse:

To deal in cement and the by-products thereof, under the name of "Progress Steel Setters Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2186, Chambly Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11871-62 — 1126/108

Provincial Stone Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Gossack, 3736, Kent Avenue, Montreal, Rosa B. Gualtieri, fille majeure, 80, Hudson Avenue, Mount Royal, and Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Provincial Stone Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7228, Querbes Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11700-62 — 1126/87

Les Publications Unies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Legendre, advocate, 580, Grande-Allée, East, Paul Lockwell, agent, 870, Moncton Avenue, and Yolande Jobidon, secretary, spinster, 1900, 18th Street, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as publicists, under the name of "Les Publications Unies Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 575, Grande-Allée, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12105-62 — 1127/89

Publicité Trans-Québec Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation: Guy Roy, imprimeur, 9178, 9e Avenue, St-Michel, Lucien Richard, comptable, 6676, Denormanville, et Suzanne D. Valade, secrétaire, épouse séparée de biens de D. Valade, 9922, Merritt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimerie, lithographie, stéréotypie, électrotypie, imprimerie photographique, photolithographie, gravure, reliure et autres procédés semblables, sous le nom de « Publicité Trans-Québec Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de la valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11946-62 — 1127/34

The R.C.A.S.C. Veterans' Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Edward David White, entrepreneur, 366, chemin du Lac St-Louis, ville de Léry, Julian Byer, imprimeur, 6528, 14e Avenue, Rosemont, Montréal, Charles Dillon, opérateur d'un poste de service, 5202, rue King Edward, John A. Irwin, O.B.E., officier retraité de « Canadian Army », 6568A, Avenue Coolbrooke, James Chippendale, machiniste, 1188A, rue du Fort, Bernard Mullins, négociant, 5055A, Avenue Borden, tous quatre de Montréal, Fredrick J. Scott, négociant, 10, avenue Fieldfair, James J. W. Pelletier, administrateur, 9, avenue St-Louis, tous deux de Beaurepaire, Leonce A. Denemoustier, N.C.O., « Canadian Army », 1856, rue Des Gaulles, Laflèche, Reginald Ball, négociant, 630, troisième Avenue, Verdun, et William Tranter, imprimeur, 3075, chemin Somerset, St-Laurent, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et gérer un club de plaisance, de confort et de récréation pour les vétérans de guerre, et les membres anciens et actuels de « Royal Canadian Army Service Corps », un corps de l'armée canadienne, et de leurs amis, sous le non de « The R.C.A.S.C. Veteran's Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11195-62 — 1127/39

Radio Taxi de Chicoutimi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1962, constituant en corporation: Pierre Bergeron, Arthur-H. Simard, tous

bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Roy, printer, 9178, 9th Avenue, St-Michel, Lucien Richard, accountant, 6676, Denormanville, and Suzanne D. Valade, secretary, wife separate as to property of D. Valade, 9922, Merritt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in printing, lithography, stereotypy, electrotyping, photography-printing, photo-lithography, engraving, binding and other similar procedures, under the name of "Publicité Trans-Québec Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11946-62 — 1127/34

The R.C.A.S.C. Veterans' Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Edward David White, contractor, 366, Lake St-Louis Road, town of Léry, Julian Byer, printer, 6528, 14th Avenue, Rosemount, Montreal, Charles Dillon, service station operator, 5202, King Edward Street, John A. Irwin, O.B.E., retired officer of Canadian Army, 6568A, Coolbrooke Avenue, James Chippendale, machinist, 1188A, Fort Street, Bernard Mullins, tradesman, 5055A, Borden Avenue, all four of Montreal, Frederick J. Scott, tradesman, 10, Fieldfair Avenue, James J. W. Pelletier, executive, 9, St-Louis Avenue, both of Beaurepaire, Leonce A. Denemoustier, N.C.O., Canadian Army, 1856, Des Gaulles Street, Laflèche, Reginald Ball, tradesman, 630, Third Avenue, Verdun, and William Tranter, printer, 3075, Somerset Road, St-Laurent, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accomodation, convenience and recreation of war veterans, serving and former members of the Royal Canadian Army Service Corps, a corps of the Canadian Army, and their friends, under the name of "The R.C.A.S.C. Veterans' Association".

The value of the immoveable property which the corporation may own shall be limited to $200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11195-62 — 1127/39

Radio Taxi de Chicoutimi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Bergeron, Arthur-H. Simard, both advocates, of 110

deux avocats, de 110, rue Racine, est, Chicoutimi, Huguette Gaudreault et Pauline Gaudreault, ces deux dernières secrétaires, célibataires majeures, de 51, rue St-Dominique, est, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Radio Taxi de Chicoutimi Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 457, rue Racine, est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11901-62 — 1127/91

Racine Street, East, Chicoutimi, Huguette Gaudreault and Pauline Gaudreault, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of 51, St-Dominique Street, East, Chicoutimi, for the following purposes:

To operate a taxi stand, under the name of "Radio Taxi de Chicoutimi Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 457, Racine Street, East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11901-62 — 1127/91

Rand Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Paul-E. Bernier, avocat, 515, de la Visitation, Ste-Foy, Denise Lewis, secrétaire, célibataire, 1391, Charlotte, Sillery, et Sylvia Paradis, secrétaire, célibataire, 21, Christophe-Colomb, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Rand Construction Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 40, rue Bocage, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11841-62 — 1127/35

Rand Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-E. Bernier, advocate, 515, de la Visitation, Ste-Foy, Denise Lewis, secretary, spinster, 1391, Charlotte, Sillery, and Sylvia Paradis, secretary, spinster, 21, Christophe-Colomb, Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Rand Construction Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 40, Bocage Street, Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11841-62 — 1127/35

Rimlac Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1962, autorisant la fusion de « Laurentide Inn Incorporated », une compagnie constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 18e jour de décembre 1941, et « Resorts & Industrial Management Co. Inc. », une compagnie constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 9e jour de janvier 1946, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Rimlac Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Rimlac Limited ».

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12691-62

Rimlac Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Laurentide Inn Incorporated", a company incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 18th day of December, 1941, and "Resorts & Industrial Management Co. Inc.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 9th day of January, 1946, for the following purposes:

To carry on the business of inn-keepers, under the name of "Rimlac Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $5 each.

The name of the new company is "Rimlac Limited".

The head office of the company will be at the city of Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12691-62

Sayabec Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Paul-E. Bernier, avocat, 515, de la Visitation, Ste-Foy, Denise Lewis, secrétaire, célibataire, 1391, Charlotte, Sillery, et Sylvia Paradis, secrétaire, célibataire, 21, Christophe-Colomb, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Sayabec Construction Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Rédemption, comté de Matapédia, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11843-62 — 1127/36

Sayabec Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-E. Bernier, advocate, 515, de la Visitation, Ste. Foy, Denise Lewis, secretary, spinster, 1391, Charlotte, Sillery, and Sylvia Paradis, secretary, spinster, 21, Christophe-Clomb, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors in building, under the name of "Sayabec Construction Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Rédemption, county of Matapédia, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11843-62 — 1127/36

Seaforth Medical Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1962, constituant en corporation: Donald James Johnston, avocat, Helen Xenos, Denise-Marie Landry, Valérie Jean Higgins, Céline Trudeau, Margaret Irene Stewart et Elizabeth Wiesemann, ces six dernières secrétaires, célibataires, tous sept de 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Seaforth Medical Building Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 490,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11974-62 — 1127/90

Seaforth Medical Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald James Johnston, advocate, Helen Xenos, Denise-Marie Landry, Valérie Jean Higgins, Céline Trudeau, Margaret Irene Stewart and Elizabeth Wiesemann, the latter six secretaries, spinsters, all seven of 1155 Dorchester Boulevard, West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Seaforth Medical Building Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 490,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11974-62 — 1127/90

Le Service du Bûcheron et Cultivateur Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1962, constituant en corporation: Raymond Gingras, commerçant, Conrad Perreault, commis, et Mlle Andrée Perreault, secrétaire, tous trois de 10A, Paradis, Victoriaville, pour les objets suivants:

Commerce d'instruments et accessoires servant à l'industrie forestière, sous le nom de « Le Service du Bûcheron et Cultivateur Ltée », avec un capital total de $25,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12173-62 — 1127/111

Le Service du Bûcheron et Cultivateur Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing datd the 18th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Gingras, trader, Conrad Perreault, clerk, and Miss Andrée Perreault, secretary, all three of 10A, Paradis, Victoriaville, for the following purposes:

To deal in instruments and accessories used in the forest industry, under the name of "Le Service du Bûcheron et Cultivateur Ltée », with a total capital stock of $25,000, divided into 100 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12173-62 — 1127/111

Shell Plumbing & Heating Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Baruch Pollack, avocat, 6247, avenue Lennox, Montréal, Morris Shuter, comptable, 874, Bertrand, St-Laurent, et Herman Moscovitch, comptable, 420, rue Petit, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Shell Plumbing & Heating Contractors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11625-62 — 1126/110

Shell Plumbing & Heating Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, advocate, 6247 Lennox Avenue, Montreal, Morris Shuter, accountant, 874 Bertrand, St-Laurent, and Herman Moscovitch, accountant, 420, Petit Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Shell Plumbing & Heating Contractors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11625-62 — 1126/110

Shir-Laz Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Lazar Luxenberg, marchand, Shirley Luxenberg, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lazar Luxenberg, tous deux de 330, rue Petit, St-Laurent, et Sylvia Katz, ménagère, épouse déparée de biens du Sol Katz, 905, rue Ogilvy, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Shir-Laz Investment Corp. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11788-62 — 1126/60

Shir-Laz Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, date the 25th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lazar Luxenberg, merchant, Shirley Luxenberg, housewife, wife separate as to property of the said Lazar Luxenberg, both of 330, Petit Street, St-Laurent, and and Sylvia Katz, housewife, wife separate as to property of Sol Katz, 905, Ogilvy Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Shir-Laz Investment Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11788-62 — 1126/60

Slednem Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1962, constituant en corporation: Barbara Joyce Garrett, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Judith Elizabeth Selbey, épouse séparée de biens de Richard Edward Brown, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Marie LeBlanc, fille majeure usant de ses droits, toutes trois secrétaires, de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 804, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Slednem Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Slednem Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Barbara Joyce Garrett, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Judith Elizabeth Selbey, wife separate as to property of Richard Edward Brown, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Marie LeBlanc, fille majeure usant de ses droits, all three secretaries, of 1010, St. Catherine Street West, Suite 804, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Slednem Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12044-62 — 1128/29

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12044-62 — 1128/29

Société de Placements & Cie Ltée
Société de Placements & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1962, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, comptable, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, Theodore William Martinson, commis, Guy Ambrose Miller, commis en Loi, et John Lawrence McCrory, commis en Loi, tous les six de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, un commerce général de finance, placements, courtage et de valeurs, sous le nom de « Société de Placements & Cie Ltée — Société de Placements & Co. Ltd. », avec un capital-actions divisé en 2,000 actions avec droit de vote, catégorie « A », sans valeur nominale ou au pair et 8,000 actions, catégorie « B », sans droit de vote, sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses activités est de $50,000.

Le siège social de la compagnie sera 275 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12000-62 — 1125/137

Société de Placements & Cie Ltée
Société de Placements & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, accountant, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, Theodore William Martinson, clerk, Guy-Ambrose Miller, law clerk, and John Lawrence McCrory, law clerk, all six of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches a general financial, investment, brokerage and security trading business, under the name of "Société de Placements & Cie Ltée — Société de Placements & Co. Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 class "A" voting shares without nominal or par value and 8,000 class "B" non-voting shares without nominal or par value and the amount of capital with which the company may commence its operations is $50,000.

The head office of the company will be at 275, St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12000-62 — 1125/137

La Société des Tabacs Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1962, constituant en corporation: Jacques Hurtubisé, professeur, 262, Grant, Jean-R. Hurtubise, publicitaire, 34, Montenach, et Marcel Désilets, économiste, 665, Dollard, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Commerce de tabac ou d'articles accessoires de la fumerie, sous le nom de « La Société des Tabacs Québec Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11485-62 — 1126/140

La Société des Tabacs Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Hurtubise, professor, 262, Grant, Jean-R. Hurtubise, publicist, 34, Montenach, and Marcel Désilets, economist, 665, Dollard, all three of Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business dealing in tobacco or in smoking accessories, under the name of "La Société des Tabacs Québec Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11485-62 — 1126/140

Les Sondages Ville Marie Inc.
Ville Marie Boring Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1962, constituant en corporation: Roger Savard, avocat, 3565, boulevard Toupin, St-Laurent, Mlle Colombe Cousineau,

Les Sondages Ville Marie Inc.
Ville Marie Boring Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Savard, advocate, 3565, Toupin Boulevard, St-Laurent, Miss Colombe Cousineau, 158, Lévesque Boule-

158, boulevard Lévesque, Pont-Viau, et Mlle Françoise Savard, 4219, Décarie, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de foreurs et de chercheurs de mines, sous le nom de « Les Sondages Ville Marie Inc.— Ville Marie Boring Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de St-Elzéar, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12107-62 — 1127/74

Sonny's Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1962, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, 3445, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Jack Shayne, 125, avenue Dorval, Dorval, tous deux avocats, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, boulevard de Boucherville, St-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Sonny's Steak House Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 8,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12088-62 — 1127/37

J. Camille Tardif Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1962, constituant en corporation: J.-Camille Tardif, entrepreneur, Yvette Béliveau, ménagère, épouse commune en biens dudit J.-Camille Tardif, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Robert Fraser, comptable, tous trois de Chandler, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de la construction, sous le nom de « J. Camille Tardif Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler-Ouest, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12085-62 — 1127/112

Taverne aux Trois Couleurs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1962, constituant en corpora-

vard, Pont-Viau, and Miss Françoise Savard, 4219, Décarie, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as borers and mine-seekers, under the name of "Les Sondages Ville Marie Inc.— Ville Marie Boring Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at the town of St-Elzéar, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12107-62 — 1127/74

Sonny's Steak House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, 3445, Côte-des-Neiges Road, Montreal, Jack Shayne, 125, Dorval Avenue, Dorval, both advocates, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville Boulevard, St. Bruno, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Sonny's Steak House Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 8,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12088-62 — 1127/37

J. Camille Tardif Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Camille Tardif, contractor, Yvette Béliveau, housewife, wife common as to property of the said J.-Camille Tardif, and duly authorized by him for these presents, and Robert Fraser, accountant, all three of Chandler, for the following purposes:

To carry on business in the field of construction, under the name of "J. Camille Tardif Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chandler-West, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12085-62 — 1127/112

Taverne aux Trois Couleurs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul

tion: Jean-Paul Dansereau, avocat, 7783, DeMarillac, Montréal, Yves-A. Perron, avocat, 3542, B.G. 1148, rue Henriette, Fabreville, et Aline Fiset, secrétaire, fille majeure, 956, Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, taverniers et restaurateurs, sous le nom de « Taverne aux Trois Couleurs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11807-62 — 1126/112

Technico Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1962, constituant en corporation: Laurence Ostiguy, 6250, 44e Avenue, Rosemont, Montréal, Fernande Rainville, 3960, Wellington, Verdun, et Jeanne Le Sieur, 10537, rue Berri, Montréal, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Technico Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 4,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12019-62 — 1128/4

Terrac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Denise Vachon, secrétaire, 1516, rue Vitré, Christiane Sengstag, secrétaire, 832, St-Eustache, Pierrette Trottier, secrétaire, 610, rue Lavigueur, Albertine Chouinard, comptable, 160, 10e Rue, tous quatre célibataires majeures, et J.-Albert Pelletier, comptable, 35, rue du Roi, est, tous cinq de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Terrac Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 800 actions ordinaires de $10 chacune et en 120 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11655-62 — 1127/94

Thetford Armature Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Dansereau, advocate, 7783, DeMarillac, Montreal, Yves-A. Perron, advocate, 3542, B.G. 1148, Henriette Street, Fabreville, and Aline Fiset, secretary, fille majeure, 956, Sherbrooke East, Montreal, for the following purposes:

To do business as hotel-keepers, tavern-keepers and restaurateurs, under the name of "Taverne aux Trois Couleurs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11807-62 — 1126/112

Technico Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurence Ostiguy, 6250, 44th Avenue, Rosemount, Montreal, Fernande Rainville, 3960, Wellington, Verdun, and Jeanne Le Sieur, 10537, Berri Street, Montreal, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furnitures and novelties of all kinds, under the name of "Technico Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and into 4,900 preferred, shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Beloeil, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12019-62 — 1128/4

Terrac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denise Vachon, secretary, 1516, Vitré Street, Christiane Sengstag, secretary, 832, St-Eustache, Pierrette, Trottier, secretary, 610, Lavigueur Street, Albertine Chouinard, accountant, 160, 10th Street, all four spinsters of full age, and J.-Albert Pelletier, accountant, 35, du Roi Street, East, all five of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Terrac Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 800 common shares of $10 each and into 120 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11655-62 — 1127/94

Thetford Armature Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Antonio Binette, électricien, Dame Yolande Lachance Binette, ménagère, épouse commune en biens dudit Antonio Binette, tous deux de Disraëli, et Georges-Henri Leblanc, comptable agréé, 473, rue King, est, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes d'électricité, sous le nom de « Thetford Armature Works Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 11506-62 — 1126/128

Tic Tac Wheel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1962, constituant en corporation: J.-Roch St-Germain, avocat, 7290, rue Casgrain, Montréal, Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, 166, rue Fleury, est, Montréal, et Estelle Thérien, secrétaire, fille majeure, 6543, rue Boyer, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de jouets, nouveautés, ameublement, quincaillerie, de bois et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Tic Tac Wheel Inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12146-62 — 1127/52

Tools & Fasteners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1962, constituant en corporation: Wilbrod Bherer, avocat, 835, des Braves, Jacques Juneau, avocat, 85, Bellevue, et Georges Côté, avocat, 1020, Murray, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Vente et location d'ancrages, d'écrous, d'outils et de machineries de toutes sortes, sous le nom de « Tools & Fasteners Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12008-62 — 1127/95

Trans-Nation Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1962, constituant en corpora-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antonio Binette, electrician, Dame Yolande Lachance Binette, housewife, wife common as to property of the said Antonio Binette, both of Disraëli, and Georges-Henri Leblanc, chartered accountant, 473, King Street, East, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all sorts of electrical apparatus or systems, under the name of "Thetford Armature Works Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 11506-62 — 1126/128

Tic Tac Wheel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Roch St-Germain, advocate, 7290, Casgrain Street, Montreal, Rita Dufresne, secretary, fille majeure, 166, Fleury Street east, Montreal, and Estelle Thérien, secretary, fille majeure, 6543, Boyer Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, furniture, hardware, wood and all other specialties connected thereto, under the name of "Tic Tac Wheel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12146-62 — 1127/52

Tools & Fasteners Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Wilbrod Bherer, advocate, 835, des Braves, Jacques Juneau, advocate, 85, Bellevue, and Georges Côté, advocate, 1020, Murray, all three of Quebec, for the following purposes:

The sale and renting of anchorages, nuts and screws, tools and machinery of all kinds, under the name of "Tools & Fasteners Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12008-62 — 1127/95

Trans-Nation Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold S.

tion: Harold S. Freeman, 4578, avenue Wilson, Daniel Morris, 4502, avenue Lacombe, Irving J. Halperin, 4827, avenue Kent, tous trois de Montréal, et John J. Wasserman, 513, avenue Grosvenor, Westmount, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Trans-Nation Realties Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12012-62 — 1127/113

Tremblay Fiberglass Specialty Inc.
Tremblay Spécialité de Fibre de Verre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation: Gérard Tremblay, entrepreneur, Dame Gabrielle Martineau Tremblay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérard Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de rue du Pont, Alma, et Philippe Routhier, comptable agréé, 1660, Hélène-Boulé, Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'isolants, plastiques, résines et de produits connexes, sous le nom de « Tremblay Fiberglass Specialty Inc.— Tremblay Spécialité de Fibre de Verre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Joseph-d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12003-62 — 1127/96

Tremblay Spécialité de Tuiles et Prélarts Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1962, constituant en corporation: Gérard Tremblay, entrepreneur, Gabrielle Martineau Tremblay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérard Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux rue du Pont, Alma, et Philippe Routhier, comptable agréé, 1660, Hélène-Boulé, Québec, pour les objets suivants:

Commerce de matériaux, outillage et appareils nécessaires à la construction, sous le nom de « Tremblay Spécialité de Tuiles et Prélarts Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Joseph-d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775-o 12004-62 — 1127/38

Freeman, 4578, Wilson Avenue, Daniel Morris, 4502, Lacombe Avenue, Irving J. Halperin, 4827, Kent Avenue, all three of Montreal, and John J. Wasserman, 513, Grosvenor Avenue, Westmount, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Trans-Nation Realties Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12012-62 — 1127/113

Tremblay Fiberglass Specialty Inc.
Tremblay Spécialité de Fibre de Verre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Tremblay, contractor, Dame Gabrielle Martineau Tremblay, housewife, wife separate as to property of the said Gérard Tremblay, and duly authorized by him for these presents, both of du Pont Street, Alma, and Philippe Routhier, chartered accountant, 1660, Hélène-Boulé, Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in insulants, plastics, resins and similar products, under the name of "Tremblay Fiberglass Specialty Inc.— Tremblay Spécialité de Fibre de Verre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Joseph-d'Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12003-62 — 1127/96

Tremblay Spécialité de Tuiles et Prélarts Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Tremblay, contractor, Gabrielle Martineau Tremblay, housewife, wife separate as to property of the said Gérard Tremblay, and duly authorized by him for these presents, both of du Pont Street, Alma, and Philippe Routhier, chartered accountant, 1660, Hélène-Boulé, Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in materials, equipment and apparatus necessary for construction, under the name of "Tremblay Spécialité de Tuiles et Prélarts Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Joseph-d'Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775 12004-62 — 1127/38

The Trident Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1962, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, avenue Wolsley, Côte-St-Luc, Nathaniel Liebman, notaire, 5215, Kensington, et Dorothy K. Gunston, secrétaire, fille majeure, 3422, rue Stanley, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, machinerie, pièces connexes, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, attaches et équipement, sous le nom de « The Trident Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 12033-62 — 1127/114

The Trident Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710, Wolsley Avenue, Côte-St-Luc, Nathaniel Liebman, notary, 5215, Kensington, and Dorothy K. Gunston, secretary, fille majeure, 3422, Stanley Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "The Trident Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 12033-62 — 1127/114

Trio Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Louis Abraham De Zwirek conseil en loi de la Reine, 4850, avenue Fulton, Stanley Taviss, 7115, avenue Fielding, et William Levitt, 5020, St. Kevin, tous trois avocats, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de moteurs, pièces de machinerie, outils et instruments, neufs ou usagés sous le nom de « Trio Equipment Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et 2,400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11732-62 — 1127/97

Trio Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Abraham De Zwirek, Queen's Counsel, 4850, Fulton Avenue, Stanley Taviss, 7115, Fielding Avenue, and William Levitt, 5020, St. Kevin, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in used and new engines, machinery, tools and implements of all kinds, under the name of "Trio Equipment Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 600 common shares of $10 each and 2,400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11732-62 — 1127/97

Underwater Tel-Eye Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1962, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, Theorodre H. Polisuk, avocat, 144, chemin Finchley, Hampstead, Angelica Van Den Bijllaardt, secrétaire, épouse séparée de biens de George Faber, 3035, 8e Rue, Chomedey, et Sonya Schneyer, secrétaire, célibataire, 4720, avenue Dupuis, app. S-5, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les acticités d'inspecteurs sous-marins, sous le nom de « Underwater Tel-Eye Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3036, chemin St-Charles, Kirkland, district judiciaire de Montréal.

Underwater Tel-Eye Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, 7521, Mountbatten Road, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, adovate, 144, Finchley Road, Hampstead, Angelica Van Den Bijllaardt, secretary, wife separate as to property of George Faber, 3035, 8th Street, Chomedey, and Sonya Schneyer, secretary, spinster, 4720, Dupuis Avenue, Apt. S-5, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of underwater inspectors, under the name of "Underwater Tel-Eye Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3036 St-Charles Road, Kirkland, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61775 11825-62 — 1126/90

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61775-o 11825-62 — 1126/90

Actions en séparation de biens

Sigouin *vs* Guimond

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, numéro 572-047, Dame Jacqueline Sigouin, épouse commune en biens de Léopold Guimond, menuisier, des cité et district de Montréal, domicilié et résidant au numéro 9110, Boyce, elle-même des mêmes lieux, demanderesse, *vs* Léopold Guimond, plus haut désigné, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 juin 1962.

Montréal, le 28 juin 1962.

Le Procureur de la demanderesse,
61780-o LÉONARD TRÉPANIER.

Morissette *vs* Jutras

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 16,966. Dame Lucile Morissette, ménagère de St-Nicéphore, district d'Arthabaska, épouse commune en biens de Lionel Jutras, vendeur du même lieu, demanderesse, *vs* ledit Lionel Jutras, défendeur.

Dame Lucile Morissette, épouse de Lionel Jutras, vendeur, St-Nicéphore, district d'Arthabaska, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Drummondville, ce 30 juin 1962.

Les Procureurs de la demanderesse,
61808-o RINGUET ET SAINT-PIERRE.

Actions for separation as to property

Sigouin *vs* Guimond

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, number 572-047, Dame Jacqueline Sigouin, wife common as to property of Léopold Guimond, carpenter, from the city and district of Montreal, domiciled and residing at number 9110, Boyce, the said Jacqueline Sigouin, of the same place, plaintiff, *vs* Léopold Guimond, above described, defendant.

Plaintiff took an action in separation as to property against defendant, on June 4, 1962.

Montreal, June 28, 1962.

LÉONARD TRÉPANIER,
61780-o *Attorney for plaintiff.*

Morissette *vs* Jutras

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 16,966. Dame Lucile Morissette, housekeeper of St. Nicéphore, district of Arthabaska, wife common as to property of Lionel Jutras, dealer of the same place, plaintiff *vs* the said Lionel Jutras, defendant.

Dame Lucille Morissette, wife common as to property of Lionel Jutras, dealer, St. Nicéphore has instituted against her husband an action for separation as to property.

Drummondville, June 30, 1962.

RINGUET ET SAINT-PIERRE,
61808-o *Attorneys for plaintiff.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1040

Section « A »

Québec, 26 juin 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux Photographes professionnels dans la région des Cantons de l'Est.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 at amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux photographes professionnels dans la région des Cantons de l'Est, rendue obligatoire par le décret numéro 315 du 27 mars 1957 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 mai 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1040

Section "A"

Quebec, June 26, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the professional photographers of the Eastern Townships region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the professional photographers of the Eastern Townships region, rendered obligatory by the decree number 315 of March 27, 1957, and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 19, 1962;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE les articles I à XIII inclusivement dudit décret, numéro 315, soient remplacés par les suivants:

I. *Définitions:* Dans le décret, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Photographie professionnelle:* La photographie professionnelle est l'art, la profession ou l'occupation de celui qui:

1° à l'aide d'accessoires photographiques tel que: caméras, agrandisseurs, imprimeuses, etc. peut produire, au moyen de substances sensibles à l'action de la lumière, des images de personnes, d'animaux ou de choses;

2° à l'aide de l'action de la lumière et de l'action des produits chimiques, peut transférer d'un matériel devenu insensible à un matériel sensibilisé, ces images appelées négatifs ou positifs selon le cas;

3° à l'aide de l'action des produits chimiques, peut rendre ces images latentes visibles et permanentes.

Ceci ne doit pas inclure la cinématographie, le procédé appelé « Blue printing », la photogravure, le photostat, les rayons X et tous autres procédés semblables.

b) 1° *Photographe professionnel:* Le terme « photographe professionnel » désigne celui qui, pour fins de rémunération, exerce l'art, la profession ou l'occupation de la photographie professionnelle, et a obtenu du bureau des examinateurs du Comité paritaire un certificat le qualifiant photographe professionnel.

2° *Assistant-photographe professionnel:* Le terme « assistant-photographe professionnel » désigne celui qui, dans la profession ci-haut décrite, a complété son temps d'apprentissage mais ne possède pas toutes les qualifications nécessaires pour obtenir le certificat le qualifiant photographe professionnel.

3° *Photographe de service:* Le terme « photographe de service » désigne celui qui, pour fins de rémunération, pratique à temps partiel, pour le compte d'un studio reconnu, l'art de la photo à l'occasion de mariages ou réceptions et a obtenu du Comité paritaire un certificat le qualifiant photographe de service.

c) *Photofinisseur:* Le terme « photofinisseur » désigne celui qui, pour fins de rémunération, dirige une chambre noire où l'on s'occupe exclusivement de travaux de finition de photos et qui a obtenu du Bureau des Examinateurs du Comité paritaire un certificat le qualifiant photofinisseur.

d) *Atelier:* L'atelier est l'endroit où le photographe professionnel ou le photofinisseur exerce son art, sa profession ou son occupation et l'endroit où se fait l'apprentissage.

e) *Studio professionnel:* Le terme « studio professionnel » désigne tout salon ou local comportant un atelier et un laboratoire, où le photographe professionnel retire sa principale source de revenus et qu'il exploite l'année durant, pendant les heures régulières de travail.

f) *Laboratoire:* Le laboratoire est l'endroit communément appelé chambre noire, où le photofinisseur et le photographe professionnel font le développement, l'impression et l'agrandissement des photographies.

Dans tout laboratoire, il doit y avoir un agrandisseur professionnel, une imprimeuse professionnelle, une laveuse, un évier de finition et tous les accessoires qui s'y rattachent.

g) *Photo:* Le mot « photo » désigne la reproduction des images de personnes, d'animaux ou de choses au moyen de procédés photographiques.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT articles I to XIII inclusive of the said decree, number 315, be replaced by the following:

I. *Definitions:* In the decree, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

a) *Professional photography:* Professional photography is the art, profession or occupation of a person who:

1. with photographic accessories such as cameras, enlargers, printers, etc., and by means of substances sensitive to light, can make pictures of persons, animals or things;

2. through the action of light and of chemical products, can transfer from a material which has become insensitive to a sensitized material, pictures called negatives or positives, as the case may be;

3. through the action of chemical products, may render visible and permanent such latent images.

The term shall not include cinematography, the blue printing process, photogravure, photostat work, X rays and any other similar process.

b) 1. *Professional photographer:* The term "professional photographer" means a person who, in consideration of payment, practises the art, profession or occupation of professional photography and who has been certificated by the Board of Examiners of the Parity Committee as professional photographer.

2. *Assistant-professional photographer:* The term "assistant-professional photographer" means a person who, in the above mentioned profession, has completed his apprenticeship period but is not competent enough to be certificated as professional photographer.

3. *Service photographer:* The term "service photographer" means a person who, in consideration of payment, practises, on a part time basis, for the account of a recognized studio, the art of photography on the occasion of marriages or receptions and who has been certificated by the Parity Committee as service photographer."

c) *Photofinisher:* The term "photofinisher" means a person who, in consideration of payment, operates a blackroom for photofinishing and has been certificated by the Examining Board of the Parity Committee as photofinisher.

d) Shop: The shop is the place where the professional photographer or photofinisher practices his art, profession or occupation and the place where apprenticeship is served.

e) *Professional studio:* The term "professional studio" means any parlour or place with a shop and a laboratory, where the professional photographer earns his main source of income and which he operates the year round within the regular hours of work.

f) *Laboratory:* The laboratory is the place commonly called "dark room" where the photofinisher or professional photographer develops, prints and enlarges pictures.

There shall be, in every laboratory, one professional enlarger, one professional printer, one rinsing bath, one finishing bath and all accessories thereof."

g) *Photograph, photo, picture:* These words mean a picture made by the fixing of images of persons, animals or things by means of photos graphic processes.

h) Portrait: Le mot « portrait » désigne une photo de personne prise dans un studio de photographie, et reproduite au moyen de procédés photographiques.

i) Artisan: Le mot « artisan » désigne toute personne qui pratique le métier de photographe, seule et pour son propre bénéfice.

j) Retoucheur: Le mot « retoucheur » désigne toute personne qui corrige des défauts quelconques sur les photographies, sur les négatifs ou positifs.

k) Colorieur: Le mot « colorieur » désigne toute personne qui applique de la couleur sur des photographies, des négatifs ou des positifs.

l) Commis: Le mot « commis » désigne toute personne préposée à la réception, à la vente, à la livraison des marchandises et des photographies, à la surveillance, au téléphone, à la caisse, au séchage et classage de photos et de négatifs.

m) Apprenti: Le mot « apprenti » désigne toute personne qui apprend le métier de photographe professionnel, tel que défini au paragraphe « *b* » du présent article.

n) Employé régulier: Le terme « employé régulier » désigne tout salarié qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé ou pas moins de (30) trente heurs de travail par semaine.

o) Employé à temps partiel: Le terme « employé à temps partiel » désigne tout salarié qui embauché de façon intermittente, travaille moins de trente (30) heures par semaine ou de cinq (5) heures par jour.

II. *Juridiction professionnelle:* La juridiction professionnelle de ce décret comprend tous les employeurs, employeurs professionnels, artisans et salariés qui exécutent ou font exécuter des travaux de photographie professionnelle ou qui exercent un métier, une profession, ou une occupation définis à l'article I du présent décret.

Le présent décret ne s'applique pas aux personnes qui font de la photographie devant servir exclusivement aux journaux et à des fins d'ordre privé et non commerciales

III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les districts électoraux de Drummond, Frontenac, Mégantic, Wolfe, Sherbrooke, Richmond, Shefford, Compton, Brome, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Bagot, Rouville, Richelieu et Arthabaska.

IV. Aux fins d'application du décret, les apprentis et les salariés sont classifiés de la façon suivante:

Apprenti, 1ère année: Son travail comprend: aide de laboratoire, entretien, messagerie et comptoir.

Apprenti, 2ème année: La qualification de 1ère année et en plus il doit approfondir la technique de laborâtoire pour le rendre apte à rencontrer les exigences aussi bien du fini artistique, commercial ou amateur.

Apprenti, 3ème année: Les qualifications de 1ère et 2ème année; en plus est préposé à tout travail de photographie excepté la pose commerciale ou artistique.

Apprenti photographe de service: Son travail consiste exclusivement à faire pendant deux (2) années, accompagné d'un photographe professionnel, et sous sa surveillance durant les saisons dites de mariage, de la photo de mariage ou de réceptions.

Photographie de service: Après ces deux années d'apprentissage à temps partiel, le candidat à cette qualification pourra, après avoir subi l'examen règlementaire, devenir photographe de service. Son travail consiste à faire seulement de

h) Portrait: This word means a picture of a person taken in a photographic studio and by means of photographic processes.

i) Artisan: The word "artisan" means any person who practices the photographer's trade alone and for his own benefit.

j) Retoucher: The word "retoucher" means any person who corrects faults or defects on photographies, negatives or positives.

k) Colorer: The word "colorer" means any person who applies color on photographies, negatives or positives.

l) Clerk: The word "clerk" means any person whose work is concerned with the reception, sale, delivery of merchandise and photographies, supervision, telephone, cash, drying and classification of pictures and negatives.

m) Apprentice: The word "apprentice" means any person who learns the professional photographer's trade, as described in subsection "*b*" of the present section.

n) Regular employee: The words "regular employee" mean any employee who works the standard work week of the establishment where he is employed, or not less than thirty (30) hours per week.

o) Part-time employee: The words "Part-time employee" mean any employee who is employed intermittently and works less than thirty (30) hours per week or five (5) hours per day.

II. *Professional jurisdiction:* The professional jurisdiction of the present decree extends to all employers, professional employers, artisans and employees who execute or cause to be executed professional photography work or who ply a trade, profession or occupation defined in article I of the present decree.

The present decree shall not apply to persons doing photographic work to be used exclusively by newpapers or for private non commercial purposes.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the electoral districts of Drummond, Frontenac, Mégantic, Wolfe, Sherbrooke, Richmond, Shefford, Compton, Brome, Stanstead, St. Hyacinthe, Bagot, Rouville, Richelieu and Arthabaska.

IV. For the purposes of enforcement of the decree, apprentices and employees shall be classified as follows:

1st year apprentices: Their work includes laboratory assistance, maintenance, messenger's and counter work.

2nd year apprentice: The qualification of 1st year aprentices and further knowledge of laboratory technique in order to comply with the requirements of an artistic, commercial or amateur finish.

3rd year apprentice: The qualifications of 1st and 2nd year apprentices; also the execution of any photographic work excepting commercial or artistic pictures.

Service photographer apprentice: His work shall consist exclusively in doing, during two (2) years, under the direction of a professional phtographer, during the seasons called "marriage seasos", marriage or reception photography.

Service photographer: Following these two years of apprenticeship on a part time basis, the candidate will be certificates as Service Photographer after passing the required examination. His work consists exclusively in marriage and

la photographie de mariage ou de réception. Les autres domaines de la photographie lui seront interdits sauf pour fins d'apprentissage.

Photofinisseur: Les qualifications de 1ère, 2ème et 3ème années d'apprentissage, plus le droit de diriger un laboratoire; également le droit de faire de la photographie commerciale, tels que mariage, réception, pour le compte d'un photographe professionnel.

Assistant-photographe professionnel: Les qualifications de 1ère, 2ème et 3ème année; en plus, est préposé à tout travail de photographie commerciale, tels que mariage et réception; il devra pratiquer la photographie artistique sous la surveillance d'un photographe professionnel.

Pour devenir photographe professionnel, le photofinisseur et l'assistant photographe professionnel doivent faire une année additionnelle d'apprentissage, sous la surveillance d'un photographe professionnel dans un studio professionnel.

Photographe professionnel: Qualification du photofinisseur ou de l'assistant photographe professionnel et en plus peut faire tout travail de photographie artistique et commerciale, plus le droit d'administrer ou d'opérer un studio professionnel à son compte ou pour le compte d'un autre.

V. *Salaire minima:* Les salaires minima sont les suivants:

Commis:	*Par heure*
1ère année	$0.64
2ème année	0.70
Apprenti photographe de service	0.64

Apprenti:	*Par semaine*
1ère année	$30.00
2ème année	35.00
3ème année	40.00
Assistant photographe professionnel	45.00
Photofinisseur	45.00
Photographe professionnel	55.00

Note: Le salaire du salarié à temps partiel doit être basé sur les taux ci-haut mentionnés.

Tous les salaires et autres avantages supérieurs à ceux déterminés dans le décret ne peuvent être diminués.

VI. *Taux à la pièce pour salariés:*

Retouche d'un négatif:

Négatif de figure, ½ à 1 pouce	$ 0.35
Négatif de figure, 1 à 1½ pouce	0.50
Négatif de figure, 1½ à 3 pouce	0.75
Négatif de groupe	1.00

Coloriage:

5 x 7	0.50
8 x 10	1.00
11 x 14	1.50
16 x 20	3.00

Aucun travail à la pièce n'est autorisé à l'atelier.

VII. *Frais de déplacement: a)* Pour l'employé régulier, les frais de déplacement doivent tous être payés par l'employeur.

b) Pour l'employé à temps partiel, les frais de déplacement dans un rayon de deux (2) milles sont à la charge du salarié, mais au-delà de deux (2) milles, ils doivent être remboursés par l'employeur à raison de $0.10 du mille.

VIII. *Commission: a)* Le photographe régulier doit recevoir en plus une commission de 10% sur les ventes payées qu'il a faites à l'extérieur de l'atelier.

b) Le photographe à temps partiel qui pose à l'extérieur du studio doit recevoir $0.50 par pose utilisée; le matériel et l'équipement est fourni

reception photography. Except for apprenticeship purposes, he will not practise the other branches of photography."

Photofinisher: The qualifications of 1st, 2nd and 3rd year apprentices, plus the right to direct a laboratory; also the righ to do commercial photography, such as marriages, receptions for a professional photographer.

Assistant professional photographer: The qualifications of 1st, 2nd and 3rd year apprentices and the execution of any commercial photography work such as marriages, receptions; he shall practise artistic photography under the direction of a professional photographer.

To become a professional photographer, the photofinisher and the assistant professional photographer shall serve one additional year under the direction of a professional photographer, in a professional studio.

Professional photographer: The qualifications of the photofinisher or of the assistant professional photographer plus the ability of doing artistic and commercial photography and the right to administer or operate a professional studio on his own account or for the account of another person.

V. *Minimum wages:* The following shall be the minimum wage rates:

Clerk:	*Per hour*
1st year	$0.64
2nd year	0.70
Service photographer apprentice	0.64

Apprentice:	*Per week*
1st year	$30.00
2nd year	35.00
3rd year	40.00
Assistant professional photographer	45.00
Photofinisher	45.00
Professional photographer	55.00

Note: The hourly rate of pay of part-time employees shall be based on the above rates.

All wages and other advantages exceeding those determined herein shall not be reduced.

VI. *Employees piece work rates:*

Retouching a negative:

Face negative, ½ to 1 inch	$ 0.35
Face negative, 1 to 1½ inches	0.50
Face negative, 1½ to 3 inches	0.75
Group negative	1.00

Coloring:

5 x 7	0.50
8 x 10	1.00
11 x 14	1.50
16 x 20	3.00

No piece work shall be done in the shop.

VII. *Travelling expenses: a)* In the case of regular employees, travelling expenses shall all be paid by the employer.

b) In the case of part-time employees, travelling expenses within a radius of two (2) miles shall be paid by the employees and expenses outside that radius shall be paid by the employer at the rate of $0.10 per mile.

VIII. *Commission: a)* Regular photographers shall also receive a 10% commission on sales paid and made outside the shop.

b) Part-time photographers taking pictures outside the studio shall receive $0.50 per picture used, material and equipment to be supplied by

par l'employeur. Il doit recevoir de plus une commission de 10% sur les ventes payées qu'il a faites à l'extérieur de l'atelier.

IX. *Dispositions générales: a)* Il est permis aux employeurs d'embaucher des employés à temps partiel pour faire la retouche et le coloriage à condition que ces travaux soient faits en dehors de l'atelier.

b) Il est permis aux employeurs ou aux employeurs professionnels d'avoir à leur emploi au maximum trois (3) photographes de service. Cependant, un photographe de service ne peut travailler pour un employeur ou un employeur professionnel autre que celui pour lequel il travaille habituellement sans le consentement écrit de ce dernier.

c) Un employé régulier n'a le privilège de travailler que pour un même employeur; il n'a pas le privilège d'être employé à temps régulier pour un employeur et à temps partiel pour un autre employeur, à moins d'une permission écrite de l'employeur régulier.

d) Seuls un photographe professionnel exploitant un studio professionnel et un salarié à son emploi qu'il aura dûment autorisé à cette fin, peuvent faire de la photographie professionnelle ailleurs que dans un studio professionnel.

e) Quiconque vend directement ou indirectement une photographie est présumé l'avoir imprimée par procédé photographique à moins qu'il ne prouve le contraire.

X. *Durée du travail: a)* La semaine normale de travail est de quarante-cinq (45) heures pour toutes les catégories de salariés.

Les heures régulières de travail doivent être réparties entre 7 a.m. et 6 p.m. et, le vendredi, entre 7 a.m. et 10 p.m.

b) Les heures de travail faites en plus de quarante-cinq (45) heures par semaine doivent être payées au taux de salaire et demi, que ce travail soit fait le dimanche, les jours de fête ou sur semaine.

c) Tous salariés dont les services sont requis pour moins de quarante-cinq (45) heures durant une même semaine doivent recevoir une rémunération basée sur les taux hebdomadaires en regard de la semaine normale de travail.

d) Lorsque la célébration du Premier jour de l'An, de l'Épiphanie, de l'Ascension, de la Toussaint, de l'Immaculée Conception, de Noël, de la Saint-Jean-Baptiste, du 1er juillet (Confédération) et de la fête du Travail, est faite un jour ouvrable, le nombre d'heures de la semaine régulière doit être diminué du nombre d'heures qu'il y a dans une journée régulière de travail, et sans pour cela que sa paie hebdomadaire soit réduite. Si le salarié est tenu de travailler à la demande de l'employeur, les jours de fêtes chômées, il doit recevoir une indemnité de temps et demi pour le nombre d'heures durant lesquelles il a travaillé. Le temps et demi est calculé d'après le salaire hebdomadaire payé en regard de la semaine normale de travail.

Si la date de la célébration des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste et de la Confédération était changée par les autorités municipales ou autres pour des circonstances spéciales, ces fêtes sont décrétées fêtes chomées le jour choisi.

e) Le 2 janvier, le lundi de Pâques et le 26 décembre seront des jours chômés payés. Cependant si le travail l'exige, l'un ou l'autre de ces congés pourra être remis à une date ultérieure, après entente mutuelle.

XI. *Apprentissage: a)* Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant seize (16) ans révolus; il doit avoir un certificat d'études de neuvième (9ème) année ou l'équivalent.

the employer. He shall also receive a 10% commission on sales paid and made outside the shop.

IX. *General provisions: a)* Employers may employ part-time employees for retouching and coloring work providing such work be done outside the shop.

b) Employers or professional employers may employ but three (3) service photographers. However, the service photographer shall not work for an employer or a professional employer other than the one for whom he works regularly without the latter's consent in writing.

c) Regular employees shall work for one employer only and shall not be permitted to work regularly for an employer and on a part-time basis for another employer except when so authorized in writing by the regular employer.

d) Only a professional photographer operating a professional studio and an employee in his employ and duly authorized by him to that effect shall engage in professional photograph outside a professional studio.

e) Anyone selling a picture, directly or indirectly, is presumed to have printed such picture by photographic process unless he can prove that such is not the case.

X. *Duration of work: a)* The standard work week consists of forty-five (45) hours for all categories of employees.

The standard hours of work shall be distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. and, on Friday, between 7:00 a.m. and 10:00 p.m.

b) Hours worked in excess of forty-five (45) hours per week shall be paid time and one half, whether the work be done on Sunday, on holidays or on week days.

c) All employees whose services are required for less than forty-five (45) hours in a same week shall receive a remuneration based on the weekly rate in respect of the standard work week.

d) When the celebration of New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day, July 1 (Confederation) and Labour Day occurs on a working day, the number of hours of the standard week shall be reduced by the number of hours of a standard work day and the weekly pay shall not be reduced.

When so required by the employer, employees shall work on holidays and be paid at the rate of time and one half for all hours worked. Time and one half rates shall be computed on the basis of the weekly wages paid for the standard work week.

Should the date of celebration of St. John the Baptist Day and Confederation Day be changed by municipal or other authorities on account of special circumstances, such holidays shall be observed on the day proclaimed by said authorities.

e) January 2, Easter Monday and December 26 shall be holidays with pay. However, should circumstances so require, any one of these holidays may be taken at a later date upon mutual agreement between the employer and the employee.

XI. *Apprenticeship: a)* No apprentice shall begin his apprenticeship before sixteen (16) years of age. He must have a ninth-year (9th) certificate or the equivalent thereof.

b) Pas plus d'un apprenti de chacune des qualification 1ère, 2ème et 3ème années ne peuvent être employés par un même photographe professionnel ou photofinisseur.

c) L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier qualifié.

d) L'apprentissage compte trois (3) années de travail du métier dans un studio professionnel, sous la surveillance d'un photographe professionnel. Cependant, pour les photographes de service, l'apprentissage est de deux (2) années seulement, accompagné d'un photographe professionnel et sous sa surveillance.

L'année de travail pour fins d'apprentissage doit comprendre au moins dix (10) mois de travail. Toutefois, le temps consacré à l'étude dans une école reconnue par le Comité paritaire et couronnée par l'obtention d'un diplôme doit être crédité au compte de l'apprenti.

L'année de travail, pour fin d'apprentissage, comprend au moins 2,000 heures de travail sous la surveillance d'un photographe professionnel muni d'un certificat de qualification.

L'apprentissage, dans la catégorie « photographe de service », comporte un minimum de 100 heures de travail par année.

Si, après avoir obtenu la qualification, le photographe de service aspire à devenir photographe professionnel, l'on doit tenir compte des heures d'apprentissage déjà faites.

e) Après chaque année d'apprentissage l'apprenti doit se présenter au Bureau des Examinateurs du Comité paritaire pour subir ses examens dans le but d'obtenir son degré d'apprentissage.

Au cas d'insuccès, le candidat a droit de reprise d'examen par intervalles de six (6) mois.

f) Dans l'intérêt de la profession, le Comité paritaire peut reconnaître une école de photographie. Toutefois, aucune école de photographie ne peut fonctionner conjointement, de pair ou de concert avec un studio de photographie.

g) Aucun employeur ou autre personne ne peut prendre ou garder un apprenti à son emploi dans la juridiction territoriale du décret, si préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs par devant le Comité paritaire.

h) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, l'employeur doit inscrire dans un carnet *ad hoc* la date d'entrée et de sortie de son apprenti.

i) Aucune personne ne peut obtenir son certificat de qualification comme photographe professionnel, sans avoir au préalable satisfait au présent règlement d'apprentissage.

Dans chaque atelier ou studio professionnel, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui pratique ou non la photographie professionnelle, il doit y avoir, en permanence, pendant les heures régulières de travail, un photographe professionnel, (employeur ou salarié), porteur d'un certificat de qualification de photographe professionnel lequel ne doit être attitré qu'à un seul studio professionnel.

j) Au cas où un employeur veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, il doit en donner avis au Comité paritaire.

k) Les personnes qui ont fréquenté une institution d'enseignement spécialisé visée par la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus 1941, chapitre 63 et amendements) ont droit à un crédit d'apprentissage proportionné à la durée des études qu'elles ont suivies et aux résultats qu'elles ont obtenus dans cette institution.

b) There shall not be more than one 1st year, one 2nd year and one 3rd year apprentices in the employ of a professional photographer or photofinisher.

c) Employers shall make their apprentices work on the various operations of the trade so that they may become skilled workers.

d) Apprenticeship consists of three (3) years of trade work in a professional studio under the direction of a professional photographer. However, apprenticeship of service photographers shall consist of two (2) years only, under the direction of a professional photographer.

A year of work, for apprenticeship purposes, shall include a minimum of ten (10) months of work. However, time spent as students in a school recognized by the Parity Committee and terminated by the obtaining of a diploma shall be credited to the apprentice.

The year of work, for apprenticeship purposes, shall comprise at least 2,000 hours of work under the direction of a certificated professional photographer.

Apprenticeship in the category of "Service Photographer" shall comprise a minimum of 100 hours of work per year.

Should a service photographer, after certification as such, wish to become professional photographer, his hours of apprenticeship already served shall be taken in consideration.

e) After each year of apprenticeship, apprentices shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for their examinations in order to be promoted.

In the event of failure, the candidate may sit for another examination after each period of six (6) months.

f) In the interest of the profession, the Parity Committee may recognize a school of photography. However, no school of photography may be operated jointly or together with a photographer's studio.

g) No employer or other person may hire or have an apprentice in his employ, within the territorial jurisdiction of the decree, without first entering into an apprenticeship contract with the said apprentice, his parents or tutors, witnessed by the Parity Committee.

h) In order to control the duration of apprenticeship and the transfer of apprentices from one concern to another, employers shall register in a booklet the date of employment and of discharge of their apprentices.

i) No one may obtain his certificate of competency as professional photographer without first complying with the present apprenticeship by-law.

In every photographer's shop or professional studio owned by a company, an association, a corporation or a person who practices professional photography or not, there shall be, in permanence, during the regular hours of work, a professional photographer (employer or employee), holder of a certificate of competency as professional photographer, who shall work for one studio only.

j) In the event where an employer wishes to discharge an apprentice who has been more than eight (8) days in his service, he shall notify the Parity Committee to that effect.

k) All persons who attended a specialized training institution regulated by the Specialized Schools Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 63 and amendments) are entitled to an apprenticeship credit in proportion to the duration of their studies and to the results obtained as determined by such institution.

XII. *Vacances payées:* Tout employeur assujetti au décret doit donner chaque année des vacances payées de six (6) jours ouvrables à tout salarié qui a un (1) an et plus de service. La rémunération pour cette semaine de vacances est de 2% du salaire gagné depuis la dernière vacance.

Une deuxième semaine de vacances doit être accordée aux salariés qui ont cinq (5) ans et plus de services continus pour le même employeur et les deux (2) semaines de ces salariés doivent être rémunérées à raison de 4% du salaire gagné depuis la dernière vacance.

Le paiement de ces vacances doit être remis aux ayants droits avant le début desdites vacances.

Le salarié qui laisse le service de l'employeur ou est congédié, a droit, à titre de rémunération de vacances, à 2% du salaire gagné depuis les dernières vacances.

XIII. *Durée du décret:* Le décret est valable le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er juin 1963.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juin de l'année 1963 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

JACQUES PRÉMONT,
61800-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

XII. *Vacation with pay:* Employers governed by the decree shall give, each year, a vacation with pay comprising six (6) working days to every employee who has one (1) year of service or more. The remuneration for this vacation week shall be 2% of the wages earned since the last vacation.

A second week of vacation shall be granted to employees with five (5) or more year of service for the same employer and the two (2) weeks vacation shall be paid at the rate of 4% of the wages earned since the last vacation.

Vacation pay shall be given before the vacation.

Employees who leave their employer or who are discharged are entitled to a vacation pay equal to 2% of their wages earned since the last vacation.

XIII. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until June 1st, 1963.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before June 1st of the year 1962 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

JACQUES PRÉMONT,
61800-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1040

Section « B »

Québec, 26 juin 1962.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Drummond.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska, Nicolet et Yamaska, rendue obligatoire par le décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 mai 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 988, soit modifié comme suit:

1° La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec, section Drummondville, est acceptée comme partie contractante de première part.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1040

Section "B"

Quebec, June 26, 1962.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the region of Drummond.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska, Nicolet and Yamaska, rendered obligatory by the decree number 988 of October 2, 1958 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 19, 1962;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 988, be amended as follows:

1° The Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec, Drummondville Branch is added to contracting parties of the first part.

2° Les paragraphes « *j* », « *l* » et « *m* » de l'article I sont biffés.

3° L'item « Ferblantier ou travailleur de métal en feuilles et couvreur: $1.90; $1.95; $2.05 » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article IV, est biffé.

4° Les mots « ferblantier, travailleur de métal en feuilles, couvreur et mécanicien en isolation d'amiante » apparaissant au troisième alinéa du paragraphe « *g* » de l'article XI sont biffés.

5° Les mots « ferblantiers ou travailleurs de métal en feuilles et couvreurs » apparaissant dans le titre de l'article XII sont biffés.

6° La section « A » suivante est ajoutée audit décret:

« SECTION « A »

Dispositions spéciales concernant les plombiers, poseurs d'appareils de chauffage, de réfrigération et gicleurs, soudeurs, ferblantiers, couvreurs, mécaniciens en isolement d'amiante et poseurs de brûleurs à l'huile:

I. *Définitions:* Aux fins d'application, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot « entrepreneur » désigne toute personne physique ou morale, société ou corporation, qui travaille seule ou emploie un ou des salariés, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux visés par le décret.

Toutefois, la définition du mot « entrepreneur » dans la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1941, chapitre 173 et amendements) continue de s'appliquer aux entrepreneurs et mécaniciens en tuyauterie, pour tous les travaux assujettis au décret.

b) Le mot « compagnon » désigne tout salarié pouvant exécuter les travaux courants d'un ou des métiers régis par le décret, et ayant obtenu un certificat de qualification ou licence du bureau des examinateurs prévu à cette fin, ou pouvant fournir une déclaration assermentée qu'il est expérimenté, tel que mentionné à l'article 35 de la Loi de la convention collective pour les municipalités de moins de cinq mille (5,000) âmes.

c) Le terme « compagnon junior » désigne tout salarié possédant les qualifications stipulées au paragraphe « *b* » du présent article.

d) Le mot « apprenti » désigne tout salarié junior ou toute personne ayant obtenu un certificat de qualification ou licence du Bureau des Examinateurs prévu à cette fin, ou tel que mentionné au paragraphe « *b* » du présent article pour les municipalités de moins de cinq mille (5,000) âmes, pouvant fournir une déclaration assermentée qu'il apprend l'un ou l'autre des métiers mentionnés dans le décret.

e) Le mot « journalier » désigne tout salarié non qualifié travaillant pour le compte des employeurs régis par le décret.

f) Le mot « contremaître » désigne tout salarié compagnon qui a été engagé comme contremaître pour diriger les salariés sur un chantier donné.

g) Le mot « ferblantier » désigne tout salarié qui fait des travaux en feuilles métalliques, (fer, cuivre, aluminium ou acier inoxydable), qui fabrique et pose toutes sortes d'objets de métal en feuilles, soit sur le chantier soit à l'atelier, qui fait l'installation et la réparation de système de ventilation, de climatisation et de chauffage à air chaud, qui installe des conduits de chauffage à air forcé (hot blast), et recouvre de métal les puits de lumière, les corniches, les coupes feu, les solins, les systèmes préfabriqués et exécutes tout autre travail similaire

2. Paragraphs "*j*", "*l*" and "*m*" of article I are deleted.

3. The item "Tinsmith or sheet metal worker and roofer: $1.90; $1.95; $2.05" appearing in paragraph "*a*" of article IV, is deleted.

4. The words "tinsmith, sheet metal worker, roofer and asbestos insulation mechanic" appearing in the third sub-paragraph of paragraph "*g*" of article XI, are deleted.

5. The words "tinsmiths or sheet metal workers and roofers" appearing in the title of article XII are deleted.

6. The following new section "A" is added to the said decree:

"SECTION "A"

Special provisions concerning Plumbers, Steamfitters, Refrigeration Mechanics, Sprinkler Fitters, Welders, Tinsmiths, Roofers, Asbestos Insulation Mechanics and Oil Burner Mechanics:

I. *Definitions:* For the purposes of the decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) The word "contractor" means any person, company, association or corporation, working alone or hiring workmen, who supervises or contracts for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, one or more of the operations governed by the decree.

However, the definition of the word "contractor" in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chapter 173, and amendments) shall continue to apply to plumbing contractors and journeymen for all operations regulated by the decree.

b) The word "journeyman" means a wage-earner able to perform the usual operations of the trade or trades governed by the decree, and who has obtained a certificate of competency or a license from the Board of Examiners formed for this purpose, or capable of producing a sworn statement that he is an experienced worker, as mentioned in section 35 of the Collective Agreement Act for the municipalities of less than five thousand (5,000) souls.

c) The words "junior journeyman" mean a wage-earner having the qualifications mentioned in paragraph "*b*" of the present article.

d) The word "apprentice" means a junior wage-earner or any person who has obtained a certificate of competency or a license from the Board of Examiners formed for this purpose or, as mentioned in subsection "*b*" of this article for municipalities of less than five thousand (5,000) souls, who can produce a sworn statement proving that he is learning one of the trades herein mentioned.

e) The word "labourer" means any unskilled employee working for employers governed by the decree.

f) The word "foreman" means a wage earning journeyman hired as foreman to supervise employees on a job.

g) The word "tinsmith" means any employee who does sheet metal work (iron, copper, aluminum or stainless steel), who makes and installs all kinds of sheet metal articles, on the job or in the shop, who installs or repairs ventilating, air conditioning and hot air heating systems and who installs hot blast ducts, and lays sheet metal in or on light wells, cornices, fire doors and spaces between joists, prefabricated systems, and executes any other similar work.

h) Le mot « couvreur » désigne tout salarié qui pose les membranes hydrofuges sur mur, plancher ou couverture, fait des couvertures en gravier, asphalte ou autres produits similaires.

II. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de la présente section comprend les comtés de Drummond, Arthabaska, Nicolet et Yamaska.

III. *Juridiction professionnelle:* La présente section s'applique aux travaux exécutés par les ouvriers qualifiés et les apprentis des métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appreils de refrigération, de gicleurs, soudeurs à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier, couvreur et mécanicien en isolement d'amiante, couvreur en gravier, en papier avec goudron et en asphalte, ainsi qu'aux journaliers travaillant pour le compte des employeurs assujettis à la présente section.

IV. *Taux de salaires minima:* Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers mentionnés à l'article III:

a) Entrepreneur (services personnels) détenant une licence en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie:

	l'heure
Drummondville	$3.90
Nicolet	3.00
Victoriaville	2.75

	1/9/62	1/5/63	
b) Compagnon senior	$1.90	$1.95	$2.05
Compagnon junior	1.70	1.75	1.80

c) Apprentis:

1er semestre	0.80
2ème semestre	0.90
2ème année	1.05
3ème année	1.20
4ème année	1.50

V. *Durée du travail: a*) La durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures réparties entre 7 a.m. et 6 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et entre 7 a.m. et 4 p.m. le vendredi.

b) Toutefois, le salarié qui n'a pas fait ses quarante-huit (48) heures dans la période décrite plus haut peut être appelé à travailler le vendredi de 4 p.m. à 6 p.m. et le samedi de 7 a.m. à midi, au taux régulier.

VI. *Temps supplémentaire:* Tout travail exécuté en plus de quarante-huit (48) heures par semaine ou en dehors de ces heures normales de la journée doit être rémunéré au taux de salaire et demi, calculé sur le salaire mentionné au décret.

VII. *Jours de congés chômés: a*) Il n'y a pas de travail le dimanche et les jours de fête suivants: le Premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël.

b) Tout travail exécuté un de ces jours chômés doit être payé au taux double du taux régulier.

c) Toutefois, lorsque la célébration de l'un ou l'autre des jours de fête ci-haut mentionnés est fixée par proclamation du Gouvernement fédéral ou du Gouvernement provincial selon le cas, les jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

VIII. *Vacances payées: a*) Une semaine de vacances payées doit être accordée à tous les employés assujettis à la présente section, à raison de 2% de son salaire brut gagné durant l'année comprise entre le premier juin et le 31 mai de l'année suivante.

b) Les vacances doivent être prises entre le 1er juillet et le 31 août.

c) Pendant cette semaine de vacances, aucun travail ne peut être exécuté par un employeur, un

h) The work "roofer" means any employee who lays water repellent membranes on walls, floors or roofs, who does gravel, asphalt or other similar roofing work.

II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present section shall comprise the counties of Drummond, Arthabaska, Nicolet and Yamaska.

III. *Professional jurisdiction:* This section applies to operations carried out by skilled workers and apprentices of the plumbing, steamfitting and accessories, refrigeration, sprinkler fitting, oxygen and electric welding, tinsmithing, roofing, asbestos insulating and gravel, tarred paper and asphalt roofing trades, including work done by labourers in the employ of employers governed by the present section.

IV. *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages shall be as follows for each of the trades mentioned in article III:

a) Contractors (Personal services) holding a license under the Pipe Mechanics Act:

	Per hour
Drummondville	$3.90
Nicolet	3.00
Victoriaville	2.75

	1/9/62	1/5/63	
b) Senior journeyman	$1.90	$1.95	$2.05
Junior journeyman	1.70	1.75	1.80

c) Apprentices:

1st six months	0.80
2nd six months	0.90
2nd year	1.05
3rd year	1.20
4th year	1.50

V. *Hours of work: a*) The weekly duration of work shall be forty-eight (48) hours distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and between 7:00 a.m. and 4:00 p.m. on Friday.

b) However, employees who have not worked forty-eight (48) hours in the said period may be called upon to work on Friday from 4:00 p.m. to 6:00 p.m. and on Saturday from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) at regular rates.

VI. *Overtime:* All time worked in excess of forty-eight (48) hours per week or beyond the standard hours of the day shall be paid at the rate of time and one half based upon the rates of the decree.

VII. *Days kept as holidays: a*) No work shall be performed on Sundays and on the following holidays: New Year's Day, St-Jean-Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day and Christmas Day.

b) All time worked on one of these holidays shall be paid at the rate of double time based on the regular wages.

c) However, days proclaimed by the Federal or Provincial Government, as the case may be, for the celebration of any one of the above holidays shall be kept as holidays.

VIII. *Vacation with pay: a*) Employees to which the present section applies are entitled to one week of vacation with pay equivalent to 2% of their gross earnings for the last period of twelve months beginning June 1 and ending May 31 of the following year.

b) Vacations shall be taken between July 1 and August 31.

c) In the vacation week, no work whatever, with the exception of urgent or maintenance work,

artisan ou un salarié, excepté pour le service d'entretien et d'urgence.

d) La Corporation avisera le Comité paritaire et le Syndicat de la date qu'elle a choisie pour la semaine de vacances au moins un mois à l'avance.

IX. *Période et détail de la paye:* Le salaire est payable en entier tous les vendredis pendant les heures de travail. Si le vendredi est un jour chômé, la paye a lieu le jour précédent, si le paiement est effectué en chèque, l'échange doit être compris. Les détails suivants doivent être transmis avec la paye:

Le nom de l'employeur;
Les nom et prénoms du salarié;
Le nom de sa tâche;
La date et la période de la paye;
Le nombre d'heures de travail;
Le total du salaire;
Le taux à l'heure;
Les déductions faites en détails;
Le montant de la paye.

X. *Transport et pension:* Les frais de déplacement des salariés envoyés en dehors d'un rayon de cinq (5) milles de la municipalité où l'employeur a sa place d'affaires sont à la charge de l'employeur.

Les frais de pension et de logement doivent être payés par l'employeur si les salariés ne sont pas ramenés chaque soir dans la municipalité où la place d'affaires de l'employeur.

Si un salarié est envoyé exécuter du travail en dehors de la municipalité où l'employeur a sa place d'affaires, sans en avoir été averti la veille, son repas du midi est alors à la charge de l'employeur.

XI. *Salaires supérieurs:* Les salaires supérieurs actuellement payés aux salariés visés par la présente section ne doivent pas être réduits après son entrée en vigueur.

XII. *Apprentis: a*) Aucun employeur n'a le droit d'avoir plus d'un (1) apprenti par compagnon-plombier à son emploi.

b) Toutefois, sur chaque chantier, l'employeur peut avoir un (1) apprenti additionnel pour chaque cinq (5) compagnons-plombiers à son emploi.

c) L'apprenti doit avoir un carnet d'apprenti émis par les autorités provinciales en vertu des dispositions du chapitre 172, S.R.Q. 1941, et amendements. L'apprentissage proprement dit commencera seulement à la date d'émission de ce carnet. L'employeur doit exiger ce carnet lors de l'embauchage.

XIII. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1964. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant la date d'expiration de la présente section. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

JACQUES PRÉMONT,
61800-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

shall be executed by employers, artisans or employees.

d) The Corporation shall notify both the union and the Parity Committee at least one month in advance of the date it has chosen for the vacation.

IX. *Period and particulars of the pay:* Wages shall be paid entirely every Friday during the hours of work. When Friday is a holiday, the pay shall be made the day before. If pay is made by check, exchange costs shall be comprised. The following particulars shall be given with the pay:

Name of the employer;
Name in full of the employee;
Occupation;
Date and period covered by the pay;
Number of hours worked;
Hourly rate;
Total pay;
Deductions made, in detail;
Net amount of pay.

X. *Transport and board expenses:* Transportation expenses of employees sent out of a radius of five (5) miles from the municipality where the employer has his place of business, shall be paid by the employer.

Boarding and lodging expenses shall be paid by the employer when employees are not taken back every evening to the place of business of the employer.

When an employee is sent outside the municipality where the employer has his place of business without having been so informed the day before, the noon meal is then paid by the employer.

XI. *Higher wages:* Higher wages actually paid to employees governed by the present section shall not be reduced after its coming into force.

XII. *Apprentices: a*) No employer has the right to have more than one (1) apprentice to each journeyman plumber in his employ.

b) However, on each job, the employer may have one (1) additional apprentice to each five (5) journeymen plumbers in his employ.

c) Apprentices shall have the booklet issued by Provincial authorities under the provisions of chapter 172, R.S.Q. 1941, as amended. Apprenticeship proper shall only begin on the date of issue of the booklet. Employers shall require the booklet when hiring the apprentice.

XIII. *Duration:* The present section remains in force until April 30, 1964. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before the expiration of the present section. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,
61800-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

The Shawinigan Water and Power Company La Compagnie d'Électricité Shawinigan

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 1030, en date du 22 juin 1962, il a plu

Miscellaneous Notices

The Shawinigan Water and Power Company La Compagnie d'Électricité Shawinigan

Notice is hereby given that, by order in counci number 1030, dated June 22, 1962, the Lieute

au lieutenant-gouverneur en conseil de valider le règlement spécial no 9, changeant le nom de la compagnie « The Shawinigan Water and Power Company » en celui de « The Shawinigan Water and Power Company — La Compagnie d'Électricité Shawinigan », et ce, conformément aux dispositions des articles 3 et suivants de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 280.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 4 juillet 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
61775-o

nant Governor in Council has been pleased to validate special by-law No. 9, changing the name of the company "The Shawinigan Water and Power Company" to that of "The Shawinigan Water and Power Company — La Compagnie d'Électricité Shawinigan", and that, in conformity with the provisions of articles 3 and the following of the Special Corporate Powers Act, Revised Statutes of the province of Quebec, 1941, chapter 280.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 4, 1962.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.
61775

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 20 juin 1962.

Aujourd'hui, à cinq heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

16 Loi concernant la Commission municipale de Québec.

35 Loi du Bureau des expropriations de Montréal.

39 Loi modifiant la Loi concernant les prêts agricoles.

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

131 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien.

144 Loi modifiant la charte de « Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée ».

172 Loi éteignant une servitude affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse St-Antoine-de-Longueuil.

179 Loi modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

189 Loi changeant le nom de Coenraad Zuurbier en celui de Joseph-Napoléon-Benoît-Conrad Côté.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »
61792-o

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 20th of June, 1962.

This day, at fifteen minutes past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

16 An Act respecting the Quebec Municipal Commission.

35 The Montreal Expropriation Bureau Act.

39 An Act to amend the Act respecting Farm Loans.

100 An Act to amend the charter of the city of Montreal.

131 An Act to amend the charter of the town of St. Félicien.

144 An Act to amend the charter of "Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée".

172 An Act to extinguish a servitude upon certain lots situated in the parish of St-Antoine-de-Longueuil.

179 An Act to amend the charter of Crédit Foncier Franco-Canadien.

189 An Act to change the name of Coenraad Zuurbier to that of Joseph-Napoléon-Benoît-Conrad Côté.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."
61792-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

C. A. C. Realty Limited

Avis est ici donné qu'en vertu de la Loi des Sociétés de prêts et de placements (S.R.Q. 1941,

Company Licensed to do Business

C. A. C. Realty Limited

Notice is hereby given that "C. A. C. Realty Limited", a company duly incorporated in the

c. 288) « C. A. C. Realty Limited », une compagnie incorporée dans la province d'Ontario, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec conformément aux dispositions de ladite loi.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercés contre elle, est M. Sydney Jenkins, administrateur de 35 Oxford Road, Baie d'Urfe, Québec.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à 1310 Greene, en la cité de Westmount et dans le district judiciaire de Montréal.

Daté à Montréal, 8 juin, 1962.

L'Agent Enregistré,

61668-24-4-o SYDNEY JENKINS.

Province of Ontario has been licensed to carry on business in the Province of Quebec pursuant to the provisions of the Loan & Investment Societies Act (R.S.Q. 1941, c. 288).

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. Sydney Jenkins, executive, of 35 Oxford Road, town of Baie d'Urfe, Quebec.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 1310 Greene Avenue, Westmount, district of Montreal.

Dated at Montreal, June 8, 1962.

SYDNEY JENKINS,

61668-24-4-o *Registered Agent.*

Chartes — Abandon de

De Grasse Construction Inc.

Avis est par les présentes donné que « De Grasse Construction Inc. », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau-chef à Sept Iles, district de Saguenay, présentera une requête au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 27e jour de juin 1962.

Les Procureurs de la compagnie,

61781-o TONNEY, GUÉRIN & GODBOUT.

Thrift Investment Corporation

Avis est par les présentes donné que « Thrift Investment Corporation », qui a son bureau principal dans la ville de Montréal, Province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montreal, P.Q., June 27, 1962.

Les Procureurs des requérants,

61782-o CERINI & JAMIESON.

Joan Dress Inc.

Avis est donné que « Joan Dress Inc. », une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 28 juin, 1962.

Le Secrétaire,

61802-o W. A. HUTCHESON.

Lou Heft Incorporated

Avis est donné que « Lou Heft Incorporated », une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 28 juin 1962.

Le Secrétaire,

61803-o W. A. HUTCHESON.

Regal Sportwear Inc.

Avis est donné que « Regal Sportwear Inc. », une corporation ayant son siège social en la cité

Charters — Surrender of

De Grasse Construction Inc.

Notice is hereby given that "De Grasse Construction Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Sept Iles, district of Saguenay, will apply to the attorney general of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of June, 1962.

TONNEY, GUÉRIN & GODBOUT,

61781-o *Attorneys for the company.*

Thrift Investment Corporation

Take notice that "Thrift Investment Corporation", with head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P.Q., June 27, 1962.

CERINI & JAMIESON,

61782-o *Attorneys for petitioners.*

Joan Dress Inc.

Notice is hereby given that "Joan Dress Inc.", a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 28, 1962.

W. A. HUTCHESON,

61802-o *Secretary.*

Lou Heft Incorporated

Notice is hereby given that "Lou Heft Incorporated", a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 28, 1962.

W. A. HUTCHESON,

61803-o *Secretary.*

Regal Sportwear Inc.

Notice is hereby given that "Regal Sportwear Inc.", a corporation having its head office in the

de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 28 juin, 1962.

Le Secrétaire,

61804-o W. A. HUTCHESON.

Style Children's Wear Inc.

Avis est donné que « Style Children's Wear Inc. », une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 28 juin 1962.

Le Secrétaire,

61805-o W. A. HUTCHESON.

Vogue Incorporated

Avis est donné que « Vogue Incorporated », une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 28 juin 1962.

Le Secrétaire,

61806-o W. A. HUTCHESON.

city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 28, 1962.

W. A. HUTCHESON,

61804-o *Secretary.*

Style Children's Wear Inc.

Notice is hereby given that "Style Children's Wear Inc.", a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 28, 1962.

W. A. HUTCHESON,

61805-o *Secretary.*

Vogue Incorporated

Notice is hereby given that "Vogue Incorporated", a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 28, 1962.

W. A. HUTCHESON,

61806-o *Secretary.*

Divers
Compagnie

Méthot & Frère Limitée

Prenez avis que la compagnie « Méthot & Frère Limitée », corporation constituée sous la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège d'affaires à Cap St-Ignace, comté de Montmagny, P.Q., a abandonné ses opérations, qu'elle procèdera à la division de son actif, proportionnellement entre ses actionnaires, et qu'elle demandera au Procureur général de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Cap St-Ignace, comté de Montmagny, P.Q., ce trente et unième jour de mai mil neuf cent soixante-deux.

Le Président,

61784-o ROLAND MÉTHOT.

Miscellaneous
Company

Méthot & Frère Limitée

Take notice that the company "Méthot & Frère Limitée", corporation incorporated under the Quebec Companies Act, having its head office at Cap St-Ignace, county of Montmagny, P.Q., has abandoned its operations, it will proceed with the dividing of its assets, proportionately among its shareholders, and it will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for permission to surrender its charter.

Dated at Cap St-Ignace, county of Montmagny, P.Q., this thirty-first day of May, one thousand nine hundred and sixty-two.

ROLAND MÉTHOT,

61784 *President.*

Sièges sociaux

Atelier Raoul Desbiens, Inc.

Avis est donné que la compagnie « Atelier Raoul Desbiens, Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du vingt-troisième jour de février mil neuf cent soixante-deux et ayant son bureau principal dans la ville de Chicoutimi-Nord, a établi son bureau au numéro 25, de la rue Rhainds.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Chicoutimi-Nord, ce premier jour de juin mil neuf cent soixante-deux.

Le Président,

61777-o RAOUL DESBIENS.

Head Offices

Atelier Raoul Desbiens, Inc.

Notice is hereby given that "Atelier Raoul Desbiens, Inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act, on the twenty-third day of February, one thousand nine hundred and sixty-two, and having its head office in the town of Chicoutimi-North, has established its office at number 26, Rhainds Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Chicoutimi-North, this first day of June, one thousand nine hundred and sixty-two.

RAOUL DESBIENS,

61777 *President.*

Distributeurs Panhard du Canada Ltée
Panhard Distributors of Canada Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Distributeurs Panhard du Canada Ltée — Panhard Distributors of Canada Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 1er mars 1962, a établi son siège social à 4010, ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Westmount, province de Québec..

Montréal, 1er mars 1962.

Le Secrétaire,
61778 H. DUBROFSKY.

Distributeurs Panhard du Canada Ltée
Panhard Distributors of Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Distributeurs Panhard du Canada Ltée — Panhard Distributors of Canada Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated March 1, 1962, has established its head office at 4010, St. Catherine Street West, in the city of Westmount, Province of Quebec.

Montreal, March 1, 1962.

H. DUBROFSKY,
61778-o *Secretary.*

Villa Christine Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Villa Christine Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juin 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où elle avait son bureau principal situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1500, rue Stanley, appartement No 908, l'a transporté au numéro 1500, rue Stanley, appartement No 912.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14e jour de juin 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
61779-o GIAN CARLO TOZZI.

Villa Christine Ltd.

Notice is hereby given that "Villa Christine Ltd.", incorporated by letters patent dated June 7, 1961, and having its head office in the city of Montreal, where its head office was situated until today at number 1500, Stanley Street, apt. No. 908, has moved it to number 1500, Stanley Street, apt. 912.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 14th day of June, 1962.

(Seal) GIAN CARLO TOZZI,
61779 *Secretary.*

Kensington Industries Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Kensington Industries Inc. », par lettres patentes datées du 24e jour d'avril 1951, constituée en corporation et ayant son siège social au numéro 1224, rue Ste-Catherine Ouest, en la cité de Montréal, province de Québec, où jusqu'à ce jour son bureau principal était situé, l'a transporté au numéro 1245 rue Sherbrooke Ouest, cité de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juin 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
61783-o ROBIN J. RUGG.

Kensington Industries Inc.

Notice is hereby given that "Kensington Industries Inc.", incorporated by letters patent on the 24th day of April, 1951 and having its head office at 1224 St. Catherine Street West, in the city of Montreal, Province of Quebec, where said office was situated until today, has moved its head office to number 1245, Sherbrooke Street West, in the city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of June, 1962.

ROBIN J. RUGG,
61783-o *Secretary-Treasurer.*

Cinefresh Vending, Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Cinefresh Vending, Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28 mai, 1962, a établi son siège social à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 25e jour de juin 1962.

Le Secrétaire,
61788-o CHARLES GREENFIELD.

Cinefresh Vending, Ltd.

Notice is hereby given that "Cinefresh Vending, Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 28, 1962, has established its head office at Room 300, 455 Craig Street West, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 25th day of June, 1962.

CHARLES GREENFIELD,
61788-o *Secretary.*

Cinedome Theatres, Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Cinedome Theatres, Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28 mai, 1962, a établi son siège social à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 25e jour de juin 1962.

Le Secrétaire,
61789-o CHARLES GREENFIELD.

Cinedome Theatres, Ltd.

Notice is hereby given that "Cinedome Theatres, Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 28, 1962, has established its head office at Room 300, 455 Craig Street West, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 25th day of June, 1962.

CHARLES GREENFIELD,
61789-o *Secretary.*

Les Entreprises Safari (Québec) Inc.
Safari Enterprises (Quebec) Inc.

Avis est donné que: « Les Entreprises Safari (Québec) Inc.— Safari Entreprises (Quebec) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du premier jour de février 1962, et ayant son principal siège social à Ville St-Laurent, district de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au 6036, Côte de Liesse, Ville St-Laurent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 19e jour de mars, 1962.

Le Président,
61790-o GUY B. COSSETTE.

Les Entreprises Safari (Québec) Inc.
Safari Enterprises (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that: "Les Entreprises Safari (Québec) Inc.— Safari Enterprises (Quebec) Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the first day of February 1962, and having its head office in the Province of Quebec, at Ville St-Laurent, district of Montreal, has established its office at: 6036, Côte de Liesse, Ville St-Laurent, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of March, 1962.

GUY B. COSSETTE,
61790-o *President.*

Flaury Holdings Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Flaury Holdings Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 25e jour de mai 1962 et ayant son siège social en les cité et district de Québec, a établi son bureau à 71 St-Pierre, en ladite cité de Québec, au bureau de Messieurs Samson, Belair, Côté, Lacroix et Associés, comptables agréés.

Québec, P. Q., 20 juin, 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
61807-o E. ANTHONY PRICE.

Flaury Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Flaury Holdings Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 25th day of May, 1962, and having its head office in the city and district of Quebec, has established its office at 71, St. Peter Street, in the said city of Quebec, at the office of Messrs. Samson, Belair, Côté, Lacroix and Associates, chartered accountants.

Quebec, P. Q., June 20, 1962.

E. ANTHONY PRICE,
61807-o *Secretary-Treasurer.*

Ministère des Affaires municipales

Ville de Lac-Saint-Joseph

Lettres patentes

Canada,
Province de Québec. PAUL COMTOIS
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

ATTENDU QUE le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la ville de Lac-Saint-Joseph, par sa requête en date du 15 mai 1962, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en remplaçant:

L'article 16 du chapitre 13 de la Loi 1 Édouard VIII.

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

Department of Municipal Affairs

Town of Lake Saint-Joseph

Letters patent

Canada,
Province of Quebec. PAUL COMTOIS
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

WHEREAS paragraph 2 of section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, by petition of the council of a municipal corporation governed by this act, may issue letters patent amending the charter of this corporation, by replacing therein certain provisions by those of the Cities and Towns Act corresponding thereto;

WHEREAS the Council of the town of Lake Saint-Joseph, by its petition dated May 15, 1962, requests that letters patent be issued in its favor for the purpose of amending its charter by replacing:

Section 16 of chapter 13 of the Act I Edward VIII.

WHEREAS all the formalities prescribed by the Act have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to accede to this request.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 897, en date du 25 mai 1962, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Lac-Saint-Joseph, en date du 15 mai 1962, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la ville de Lac-Saint-Joseph soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-deux de l'ère chrétienne et de Notre règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
61794-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 897, dated May 25, 1962, We grant the request of the Council of the town of Lake-Saint-Joseph, dated May 15, 1962, and We declare and order, by the present letters patent which shall enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the provisions above mentioned of the charter of the town of Lake Saint-Joseph be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole in accordance with the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-two and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent shall enter into effect from and after the date of this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
61794 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1033 du 22 juin 1962 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No T-32 du conseil municipal de la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac, tel que modifié par ledit conseil dans une résolution adoptée le 8 mars 1962, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement, tel que modifié, et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, et annexé à la « Ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac ».

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, comprenant, en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du sommet de l'angle sud-est du lot 375; de là, successivement, une ligne brisée séparant les lots 275 et 274 d'un côté, des lots 80, 81, 87, 88, 97, 99, 100 et 107 de l'autre côté; la ligne ouest du lot 276 coïncidant pour une partie avec le côté est de l'autoroute et se prolongeant dans ladite autoroute jusqu'à la rive sud-ouest de la rivière Duchêne; une ligne perpendiculaire à ladite ligne ouest du lot 274 jusqu'à l'axe de la rivière Duchêne; ledit axe de ladite rivière usqu'au prolongement d'une ligne perpendicu-

Town of Saint-Eustache-sur-le-Lac

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1033, dated June 22, 1962, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been please to approve by-law No. T-32 of the municipal Council of the town of Saint-Eustache-sur-le-Lac, as amended by the said Council in a resolution adopted on March 8, 1962, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in said by-law, as amended, and described above be detached from the municipality of the parish of Saint-Eustache, county of Two Mountains, and annexed to the "Town of Saint-Eustache-sur-le-Lac".

The territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of Saint-Eustache, county of Two Mountains, comprising, with reference to the official cadaster of said parish, the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: Starting at the summit of the southeast angle of lot 375; thence, successively, a broken line separating lots 275 and 274 on one side, from lots 80, 81, 87, 88, 97, 99, 100 and 107 on the other side; the west line of lot 276 coinciding, for one part, with the east side of the autoroute, and extending on said autoroute as far as the southeast shore of Duchêne River; a line perpendicular to the said west line of lot 274 as far as the center-line of Duchêne River; the said center-line of said river as far as the extension of a line

laire au chemin public séparant les lots 276 et 277; ledit prolongement et ladite ligne jusqu'à un point sur le côté nord-est du chemin public dans le prolongement de la ligne nord-est du lot 276; ce dernier prolongement et cette dernière ligne; une ligne brisée séparant le lot 276 des lots 69, 70, 71 et 72 et enfin la ligne séparant le lot 275 des lots 72 et 73 jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
61794-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

perpendicular to the public road separating lots 276 and 277; the said extension and the said line as far as a point on the northeast side of the public road on the extension of the northeast line of lot 276; the last extension and the latter line; a broken line separating lot 276 from lots 69, 70, 71 and 72, and, finally, the line separating the lot 275 from lots 72 and 73 as far as the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
61794 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère des Finances
Assurances

Mutuelle-Vie de l'U.C.C.
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C.

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « Assurance U.C.C., Compagnie Mutuelle — U.C.C. Mutual Insurance Company » a été constituée en corporation par la loi 11 Elizabeth II (Bill 205, sanctionné le 6 juin 1962) avec pouvoir d'acquérir l'actif et d'assumer le passif de la Mutuelle-Vie de l'U.C.C. et de la Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C.;

Attendu que la loi constituant en corporation « Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle — U.C.C. Mutual Insurance Company » est entrée en vigueur le 6 juin 1962, et que ladite compagnie a obtenu, le même jour, un permis et un certificat d'enregistrement sous le numéro 3259;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et les certificats d'enregistrement de la Mutuelle-Vie de l'U.C.C. et de la Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. sont annulés à compter du 6 juin 1962.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 6 juin 1962.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
61795-27-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné par les présentes, que « Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle — U.C.C. Mutual Insurance Company », constituée en corporation par la loi 11 Elizabeth II (Bill 205, sanctionné le 6 juin 1962) et enregistrée sous le numéro 647, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 3259 qui l'autorise, à compter du 6 juin 1962, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants:

Vie; incendie, avec billet de dépôt ou au comptant, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; accident; automobile; aviation; bétail; biens immobiliers; biens mobiliers; bris de glace; bris de machine; chaudière à vapeur; contrats d'annuités et de rentes viagères; dommage aux biens; explosion; faux; garantie (cautionnement et détournement); machines agricoles; maladie; responsabilité civile; responsabilité de l'employeur; transport intérieur; vol; et en outre de ces genres: navigation intérieure et océanique.

Department of Finance
Insurance

Mutuelle-Vie de l'U.C.C.
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C.

Notice of cancellation of license and registration

Whereas "U.C.C. Mutual Insurance Company — Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle" has been incorporated by the act 11 Elizabeth II (Bill 205, assented to the 6th of June, 1962) with power to acquire the assets and to assume the liabilities of the Mutuelle-Vie U.C.C. and the Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C.;

Whereas the act incorporating "U.C.C. Mutual Insurance Company — Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle" has come into force on the 6th of June 1962 and that the said company, on the same day, has obtained a license and certificate of registry under number 3259;

Consequently, notice is hereby given that the licenses and certificates of registry of the Mutuelle-Vie de l'U.C.C. and the Société Mutuelle d'Assurances de l'U.C.C. are cancelled as from the 6th of June, 1962.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 6th of June, 1962.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
61795-27-2-o *Superintendent of Insurance.*

U.C.C. Mutual Insurance Company

Notice of issue of license and certificate of registration

Notice is hereby given that "U.C.C. Mutual Insurance Company — Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle", incorporated by the act 11 Elizabeth II (Bill 205, assented to the 6th of June, 1962) and registered under number 647, has obtained the license and certificate of registration number 3259 authorizing it, as from the 6th of June, 1962, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes:

Life; fire, with deposit note or cash system, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, spinkler leakage, water damage, weather, windstorm; accident; agricultural machinery; automobile; aviation; boiler; contracts of annuities and life rents; employers' liability; explosion; forgery; guarantee (fidelity and surety); inland transportation; live stock; machinery; personal property; plate glass; public liability; property damage; real property; sickness; theft; and in addition to these classes: inland and ocean marine.

Le siège social de la compagnie est situé à 515, avenue Viger, Montréal, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 6 juin 1962.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
61796-27-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

The head office of the company is situate at 515, Viger Avenue, Montreal, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance the 6th of June, 1962.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
61796-27-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Cité de Québec, Quartier Montcalm

Cadastre officiel de la cité de Québec, quartier Montcalm, municipalité de la cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 4494 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juin 1962.

Le Sous-ministre,
61776-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de St-Philippe de Laprairie

Cadastre officiel de la paroisse de St-Philippe de Laprairie, municipalité de la ville de Candiac, division d'engistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 392-21 à 392-24 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juin 1962.

Le Sous-ministre,
61776-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Department of Lands and Forests
Cadastre

City of Quebec, Montcalm Ward

Official cadastre of the city of Quebec, Montcalm Ward, municipality of the city of Quebec, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 4494 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 22, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
61776-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Philippe de Laprairie

Official cadastre of the parish of St-Philippe de Laprairie, municipality of the town of Candiac, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 392-21 to 392-24 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 22, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
61776-o *Deputy Minister.*

Ministère du Travail

Avis

Industrie de la construction
district électoral de Saguenay

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre;

D'UNE PART:

L'Association des Contracteurs du comté de Saguenay;

La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec (Section district électoral de Saguenay);

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat National de la Construction de Hauterive;

pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

CHAPITRE 1

I — *Définitions et juridiction*

Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après données.

Department of Labour

Notice

Construction Industry
Electoral district of Saguenay

The honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

L'Association des Contracteurs du comté de Saguenay;

The Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (Section electoral district of Saguenay);

And, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat National de la Construction de Hauterive;

for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

CHAPTER 1

I.— *Definitions and jurisdiction*

For the purposes of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

1° Le terme « salaire minimum » signifie le taux spécifié dans le décret.

2° Le terme « salaire régulier » signifie le taux de salaire convenu entre l'employé et son employeur ou le représentant de ce dernier, si tel taux de salaire est supérieur au minimum fixé dans le décret.

3° Le terme « salaire et demi » désigne la rémunération que doit verser un employeur à son employer ou ses salariés pour les heures supplémentaires de travail. La base de calcul doit être le salaire régulier ou, en l'absence de toute convention stipulant un taux de salaire supérieur, le taux minimum du décret doit servir de base pour fins de calcul de la rémunération du surtemps.

4° Le terme « salaire double par rapport au salaire régulier » signifie que la rémunération du salarié pour le travail accompli, doit être le double du salaire ou du taux convenu pour les heures régulières de travail, si tel salaire est supérieur au taux minimum fixé dans le décret. En l'absence de toute convention stipulant un salaire ou taux supérieur, le taux minimum du décret doit servir de base pour fins de calcul de la rémunération pour le travail accompli les dimanches et jours fériés.

5° Le terme « charpentier-menuisier de 1ère classe » désigne tout salarié qui possède un certificat de qualification l'autorisant à travailler le bois sur les chantiers de construction.

6° Le terme « charpentier-menuisier de 2ème classe » désigne tout salarié qui prépare les formes à béton et agit comme aide du charpentier-menuisier de 1ère classe, mais qui ne possède pas de certificat de qualification.

Aucun employeur ne pourra employer plus d'un (1) charpentier de 2ème classe par charpentier-menuisier de 1ère classe sur le chantier.

II.— *Juridiction territoriale*

Le présent décret s'applique au district électoral de Saguenay.

Zonage: Aux fins d'application du décret, le district électoral de Saguenay est divisé en trois (3) zones comme suit:

Zone « A »: La partie comprenant la municipalité de Ragueneau et tout le territoire s'étendant jusqu'aux limites est.

Zone « B »: Le territoire assujetti au décret, non compris dans les zones « A » et « C ». Cependant, toute construction dont le coût excède $25,000, salaires et matériaux compris, est assujettie au taux de salaire de la zone « A ».

Zone « C »: Les différents projets des rivières Manicouagan et Outardes, y compris les routes d'accès auxdits projets.

III.— *Juridiction industrielle*

1° Le décret s'applique à tous les travaux de construction de bâtiment et de génie, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de démolition, de déplacement d'immeubles, exécutés par les ouvriers qu'il vise. Il s'applique entre autres à tous les travaux de bâtisses, d'immeubles, échafaudages, pavages de rues, quais, chemins, ponts, barrages, rues, trottoirs, nivellements, égouts, viaducs, aéroports, terrains d'atterrissage, tunnels, puits, canaux, écluses, aqueducs, clôtures, tours, système de plomberie, système de chauffage, installation électrique, lignes de distribution d'électricité ou de réseau téléphonique et à tout autre travail de même nature ou connexe.

2° Le décret s'applique également à tout travail assujetti à la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941,

1. The term "minimum wage rate" means the rate mentioned in the decree.

2. The term "regular wage rate" means the wage rate agreed upon between the employee and his employer or representative of the employer, when such rate is higher than the minimum one determined by the decree.

3. The term "time and one half" means the remuneration to be paid by an employer to his employee or employees for overtime hours worked. The basis for computing the said remuneration shall be the wage rate agreed upon if it is higher than the minimum one determined by the decree. In the absence of any agreement stipulating a higher wage rate, the minimum rate of the present decree shall be the basis for computing overtime remuneration.

4. The term "double time based on the regular rate" means that the employee's remuneration for time worked shall be double time or double the rate agreed for regular hours of work when such rate is higher than the minimum one determined by the decree. In the absence of any agreement stipulating a higher wage rate, the minimum rate of the present decree shall be the basis for computing the remuneration for time worked on Sunday and holidays.

5. The term "carpenter-joiner, 1st class" means any employee who holds a certificate of competency authorizing him to work wood on a construction job.

6. The term "carpenter-joiner, 2nd class" means any employee who makes concrete forms and who works as helper for the carpenter-joiner, 1st class, but does not hold a certificate of qualification.

No employer shall employ more than one (1) carpenter-joiner, 2nd class, to each carpenter-joiner, 1st class, on the job.

II.— *Territorial jurisdiction*

The present decree applies to the electoral district of Saguenay.

Zones: For the purposes of enforcement of the decree, the electoral district of Saguenay is divided into three (3) zones as follows:

Zone "A": The area comprising the municipality of Ragueneau and the entire territory extending to the eastern limits.

Zone "B": The territory governed by the decree, not comprised in zones "A" and "C". However, the rates of zone "A" shall be paid in respect of construction contracts which cost more than $25,000, including wages and materials.

Zone "C": The various contracts on Manicouagan and Outardes rivers including the construction of roads leading to such jobs.

III.— *Industrial jurisdiction*

1. The decree applies to all works pertaining to construction, building and engineering, including the installation, rebuilding, repairing, maintenance, demolishing, moving of buildings performed by the workers it governs. It extends, but is not limited to all work in connection with buildings, properties, scaffoldings, paving of streets and highways, roads, bridges, dams, streets, wharves, sidewalks, levelling, sewers, viaducs, airports, landing fields, tunnels, wells, canals, lock-gates, aqueducts, fences, towers, plumbing and heating systems, electrical installations, electrical transmission or telephone system lines and to any other work of the same kind or related thereto.

2. The decree also applies to any work governed by the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173) and to any installa-

chapitre 173) et à autre installation en tuyauterie, fixe ou mobile, pour quelque usage que ce soit, nécessitant l'habileté et la compétence d'un mécanicien en tuyauterie, exécuté à l'intérieur de toute bâtisse, y compris les travaux d'installation, de réparation et de rénovation.

3° Il s'applique également à tous les employeurs et salariés exécutant des travaux de tous genres avec du liège ou de l'amiante, pour fins de congélation, de chauffage et d'isolation, se rattachant au métier de mécanicien en tuyauterie. Les salariés qui participent à ces opérations doivent être payés suivant les salaires établis pour leur catégorie dans le décret et ce, pour fins d'installation et de service.

4° Le lavage et le nettoyage préparatoires aux travaux de peinture et de décoration faits à l'extérieur ou à l'intérieur des églises, chapelles, ainsi qu'à tout autre édifice public, sont assujettis au décret et les salariés qui y sont employés, sont considérés comme des journaliers.

5° Le décret régit également l'installation des ascenseurs, des monte-charge et la construction de générateurs de vapeur, de chaudière et de réservoirs.

6° L'installation de structure ou charpente métallique est assujettie aux dispositions du décret.

7° *Exemptions: a*) Les travaux de voirie (à l'exception des ponts) exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement Provincial déjà assujettie en fait à la cédule des Justes salaires, en exécution de l'arrêté en conseil numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du décret.

b) Les employeurs de l'industrie de la pulpe et du papier, et de l'industrie de génération d'énergie électrique sont exempts des dispositions du décret pour ce qui concerne l'entretien de leurs propriétés, mais à condition qu'une convention *bona fide* soit en vigueur.

c) L'exploitation des mines est exemptée du décret. Les compagnies minières dont les employés sont régis par une convention collective prévoyant des conditions supérieurs ou équivalentes au décret ne sont pas assujettis au décret, sauf les travaux exécutés par des entrepreneurs ou des sous-traitants.

d) Les compagnies de chemins de fer ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective prévoyant des conditions équivalentes ou supérieures audit décret.

e) Les salariés permanents préposés à l'entretien d'un établissement industriel ou commercial ne sont pas assujettis au décret.

f) *Dispositions spéciales:* Nonobstant toute autre disposition les cités et les corporations municipales ou scolaires ne sont pas assujetties aux dispositions du décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux ce construction, de réfection ou d'entretien d'aqueducs, d'égouts, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régis ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales ou scolaires.

CHAPITRE 2

IV.— *Salaires minima*

a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

tion of piping, immovable or portable, for any use whatsoever, requiring the skill and competency of a pipe mechanic, performed inside any building, including installation, repair and renovation.

3. It also applies to all employers and employees doing all kinds of work with cork or asbestos for refrigerating, heating or insulating purposes, connected with the pipe mechanic's trade. Workers carrying out such operations shall be paid according to the rates of wages established for their category in the decree for both installation and service purposes.

4. Washing and cleaning done prior to painting and decorating operations inside or outside churches, chapels or any other public building, are governed by the decree and all male employees doing such work are considered as labourers.

5. The decree also applies to the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks.

6. The installation of metal structures or frame-work is subject to the provisions of the decree.

7. *Exemptions: a*) Road operations (not including bridge construction) carried out on behalf of any Department of the Provincial Government, and already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929 and its amendments, are not governed by the provisions of the decree.

b) The employers of the pulp, paper and power industries are exempt from the provisions of the decree as regards the maintenance of their properties provided a *bona fide* agreement be in force.

c) Mines operation is not subject to the decree. Mining companies whose employees are covered by a collective agreement establishing conditions better or equivalent to those of the decree shall not be subject to the decree except for operations carried out by contractors or sub-contractors.

d) Railroad companies are not governed by the decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies establishing conditions better or equivalent to those of the decree.

e) Permanent employees doing maintenance work in industrial or commercial establishments are not subject to the decree.

f) *Special provisions:* Notwithstanding any other provision, the cities and municipal or school corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch also as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other works of the same kind performed under their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors carrying out the same works on behalf of or by the job for the said cities, towns or municipal or school corporations.

CHAPTER 2

IV — *Minimum wages*

a) The following minimum wage rates shall be paid:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* « A »	« B »	« C »
Aide (tous les métiers) — Helper (every trade)	$1.75	$1.65	$1.84
Aide des mesureurs et des arpenteurs — Helper-measurers and land-surveyors	1.80	1.70	
Autres commis (non classifiés) — Other clerks (not classified)	1.70	1.60	
Aiguiseur de fleurets — Drill Sharpener	2.20	2.10	2.34
Briqueteur, maçon — Bricklayer, mason	2.40	2.30	2.56
Brûleur — Burner	1.90	1.80	2.01
Bûcheron — Lumberman	1.75	1.65	1.84
Bûcheron avec scie mécanique — Lumberman with power saw	2.00	1.90	2.01
Charpentier-menuisier, 1ère classe — Carpenter-joiner, 1st class	2.10	2.00	2.23
Charpentier-menuisier, 2ème classe — Carpenter-joiner, 2nd class	1.95	1.85	2.06
Conducteur de jeep, camion à 4 roues motrices (power wagon) et de petit camion (Pick-up) — Pick-up jeep, and power wagon driver	1.70	1.60	1.95
Conducteur de camion de service — Service truck driver	1.70	1.60	1.95
Conducteur de camion remorque — Tracteur truck (van) driver	2.15	2.05	2.23
Conducteur de camion de cour — Yard truck driver:			
Plus de 20 tonnes — More than 20 tons	2.15	2.05	2.23
20 tonnes et moins — 20 tons and less	2.10	2.00	2.11
Conducteur de camion de route — Road truck driver	1.90	1.80	2.01
Couvreur (ardoise, tuile, amiante) — Roofer (slate, tile, asbestos)	2.00	1.90	2.11
Débosseur — Bodyworker	2.40	2.30	2.56
Découpeur — Scourer	1.80	1.70	1.89
Dynamiteur (avec certificat) — Blaster (certificated)	2.10	2.00	2.23
Écailleur — Scaler	1.90	1.80	2.01
Électricien — Electrician:			
Entrepreneur (services personnels) Licences A et B — Contractor (personal services) Licences A and B	3.25	3.15	
Compagnon, Licence C — Journeyman, License C	2.20	2.10	2.45
Épaisseur de câbles (long) — Cable splicer (long)	1.95	1.85	2.06
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	2.20	2.10	2.34
Finisseur de ciment ou béton — Cement or concrete finisher	2.00	1.90	2.17
Foreur au diamant — Diamond driller	2.15	2.05	2.28
Foreur au « jackhammer » — Jackhammer operator	1.95	1.85	2.06
Foreur du « Drill master » — Driller (Drill master)	2.10	2.00	2.23
Opérateur de foreuse sur chariot — Wagon drill operator	2.05	1.95	2.17
Foreur au « Air track » — Air track operator	2.05	1.95	2.17
Forgeron — Blacksmith	2.20	2.10	2.34
Gardien sur chantier — Job watchman	1.55	1.45	1.67
Gardien et chauffeur de bouilloire — Watchman and boiler fireman	1.85	1.75	2.23
Gréeur — Rigger	2.00	1.90	2.17
Gréeur, prépose au déplacement des machines — Rigger, Machinery Mover	2.40	2.30	
Huileur — Oiler	1.80	1.70	1.89
Homme de ligne (sous tension) — Lineman (live wire)	2.20	2.10	2.34
Homme de ligne (hors tension) — Lineman (dead wire)	2.00	1.90	
Isolateur de tuyau — Pipe insulator	2.05	1.95	2.17
Journalier — Common worker	1.70	1.60	1.79
Journalier spécialisé, manoeuvre — Labourer	1.85	1.75	1.95
Journalier préposé aux coulés de ciment — Common worker, cement casting:			
Malaxeur de 1 sac et moins — Mixer of one bag and less	1.75	1.65	1.85
Malaxeur de plus d'un sac — Mixer of more than one bag	1.85	1.75	1.95
Limeur de scie — Saw Filer	1.85	1.75	1.95
Machiniste — Machinist	2.40	2.30	2.56
Magasinier — Storeman	1.80	1.70	
Mécanicien — Mechanic	2.40	2.30	2.56
Mécanicien de machine fixe — Stationary engineman	2.10	2.00	
Mécanicien de foreuse — Drill mechanic	2.20	2.10	2.34
Mécanicien en tuyauterie — Pipe mechanic	2.40	2.30	2.56
Mécanicien « millwright ») Millwright	2.25	2.15	2.39
Opérateur de bétonnière — Concrete mixer operator	2.15	2.05	2.28
Opérateur de bélier mécanique D 6 et plus — Bulldozer operator, D 6 and heavier	2.10	2.00	2.23
Opérateur de bélier mécanique plus petit que D 6 — Bulldozer operator, smaller than D 6	2.00	1.90	
Opérateur de chargeur — Loader operator	2.20	2.10	2.34
Opérateur de compresseur stationnaire — Stationary compressors operator	1.95	1.85	2.06
Opérateur de compresseur portatif — Portable compressors operator	1.95	1.85	2.06
Opérateur de concasseur — Crusher operator	2.20	2.10	2.34
Opérateur de Derrick, 2 tambours — Derrick operator, 2 drums	2.15	2.05	2.28
Opérateur de Derrick, 3 tambours et plus — Derrick operator, 3 drums or more	2.25	2.15	2.45
Opérateur de génératrice « Diésel » 1000 KW — Diesel, generator operator 1000 KW	2.20	2.10	2.36
Opérateur de génératrice « Diésel », moins de 1000 KW — Diesel generator operator, under 1000 KW	1.85	1.75	1.94
Opérateur de niveleuse — Motor grader operator	2.20	2.10	2.34

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* « *A* »	« *B* »	« *C* »
Opérateur de grue — Crane operator:			
10 tonnes et moins — 10 tons and less	$2.00	$1.90	$2.06
Plus de 10 tonnes — more than 10 tons	2.10	2.00	2.17
35 tonnes et plus — 35 tons and more	2.45	2.35	2.51
Opérateur de grue (sonnettes) — Crane operator, pile driving	2.55	2.45	
Opérateur de « Gradall » — Gradall operator	2.20	2.10	2.34
Opérateur de decapeuse — Scourer operator	2.20	2.10	2.34
Opérateur de pelle — Shovel operator:			
1 verge cube et moins — 1 cubic yard or less	2.35	2.25	
Plus de 1 verge cube jusqu'à 3 verges cubes — from 1 to 3 cubic yards	2.40	2.30	2.51
3¼ verges cubes et plus — 3¼ cubic yards and more	2.45	2.35	2.56
5 verges cubes — 5 cubic yards	2.60	2.50	2.74
Opérateur de pompe, tout genre — Water pumps (all kinds) operator	2.00	1.90	2.11
Opérateur de treuil à simple tambour — Winch operator one drum	1.85	1.75	1.95
Opérateur de treuil, 2 tambours et plus — Winch operator, two drums or more	1.95	1.85	2.06
Opérateur de vibrateur (léger) — Vibrator operator (light)	1.85	1.75	1.89
Opérateur de vibrateur (lourd) — Vibrator operator (heavy)	1.95	1.85	2.01
Opérateur de balance — Scale operator	1.70	1.60	1.79
Ouvrier en fer et bronze d'ornamentation — Ornamental iron and bronze worker	2.00	1.90	2.11
Peintre — Painter	2.00	1.90	2.11
Peintre à plus de 45′ à l'extérieur — Painter-work done outdoors at a height exceeding 45 ft	2.20	2.10	2.34
Peintre (lettreur) doreur, décorateur — Painter (letterer), gilder, decorator	2.20	2.10	2.17
Peintre au pistolet — Spray painter	2.00	1.90	2.23
Plâtrier — Plasterer	2.40	2.30	2.73
Plombier et poseur d'appareils à chauffage — Plumber, steamfitter	2.20	2.10	
Compagnon junior — Junior journeyman	1.95	1.85	
Pompier en chef — Chief fireman	1.70	1.60	1.79
Pompier — Fireman	1.60	1.50	1.67
Porteur d'eau — Water carrier	1.15	1.05	1.17
Poseur de lattes (bois et métal) — Lather (wood or metal)	1.95	1.85	2.06
Poseur de tuile, (béton, terrazzo) — Tile, (concrete and terrazzo) layer	2.10	2.00	
Poseur de gicleurs — Sprinkler fitter	2.35	2.25	
Préposé à l'acier d'armature — Reinforcing steel worker	2.10	2.00	2.23
Préposé à l'acier de structure — Structural steel worker	Déc. prov. Prov. dec.		2.95
Préposé au chargement, au déchargement et à la manutention du ciment en vrac — Employee working at the loading, unloading and handling of cement in bulk	2.10	2.00	2.23
Préposé au fusil pour coulis de ciment — Sprayer operator, cement grouting	2.10	2.00	2.23
Préposé au fusil pour coulis de ciment (adjoint) — Assistant sprayer operator cement grouting	1.90	1.80	2.01
Préposé au malaxeur — Mixer operator	1.95	1.85	2.06
Préposé au service (garage) — Service man (garage)	1.85	1.75	1.95
Préposé aux machines à bascule (mules) — Operating Engineer (Bottom Dump)	2.20	2.10	
Préposé aux sonnettes et pièces de bois — Pile Driver and Timber Man	2.00	1.90	
Préposé au « Skid rig » — Skid rig operator	2.40	2.30	
Pointeur — Time keeper	1.70	1.60	
Riveteur — Rivetter	2.40	2.30	2.56
Scaphandrier — Diver	3.30	3.20	2.51
Soudeur (haute pression) — Welder (High pressure)	2.70	2.60	2.90
Soudeur (avec certificat) — Welder (certificated)	2.40	2.30	2.56
Soudeur — Welder	2.20	2.10	2.34
Travailleur de caisson à claire-voie — Caisson worker, grating	1.95	1.85	2.06
Travailleur de métal en feuille — Sheet metal worker	2.40	2.30	
Tailleur de granit et pierre — Stone and granite cutter	2.15	2.05	2.28
Tireur de joints — Joint pointer	1.95	1.85	2.06
Tôlier — Tinsmith	2.10	2.00	2.24
Poseur de tuile et de linoléum à la colle — Tile and linoleum layer (with glue)	1.90	1.80	2.17

	Salaire hebdomadaire Weekly rates	
Vérificateur de matériaux (semaine normale)—Material checker (standard week)	$85.50	$75.50
Gardien ou patrouilleur (72 heures) — Watchman or guard (72 hours)	88.00	82.00
Pointeur (semaine normale) — Time keeper (standard week)	85.50	75.50

b-1° Du 1er juin 1963 au 31 mai 1964 tous les taux de salaire du présent décret seront augmentés de $0.15 l'heure.

b-2° Du 1er juin 1964 au 31 mai 1965 tous les taux de salaire du présent décret seront augmentés de $0.15 l'heure.

b-1. From June 1, 1963 to May 31, 1964, all rates of wages of the present decree shall be increased by $0.15 per hour.

b-2. From June 1, 1964 to May 31, 1965, all rates of wages of the present decree shall be increased by $0.15 per hour.

b-3° Du 1er juin 1963 au 31 mai 1964 et du 1er juin 1964 au 31 mai 1965, les gardiens dont le salaire est hebdomadaire recevront la même augmentation de salaire qu'au paragraphe « *b*-1 » et « *b*-2 » de cet article, calculé sur le nombre d'heures travaillées par ces employés.

b-4° Pour les occupations suivantes le salaire est ainsi déterminé.

b-3. From June 1, 1963 to May 31, 1964 and from June 1, 1964 to May 31, 1965, watchmen paid by the week shall receive the same increase as in paragraphs "*b*-1" and "*b*-2" of this article, computed on the number of hours worked by such employees.

b-4. For the following occupations, the wages shall be as follows:

	Salaire hebdomadaire Weekly rates Zones « *A* »	« *B* »
Pointeur (semaine normale) — Time checker (standard week):		
Vérificateur de matériaux (semaine normale) — Material ckecker (standard week)		
Jusqu'au 31 mai 1964 — Until May 31, 1964	$85.50	$75.50
Du 1er juin 1964 au 31 mai 1965 — From June 1, 1964 to May 31, 1965	90.50	80.50

Pour ces occupations les taux de salaire ci-dessus sont ceux qui s'appliquent et ils ne bénéficient pas des augmentations prévues aux sous-paragraphes « *b*-1 » et « *b*-2 » du présent article.

Dans la zone « B » les taux de salaire sont réduits de $0.10 l'heure.

For these occupations, the above rates shall apply and they shall not benefit by the increases provided for under paragraphs "*b*-1" and "*b*-2" of the present article.

In zone "B", the rates of wages are $0.10 less than those of zone "A".

CHAPITRE 3

V.— *Dispositions générales*

1° *Salarié travaillant sur des échafaudages au-dessus de l'eau profonde:* Tout salarié travaillant sur des échafaudages au-dessus de l'eau profonde doit recevoir une majoration de dix ($0.10) cents l'heures du taux prévu pour son métier ou occupation.

2° *Salarié travaillant dans un caisson ouvert ou un tunnel:* Tous salariés travaillant dans un caisson ouvert ou un tunnel à plus de vingt (20) pieds de profondeur doit recevoir une majoration de vingt ($0.20) cents l'heure du taux prévu au décret pour son métier ou occupation.

3° *Salarié qui doit fournir un ou des outils:* Si, pour l'exécution de son travail, un salarié est obligé par son employeur de fournir un outil mécanisé ou motorisé, il devra recevoir, en plus du salaire de son métier ou occupation établi dans le décret, un dollar et cinquante cents ($1.50) par jour, pour chaque tel outil.

4° Tout entrepreneur-artisan qui exécute lui-même un ou des travaux mentionnés dans la juridiction industrielle du décret, est considéré comme « salarié » du métier exercé et son salaire est fixé conformément au taux de salaire stipulé dans le décret.

5° Les « meneurs » et les « pousseurs » recevront dix ($0.10) cents l'heure et les contremaîtres au travail recevront vingt-cinq ($0.25) cents l'heure en plus de leurs taux respectifs.

CHAPTER 3

V — *General provisions*

1. *Employees working on scaffoldings above edep water:* Employees working on scaffoldings above deep water shall be paid ten ($0.10) cents more per hour than the rate established for their trade or occupation.

2. *Employees working in open caissons or in tunnels:* Employees working in open caissons or in tunnels more than twenty (20) feet deep shall be paid twenty ($0.20) cents more per hour than the rate established for their trade or occupation.

3. *Employees furnishing one or Wore tools:* If, for the execution of his work, an employee is required by his employer to furnish he shall receive, over and above the rate of pay established in the decree one dollar and fifty cents ($1.50) per day per tool furnished.

4. Artisan-contractors executing themselves any one of the operations mentioned in the industrial jurisdiction of the decree shall be considered as employee of the trade plied and their wages shall be fixed in pursuance of the rates established in the present decree.

5. Gang leaders shall receive ten ($0.10) cents and foremen on the job twenty-five ($0.25) cents per hour in excess of their respective rates.

VI.— *Salaires supérieurs*

1° Les salaires actuellement payés aux salariés, s'ils sont supérieurs aux taux minima fixés dans le décret, demeurent des salaires légaux.

2° Le salarié recevant tous autres avantages supérieurs à ceux du décret, continue d'en jouir comme par le passé.

VI.— *Higher wages*

1. Higher wages actually paid to employees, if higher than those fixed by the decree, shall be the legal wages.

2. Employees who benefit by other advantages not provided under the decree shall continue to benefit by such advantages.

VII.— *Jours chômés*

1° Dans les zones « A » et « B » il n'y a pas de travail les dimanches, le 31 décembre, le premier de l'an, le 2 janvier, le Vendredi Saint, le Samedi Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, le 24 décembre et le jour de Noël.

Cette clause ne s'applique pas dans la zone « C ».

2° Tout travail régi par le décret et exécuté les jours mentionnés au paragraphe 1° du présent

VII.— *Holidays*

1. In zones "A" and "B" there shall be no work on Sundays, December 31, New Year's Day, January 2, Good Friday, Saturday before Easter, St. John the Baptist Day, Labour Day, December 24 and Christmas Day.

This clause does not apply in zone "C".

2. All operations governed by the decree and performed on days mentioned in paragraph 1 of

article, doit être rémunéré à raison de salaire double par rapport au salaire régulier, excepté pour le cas des gardiens.

VIII.— *Durée du travail*

1° Jusqu'au 31 mai 1963, dans les zones « A » et « B » la durée maximum du travail au taux régulier est de cinquante-cinq (55) heures par semaine, de 7 a.m. à 12 (midi) et de 1 p.m. à 6 p.m. du lundi au vendredi inclusivement, et de cinq (5) heures le samedi avant-midi, soit de 7 a.m. à 12 (midi).

2° Jusqu'au 8 juin 1963, dans la zone « C » les heures de travail seront de soixante (60) heures par semaine, réparties en périodes journalières de dix (10) heures par jour, soit de 7 a.m. à 12 (midi) et de 1 p.m. à 6 p.m. pour l'équipe de jour et de 7 p.m. à 6 a.m. pour l'équipe de nuit, du lundi au samedi inclusivement.

3° Du 1er juin 1963 au 31 mai 1965, dans les zones « A » et « B », la durée maximum du travai au taux régulier sera de cinquante (50) heures par semaine réparties en période journalières de dix (10) heures par jour, soit de 7 a.m. à 12 (midi) et de 1 p.m. à 6 p.m. du lundi au vendredi inclusivement. Il n'y a pas de travail le samedi.

4° Cependant, dans les zones « A » et « B », pour les mois d'hiver soit du 1er décembre au 31 mars de chaque année, à la demande d'un entrepreneur, il pourra y avoir entente pour que, durant cette période seulement, les heures de travail soient réparties de la façon suivante: de 7 a.m. à 12 (midi) et de 1 p.m. à 5 p.m. du lundi au vendredi inclusivement et de 7 a.m. à 12 (midi) le samedi, le tout sujet à une entente au préalable avec le syndicat.

5° Cependant dans la zone « C » pour la période s'étendant du 9 juin 1963 au 8 juin 1965, les heures de travail seront celles déterminées par négociations entre les parties.

IX.— *Travail supplémentaire*

1° *Pour les zones « A » et « B »:* Aucun travail ne peut être exécuté soit par les travailleurs de l'équipe de jour, soit par les travailleurs de l'équipe de nuit, en dehors des semaines, des jours et des heures régulières telles que spécifiés au décret. Cependant, dans le cas de travail urgent ou pour toute autre raison, mais ce, avec l'approbation préalable du comité paritaire, les conditions suivantes doivent s'appliquer:

a) Le travail exécuté par l'équipe de nuit entre 6 a.m. et 12 (midi) sera rémunéré à raison de salaire et demi. Le travail exécuté entre 12 (midi) et les heures suivantes par les mêmes travailleurs, sera rémunéré à raison de salaire double.

b) Le travail exécuté par l'équipe de jour entre 6 p.m. et minuit, sera rémunéré à raison de salaire et demi. Le travail exécuté entre minuit et les heures suivantes sera rémunéré à raison de salaire double.

c) Dans la zone « C », pour la période se terminant le 8 juin 1963, tout travail effectué en dehors des heures régulières de travail à la demande de l'employeur doit être rémunéré à taux régulier de salaire, plus 50% pour les cinq (5) premières heures de travail continu et au double du taux régulier pour tout travail cintinu après ces cinq (5) heures, jusqu'à achèvement dudit travail ou jusqu'au commencement de la journée régulière de travail suivante, selon l'alternative qui se présente la première.

d) Dans la zone « C », pour la période du 9 juin 1963 au 8 juin 1965, les conditions du travail supplémentaire seront celles négociées entre les parties.

the present article shall be paid double time, except in the case of watchmen.

VIII.— *Duration of work*

1. Until May 31, 1963, in zones "A" and "B", the maximum duration of work at the regular rate shall consist of fifty-five (55) hours per week distributed from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) and from 1:00 p.m. to 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusive and five (5) hours on Saturday morning, from 7:00 a.m. to 12:00 (noon).

2. Until June 8, 1963, in zone "C", the duration of work shall consist of sixty (60) hours per week, divided into daily periods of ten (10) hours, from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) and from 1:00 p.m. to 6:00 p.m. for the day shift and from 7:00 p.m. to 6:00 a.m. for the night shift, from Monday to Saturday inclusive.

3. From June 1, 1963 to May 31, 1965, in zones "A" and "B", the maximum duration of work at the regular rate shall constist of fifty (50) hours per week, divided into daily periods of ten (10) hours, from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) and from 1:00 p.m. to 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusive. There shall be no work on Saturday.

4. However, in zones "A" and "B", for winter months only, i.e. from December 1 to March 31 of every year, at the request of a contractor, the hours of work may be divided as follows: from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) and from 1:00 p.m. to 5:00 p.m. from Monday to Friday inclusive and from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) on Saturday subject, however, to previous agreement with the union.

5. However, in zone "C", for the period between June 9, 1963 and June 8, 1965, the hours of work shall be as determined by negotiation between the contracting parties.

IX.— *Overtime*

1. *In zones "A" and "B":* No hours shall be worked by the day or the night shifts outside the regular weeks, days and hours determined by the decree. However, in the case of urgent work or for any other reason, and with the previous approval of the Parity Committee, the following conditions shall apply.

a) All time worked by the night shift between 6:00 a.m. and 12:00 (noon) shall be remunerated at the rate of time and one half. All time worked after 12:00 (noon) shall be remunerated at the rate of double time.

b) All time worked by the day shift between 6:00 p.m. and midnight shall be remunerated at the rate of time and one half. All time worked after midnight shall be remunerated at the rate of double time.

c) In zone "C", for the period ending June 8, 1963, all time worked in excess of the regular hours of work, at the request of the employer, shall be remunerated at straight time plus 50% for the first five (5) continuous hours and at the rate of double time based on straight time for any continuous work after these five (5) hours, until the termination of the said work or until the beginning of the following regular day of work, whichever comes first.

d) In zone "C", for the period between June 9, 1963 and June 8, 1965, overtime shall be as negotiated between the parties.

2° *Finisseur de ciment: a)* Dans le cas des finisseurs de ciment, le surtemps n'est payable qu'après les cinquante-cinq (55) heures qui forment la semaine de travail pour la période s'étendant jusqu'au 31 mai 1963. Du 1er juin 1963 au 31 mai 1965, le surtemps ne sera payable qu'après les cinquante (50) heures qui forment la semaine de travail.

b) Cette clause ne s'applique pas dans la zone « C ».

3° *Deuxième équipe: a)* L'employeur pourra organiser une deuxième équipe de travail mais les travailleurs appelés à travailler sur cette deuxième équipe recevront un supplément de quinze ($0.15) cents l'heure en plus du salaire régulier de la tâche ou du métier qu'ils exercent.

b) Les heures de travail de cette deuxième équipe seront, jusqu'au 31 mai 1963, de 7 p.m. à 12 (minuit) et de 1 a.m. à 6 a.m. du lundi au vendredi inclusivement et de 6 p.m. à minuit le samedi.

c) Du 1er juin 1963 au 31 mai 1965, les heures de travail seront de cinquante (50) heures par semaine soit de 7 p.m. à munuit et de 1 a.m. à 6 a.m. du lundi au vendredi inclusivement.

d) Dans la zone « C », les heures de travail de l'équipe de nuit, pour la période du 9 juin 1963 au 8 juin 1965 seront celles déterminées par négociations entre les parties.

X.— *Vacances payées*

1° Tous les salariés assujettis au décret ont droit à titre de vacances payées, à une rémunération équivalente à 2% du salaire gagné. L'employeur doit remettre cette rémunération à ses salariés avec leur paie, chaque semaine.

2° À compter du 1er juin 1963 et pour la durée du décret, une rémunération équivalente à 3% du salaire gagné sera payée à chaque employé. L'employeur doit remettre cette rémunération à ses salariés avec leur paie chaque semaine.

XI.— *Contrat individuel*

Aucun contrat individuel ne peut stipuler des avantages moindres que ceux prévus au décret.

XII.— *Avis préalable*

1° Tout employeur désirant renvoyer ou faire chômer un salarié le jour de travail suivant doit l'en aviser au moins une (1) heure avant la fin de sa journée de travail.

2° À défaut de ce faire, il doit payer à tel salarié qui se rend au lieu du travail, à titre de compensation, trois (3) heures de salaires.

3° Le paragraphe précédent ne s'applique toutefois pas dans le cas où des salariés travaillant à l'extérieur en sont empêchés par la mauvaise température.

XIII.— *Paiement du salaire*

1° Tout employeur effectuant des travaux dans la juridiction territoriale du décret, devra avoir un bureau ou place d'affaire où les livres de temps, listes de paie, etc., concernant chaque employé seront à la disposition des inspecteurs ou représentants du Comité paritaire.

2° Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement chaque semaine. Cependant, pour ce qui a trait à la zone « C », la paie peut être faite toutes les deux (2) semaines ou bi-mensuellement selon la coutume établie chez l'employeur concerné.

2. *Cement finisher: a)* In the case of cement finishers, overtime shall be paid only for work in excess of the fifty-five (55) hours constituting the work week for the period ending May 31, 1963. From June 1, 1963 to May 31, 1965, overtime will be paid only for work in excess of the fifty (50) hours constituting the work week.

b) This clause does not apply in zone "C".

3. *Second shift: a)* Employers shall have the right to set up a second shift but the workers constituting that second shift shall be paid an extra of fifteen ($0.15) cents per hour in excess of their regular wages for the occupation or the trade plied.

b) The working hours of this second shift shall be, until May 31, 1963, from 7:00 p.m. to 12:00 (midnight) and from 1:00 a.m. to 6:00 a.m. from Monday to Friday inclusive, and from 6:00 p.m. to midnight on Saturday.

c) From June 1, 1963 to May 31, 1965, the hours of work shall consist of fifty (50) hours per week, i.e. from 7:00 p.m. to midnight and from 1:00 a.m. to 6:00 a.m. from Monday to Friday inclusive.

d) In zone "C", for the period between June 9, 1963 and June 8, 1965, the hours of work of the night shift shall be as determined by negotiations between the parties.

X. *Vacation with pay:*

1. All employees governed by the decree, are entitled to a vacation pay equal to 2% of the wages earned. Employers shall remit vacation pay to their employees together with their pay, every week.

2. From June 1, 1963 and for the duration of the decree, a remuneration equivalent to 3% of the wages earned shall be paid to every employee. Employers shall remit such remuneration to their employees together with their pay each week.

XI.— *Individual contracts*

No individual or private contract or agreement shall stipulate working conditions less advantageous than those determined by the decree.

XII.— *Notice*

1. Every employer who wishes to dispense with the services of an employee the following work day shall so inform that employee before the end of his work day.

2. Should the employer neglect to inform his employee, as above mentioned, and should such employee come back to work the following day, the employer shall pay him three (3) hours pay.

3. The preceding paragraph shall not apply when employees whose work is outside are kept from working by untoward weather conditions.

XIII.— *Payment of wages*

1. Every employer operating within the territorial jurisdiction of the decree shall have an office or place of business where working time records, payrolls, etc. concerning each employee shall be produced at the request of inspectors or representatives of the Parity Committee.

2. Wages shall be paid entirely and regularly each week. However, in zone "C", wages may be paid twice a month or every two (2) weeks if such is the custom of the employer.

3° Les renseignements suivants doivent être inscrits sur l'enveloppe de la paye ou sur le talon du chèque de chaque employé.

1. Nom et prénom de chaque employé;
2. La date et la période de la paye;
3. Le taux du salaire;
4. Le temps supplémentaire;
5. Les déductions faites;
6. Le montant net payé.

XIV.— *Frais de transport et de pension*

1° Si l'employeur exige que ses salariés se rendent à l'ouvrage en dehors de la ville, il doit payer temps simple pour le temps que ce déplacement occasionne à tout salarié pour se rendre et revenir dudit chantier, en dehors des heures de travail, après une demi-heure dans un sens et dans l'autre.

2° Si à cause de ce déplacement le salarié doit prendre pension à l'extérieur, l'employeur doit alors compenser la différence de $1.75 jusqu'à concurrence de $3.00 par jour si la pension est à la semaine et de $5.00 par jour si la pension est à la journée.

XV.— *Dispositions relatives à l'apprentissage*

1° Aucun apprenti dans l'un ou l'autre métiers de la construction ci-après mentionnés ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus.

2° Tout apprenti doit être inscrit comme tel au Comité paritaire.

3° Cet enregistrement doit mentionner les noms, prénoms, l'âge et l'adresse de l'apprenti: Il doit aussi contenir la date du commencement de l'apprentissage, la preuve de la continuité, de l'entraînement de l'apprenti et le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs, jusqu'à la fin de son apprentissage ci-après indiqué pour son métier.

4° Un apprenti ne peut travailler sans être accompagné d'un ouvrier qualifié.

5° Aucun employeur n'est obligé de garder à son service un apprenti dont le travail exécuté n'est pas suffisant. L'employeur a aussi le droit de renvoyer l'apprenti si ce dernier donne des preuves évidentes d'une application insuffisante à son travail ou ne se conforme pas aux usages généralement requis des apprentis de métier.

6° *Période d'apprentissage:* La période d'apprentissage est la suivante:

Métiers:	*Apprentissage période*
Amianteur	3 ans
Briqueteur	3 ans
Charpentier-menuisier	3 ans
Maçon	3 ans
Peintre, aspergeur, vitrier, décorateur	3 ans
Plâtrier	3 ans
Ouvrier tôlier	3 ans
Poseur de terrazo	3 ans
Polisseur de terrazo	2 ans
Poseur de tuile de vinyle, de caoutchouc, d'asphalte et de prélart	2 ans
Finisseur de ciment	2 ans
Forgeron sur chantier	2 ans
Soudeur	2 ans

7° *Nombre d'apprenti: a)* Dans le but d'encourager l'apprentissage des métiers du bâtiment, tout employeur est tenu d'employer au moins un (1) apprenti par deux (2) compagnons.

Dans le polissage du terrazo, un employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par compagnon.

3. The following particulars shall be given with the pay or the stub of the pay check or each employee:

1. Name in full of the employee;
2. Date and period covered by the pay;
3. Hourly rates;
4. Overtime;
5. Deductions made;
6. Net amount paid.

XIV.— *Board and transportation fees*

1. When the employer requires his employees to travel to a job outside the town, he shall pay straight time for travelling time of said employees, outside the working hours, in excess of one half-hour, on the way to or from the job.

2. If because of such travelling employees have to pay boarding expenses, employers shall pay the difference of $1.75 to the extent of $3.00 per day if boarding is paid on a weekly basis and to the extent of $5.00 per day is boarding is paid on a daily basis.

XV.— *Provisions concerning apprenticeship*

1. No apprentice, in any one of the building trades hereinafter mentioned, shall begin his apprenticeship before 16 years of age.

2. All apprentices shall be registered as such with the Parity Committee.

3. The said register shall mention the name, age and address of the apprentice; it shall also give the date of the beginning of the apprenticeship, the proof of continuity of training of the apprentice and the name and address of his first employer and of all his successive employers until the end of the period of apprenticeship hereinafter indicated for his trade.

4. An apprentice shall not work when not accompanied by a journeyman of the trade.

5. No employer is compelled to keep in his service an apprentice whose work does not prove satisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter gives evident proof of insufficient care in his work or does not abide by the general rules to be observed by trade apprentices.

6. *Period of apprenticeship:* The full period of apprenticeship shall be as follows:

Trades:	*Apprenticeship period*
Asbestos layer	3 years
Bricklayer	3 years
Carpenter-joiner	3 years
Mason	3 years
Painter, sprayerman, glazier, decorator	3 years
Plasterer	3 years
Tinsmith	3 years
Terrazzo layer	3 years
Terrazzo polisher	2 years
Vinyl, rubber and asphalt tiles and linoleum layer	2 years
Cement finisher	2 years
Blacksmith on construction	2 years
Welder	2 years

7. *Number of apprentices: a)* For the purpose of encouraging apprenticeship in the building trades, every employer shall employ a minimum of one (1) apprentice to each two (2) journeymen.

In terrazzo polishing, there shall be no more than one (1) apprentice to each journeyman.

b) L'alinéa précédent ne s'applique pas cependant aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont règlementés par une loi de cette province.

8 *Taux de salaires des apprentis:* Les taux de salaires suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

b) The preceding paragraph does not apply to trades where apprenticeship and qualification are regulated by an Act of this Province.

8. *Wage rates of apprentices:* The minimum wage rates of apprentices shall be as follows:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates* *Zones* « *A* »	« *B* »	« *C* »
Briqueteur — Bricklayer	$1.50	$1.70	$1.85
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.45	1.55	1.70
Peintre — Painter	1.45	1.55	1.70
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazo layer	1.45	1.55	1.70
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.45	1.55	1.70
Mécanicien en fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze worker	1.45	1.55	1.70
Ferblantier, couvreur, mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, électricien — Tinsmith, roofer, pipe mechanic, steamfitter, electrician:			
Durant les 2,250 premières heures de travail — First 2,250 hours of work	65% du salaire du compagnon — of journeyman's rate.		
2,250 à 4,500 heures de travail — 2,250 to 4,500 hours of work	70% du salaire du compagnon — of journeyman's rate.		
4,500 à 6,750 heures de travail — 4,500 to 6,750 hours of work	75% du salaire du compagnon — of journeyman's rate.		
6,750 à 9,000 heures de travail — 6,750 to 9,000 hours of work	85% du salaire du compagnon — of journeyman's rate.		

Les dispositions du présent article seront en vigueur jusqu'au 31 mai 1965. Les négociations pour amendement ou renouvellement du présent article devront commencer entre le 7ème et le 6ème mois précédant la date d'expiration du décret.

9° *Crédit d'apprentissage:* Les personnes qui ont fréquenté une institution d'enseignement spécialisé visée par la Loi de l'enseignement spécialisé, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 63 et amendements), ont droit à un crédit d'apprentissage proportionné à la durée des études qu'elles ont suivies et aux résultats qu'elles ont obtenus dans cette institution.

The provisions of this article shall remain in force until May 31, 1965. Negotiations for the renewal of the present article shall commence between the 7th and 6th month preceding the date of expiration of the decree.

9. *Apprenticeship credit:* All persons who attended a specialized training institution regulated by the Specialized Schools Act (R.S.Q. 1941, chapter 63 and amendments) are entitled to an apprenticeship credit based on the duration of their studies and the results thereof as determined by the institution.

XVI.— *Salariés permanents*

Les salariés préposés à l'entretien des édifices publics, tels que définis à l'article 2, chapitre 170, Statuts refondus de Québec 1941 et amendements, s'ils sont des employés permanents payés au mois ou à la semaine, bénéficient des conditions de travail suivantes:

1° Dans les zones « A » et « B », le salaire minimum des hommes de métier est de $85.00 par semaine, celui des hommes non qualifiés (journaliers) est de $78.00 par semaine.

2° La durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures sans limitation quotidienne.

3° Les salaires actuellement payés aux salariés permanents, s'ils sont supérieurs aux minima fixés dans le décret, demeurent des salaires légaux.

XVI.— *Permanent employees*

Permanent employees working at the maintenance of public buildings, as defined in section 2, chapter 170, R.S.Q., 1941 and amendments, or of an industrial or commercial establishment building, if they are permanent employees and paid on a month or week basis, shall be entitled to the following labour conditions:

1. In zones "A" and "B", the minimum wage of tradesmen is $85.00 per week, that of common workers is $78.00 per week.

2. The weekly duration of labour shall consist of forty-eight (48) hours, without daily limitation of working hours.

3. The actual wages of permanent employees, if higher than the minimum fixed in the present decree, shall remain the legal wages.

XVII.— *Dispositions diverses*

1° Aucun employeur n'a le droit de punir, de quelques manières que ce soit, directement ou indirectement un salarié qui s'absente du chantier un dimanche ou un jour de fête d'obligation de sa foi.

2° Dans tous les métiers où un matériaux est substitué au produit régulier et reconnu, comme par exemple, une brique en verre au lieu d'une brique en glaise ou en argile, le taux du salaire du métier approprié doit s'appliquer.

XVII.— *General provisions*

1. No employer has the right to punish in any way an employee absent from work on Sunday or a feast of obligation of his creed.

2. In all trades where any substitute material is erected in place of the regular and recognized commodity, such as for instance a glass brick for a brick of clay or shale, the appropriate trade wage rate shall apply.

3° Les salariés de métier, employés temporairement, dans la même semaine de calendrier, à un travail autre que leur travail régulier, doivent continuer de recevoir le taux de salaire de leur propre métier.

4° À moins d'incompatibilité, les dispositions du décret s'appliquent à toutes les sections qui y seront annexées.

5° Le décret s'appliquera à l'industrie des ascenseurs, à l'industrie du fer structural, à la construction des générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs au même titre que les autres décrets de l'industrie et des métiers de la construction: tous les décrets ou arrêté en conseil à juridiction provinciale s'appliquant à telles industries seront mis à exécution, dans la juridiction territoriale du présent décret, par le Comité paritaire qui sera formé pour appliquer tel présent décret.

XVIII.— *Durée du décret*

Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 mai 1965.

Les modifications à être faites au décret devront être soumises à l'autre partie par avis recommandé dans la période comprise entre le septième (7ième) et le sixième (6ième) mois précédent l'expiration du décret. Les négociations devront commencer au début du sixième (6ième) mois précédant la date d'expiration du décret, et être terminées dans les soixante (60) jours suivants.

S'il n'y a pas accord sur les modifications dans les soixante (60) jours susdits, l'une ou l'autre des parties aux présentes peut avoir recours au service de conciliation du Ministère Provincial du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1962. 61800-o

Avis

Industrie du Bois Ouvré
Région de Québec

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

« L'Association des Constructeurs de Québec Inc., Section du Commerce et de l'Industrie du Bois Ouvré » ;

Et, D'AUTRE PART:

« La Fédération des Travailleurs du Bois Ouvré du Canada »,

3. Skilled workers temporarily engaged, in the course of a same calendar week, in other than their regular work shall continue to be paid the wage rate of their own trade.

4. Barring incompatibility, the provisions of the decree apply to all sections to be annexed thereto.

5. The decree shall apply to the elevator industry, to the structural steel industry and to the steam generator, boiler and tank construction as do all other construction decrees; all decrees or orders in council with a provincial jurisdiction which apply to such industries shall be administered, within the territorial jurisdiction of the present decree, by the Parity Committee which will be formed to administer the said decree.

XVIII.— *Duration of the decree*

The decree remains in force until May 31, 1965.

Amendments to be made to the decree shall be submitted to the other party by way of registered notice during the period comprised between the seventh (7th) and the sixth (6th) month preceding the expiration of the decree. Negotiations shall commence at the beginning of the sixth (6th) month preceding the date of expiration of the decree, and shall be completed within the following sixty (60) days.

Should there be no agreement regarding the amendments within the sixty (60) days above mentioned, any one of the parties hereto may have recourse to the conciliation service of the Provincial Department of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1962. 61800-o

Notice

Woodworking Industry
District of Quebec

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Constructeurs de Québec Inc., Section du Commerce et de l'Industrie du Bois Ouvré";

And, ON THE OTHER PART:

"La Fédération des Travailleurs du Bois Ouvré du Canada",

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Pour fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est donnée ci-après:

a) Le terme « menuisier d'atelier, classe « A » désigne tout salarié qui de par ses propres connaissances peut exécuter ou exécute tout travail de menuiserie suivant plans et devis.

b) Le terme « menuisier d'atelier à l'établi » désigne tout salarié qui, au moyen d'outils, prépare le bois, fait l'assemblage des pièces de bois et exécute des travaux en bois aux fins de fabrication et de réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, tels que portes, châssis, encadrements de portes et châssis, armoires, escaliers, boiseries, étagères, bancs, comptoirs, etc.

c) Le terme « menuisier d'atelier sur machine » désigne tout salarié qui, au moyen de machines, prépare et assemble les pièces de bois nécessaires à la fabrication et à la réparation d'accessoires en bois, destinés aux édifices de tous genres, tels que portes, châssis, encadrements de portes et châssis, armoires, escaliers, boiseries, étagères, bancs, comptoirs, etc.

Le terme « compagnon junior menuisier d'atelier », désigne tout salarié qui en est à sa première année de pratique, après avoir complété ses trois (3) années d'apprentissage dans le métier.

d) Le terme « préposé aux machines classe « A », désigne tout salarié qui ajuste et entretient ses fers ou couteaux et qui en fait la mise en place.

e) Le terme « préposé aux machines » désigne tout salarié qui fait la mise en place des pièces de bois sur les machines et sur les bancs de scies, afin d'exécuter les opérations nécessaires à la préparation desdites pièces de bois.

f) Le mot « machiniste » désigne tout salarié préposé à l'ajustement, à l'entretien et à la réparation des machines, à l'entretien et à la réparation de l'outillage, à la fabrication et à l'affilage des couteaux de machines et au limage des scies.

g) Le terme « mécanicien de machines fixes » désigne les mécaniciens et chauffeurs préposés à la surveillance d'une installation de force motrice ou à l'opération de celle-ci, au sens du paragraphe 5 de l'article 2. de la Loi des mécaniciens de machines fixes (chapitre 178, Statuts refondus de Québec 1941 et amendements).

h) Le mot « manoeuvre ou journalier » désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

i) Le mot « expéditeur » désigne tout salarié qui habituellement s'occupe de livrer aux clients, bois de construction, tout genre de moulures, ou garnitures, de même que portes, châssis et accessoires en bois, matériaux de construction et/ou tout autre produit à être livré par un employeur.

j) Le mot « receveur » désigne tout salarié qui habituellement s'occupe de recevoir et de prendre en note toutes les marchandises ou matériaux reçus.

k) Le mot « classificateur » désigne tout salarié qui possède un certificat de classificateur émis par toute association officiellement autorisée à émettre tel certificat.

l) Le mot « chef d'équipe ou contremaître », désigne tout salarié qui, de façon régulière dirige et surveille le travail des hommes tout en travaillant lui-même à la production.

II. *Juridiction professionnelle:* La juridiction professionnelle du décret comprend tous les travaux de menuiserie mobile, de préparation et d'assemblage de pièces de bois, au moyen d'outils ou de machines, pour la fabrication et la ré-

for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purposes of enforcement of the decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) The words "shop joiner, class "A" mean any employee who is competent to perform or carry out any joining operation according to plans and specifications.

b) The words "bench joiner in the shop" mean any employee who, by means of tools, prepares wood, assembles pieces of wood and does woodwork for purposes of making or repairing wooden accessories intended for buildings of every description, such as doors, sashes, window and door frames, wardrobes, cupboards, staircases, wainscotting or panelling, shelves, benches, counters, etc.

c) The words "machine joiner in the shop" mean any employee who, by means of machines, prepares and assembles pieces of wood necessary to make and repair wooden accessories intended for buildings of every description, such as doors, sashes, door and window frames, wardrobes, cupboards, staircases, wainscotting, panelling, shelves, benches, counters, etc.

The term "shop joiner journeyman" means any employee in his first year of experience following his three (3) years of trade apprenticeship.

d) The words "machine operator, class "A" mean any employee who adjusts and maintains his irons or blades and who sets same.

e) The words "machine operator" mean any employee who places the pieces of wood on the machines and saw-beds in order to perform the operations required to prepare the said pieces of wood.

f) The word "machinist" means any employee whose work consists in adjusting and repairing machines and keeping same in repair, keeping the equipment in good order and repairing same, making and sharpening machine irons, and filing saws.

g) The words "stationary enginemen" mean enginemen and firemen in charge of the supervising or operating of a power plant, in pursuance of subsection 5 of section 2 of the Stationary Enginemen's Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 178 and amendments).

h) The words "common labourer" mean any employee who performs unqualified labour and helper's work.

i) The word "shipper" means any employee who habitually delivers to customers lumber and all kinds of mouldings or trimmings, as well as doors and window frames and wooden accessories building materials and/or any other product to be delivered by an employer.

j) The words "receiving clerk" mean any employee whose work is generally concerned with the reception and checking of goods or materials received.

k) The word "classifier" means every employee who holds a classifier's certificate issued by any association officially authorized to issue such certificate.

l) The term "shift foreman" or "foreman" means any employee whose work regularly consists in directing and supervising the men's work while doing production work himself.

II. *Professional jurisdiction:* The professional jurisdiction of the decree includes all operations of moveable joinery, the preparing and assembling of pieces of wood by means of tools or machines for the fabrication and repairing of

paration d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, y compris les opérations des ouvriers qualifiés ou non qualifiés, employés au transport, à la réception, à la livraison, à la manutention des pièces de bois de construction, de même que toute industrie ou commerce se livrant à la préparation et/ou à la vente de bois de construction. Seront également assujetties à ladite juridiction professionnelle toutes les boutiques de menuiserie ou d'ébénisterie qui fabriquent des ouvrages de menuiserie suivant plans ou spécifications.

Sont également assujettis au décret, les établissements où l'on prépare le bois, tel que le débitage, le sciage, le planage ou rabotage, la fabrication des moulures, les établissements où la matière première est le bois, comme par exemple les usines de placage, de tournage, tonnellerie, etc.

III. *Juridiction territoriale:* La juridiction du décret comprend les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Charlevoix, Dorchester, Lévis, Lotbinière, l'Islet, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec-Centre, Québec-Comté, Québec-Est, Québec-Ouest et Saint-Sauveur.

Aux fins d'application du décret, la juridiction territoriale est divisée en trois (3) zones, de la façon suivante:

Zone I: a) Les comtés de Lévis, Montmorency, Québec-Centre, Québec-Comté, Québec-Est, Québec-Ouest, Saint-Sauveur.

b) La présente zone comprend aussi les territoires appartenant au Gouvernement Fédéral.

Zone II: Les comtés de Beauce, Bellechasse, Dorchester, Lotbinière et Portneuf.

Zone III: Les comtés non compris dans les deux (2) zones précédentes.

IV. *Taux de salaires: a)* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

wooden accessories intended for buildings of every description, including the operations of skilled and unskilled employees committed to the transportation, receiving, delivery and handling of lumber, as well as any industry or trade in connection with the preparation and/or sale of lumber. Shall also be governed all joiner's and cabinet maker's shops doing joinery work according to plans or specifications.

Shall also be regulated by the decree all establishments engaged in the preparation of wood, such as cutting, sawing, planing, fabrication of mouldings, establishments where the raw material is wood as, for example, veneer, wood turning, cooperage shops, etc.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Charlevoix, Dorchester, Levis, Lotbinière, L'Islet, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Quebec-Centre, Quebec-County, Quegec-East, Quebec-West and Saint-Sauveur.

For the purposes of the decree, the territorial jurisdiction is divided into three (3) zones, as follows:

Zone I: a) The counties of Levis, Montmorency, Quebec-Centre, Quebec-County, Quebec-East, Quebec-West, Saint-Sauveur.

b) The present zone comprises also any territory belonging to the Federal Government.

Zone II: The counties of Beauce, Bellechasse, Dorchester, Lotbinière and Portneuf.

Zone III: The counties not included in the two (2) preceding zones.

IV. *Wage rates: a)* The following minimum wage rates shall be paid:

Salaires horaires — Hourly rates

	1er août 1962 — August 1, 1962			*1er octobre 1962 — October 1, 1962*			*1er avril 1963 — April 1, 1963*		
	Zones			*Zones*			*Zones*		
Catégories — Categories:	*I*	*II*	*III*	*I*	*II*	*III*	*I*	*II*	*III*
Contremaître ou chef d'équipe — Foreman or Shift foreman	$1.75	$1.65	$1.50	$1.82	$1.72	$1.56	$1.89	$1.79	$1.62
Menuisier d'atelier classe « A » — Shop joiner, class "A"	1.65	1.55	1.40	1.72	1.61	1.46	1.79	1.67	1.52
Menuisier d'atelier à l'établi — Bench jointer in the shop	1.55	1.45	1.30	1.61	1.51	1.35	1.67	1.57	1.40
Menuisier d'atelier sur machine — Machine jointer in the shop	1.50	1.40	1.25	1.56	1.46	1.30	1.62	1.52	1.35
Menuisier d'atelier, compagnon junior, 1 an — Shop joiner junior journeyman, one year	1.43	1.33	1.18	1.49	1.38	1.23	1.55	1.44	1.28
Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman	1.35	1.25	1.10	1.40	1.30	1.14	1.46	1.35	1.19
Machiniste — Machinist	1.65	1.55	1.40	1.72	1.61	1.46	1.79	1.67	1.52
Contremaître ou chef d'équipe de moulin à préparer le bois — Woodworking mill foreman or shift foreman	1.50	1.40	1.25	1.56	1.46	1.30	1.62	1.52	1.35
Gardien de nuit — Night watchman	1.20	1.10	0.95	1.25	1.14	0.99	1.30	1.19	1.03
Préposé aux machines, 1er semestre — Machine operators, 1st six months	1.35	1.25	1.10	1.40	1.30	1.14	1.46	1.35	1.19
Préposé aux machines, après le 1er semestre — Machine operators, after the 1st six months	1.40	1.30	1.15	1.46	1.35	1.20	1.52	1.40	1.25
Préposé aux machines, classe « A » — Machine, operators, class "A"	1.45	1.35	1.20	1.51	1.40	1.25	1.57	1.46	1.30
Aide préposé aux machines (moins de 19 ans) — Machine operator's helper (under 19 years of age)	1.15	1.05	0.90	1.20	1.09	0.94	1.25	1.13	0.98
Aide préposé aux machines (19 ans et plus) — Machine operator's helper (19 years of age or older)	1.35	1.25	1.10	1.40	1.30	1.14	1.46	1.35	1.19

Salaire horaires — Hourly rates

Catégories — Categories:	*1er août 1962 August 1, 1962 Zones*			*1er octobre 1962 October 1, 1962 Zones*			*1er avril 1963 April 1, 1963 Zones*		
	I	*II*	*III*	*I*	*II*	*III*	*I*	*II*	*III*
Contremaître ou chef d'équipe de cour à bois — Lumber yeard foreman or shift foreman	$1.50	$1.40	$1.25	$1.56	$1.46	$1.30	$1.62	$1.52	$1.35
Manoeuvre ou journalier — Labourer common worker	1.35	1.25	1.10	1.40	1.30	1.14	1.46	1.35	1.19
Expéditeur et receveur — Shipper and receiving clerk	1.40	1.30	1.15	1.46	1.35	1.20	1.52	1.40	1.25
Conducteur de tracteur, souleveur, camionneur — Tractor, tow-lift and truck driver	1.45	1.35	1.20	1.51	1.40	1.25	1.57	1.46	1.30
Classificateur — Classifier	1.45	1.35	1.20	1.51	1.40	1.25	1.57	1.46	1.30

b) Les salariés actuels de l'employeur assujettis au décret qui bénéficient d'un salaire supérieur à l'échelle mentionnée plus haut ne doivent pas subir de rabais à l'occasion de l'entrée en vigueur du décret ou pendant sa durée.

c) Les employés travaillant alternativement à deux ou plusieurs catégories doivent recevoir le salaire le plus élevé de ces catégories.

V. *Durée du travail: a*) Dans les cones I, II et III, la durée maximum de travail par semaine est de 48 heures réparties entre 7 a.m. et 6 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et entre 7 a.m. et midi le samedi. La durée maximum de travail par jour, dans les trois zones, est de neuf (9) heures, sauf le samedi.

b) Quant aux camionneurs, dans les trois zones, la durée maximum de travail par semaine est de 60 heures réparties entre 7 a.m. et 10 p.m.

c) Quant aux machinistes, dans les trois zones, la durée maximum de travail par semaine est de 60 heures réparties entre 6 a.m. et 12 p.m.

d) Les employeurs ont le droit de former une deuxième équipe qui peut travailler en dehors des heures de travail mentionnées aux paragraphes précédents, aux conditions suivantes:

i. L'employeur doit donner à tous les salariés de toutes catégories formant cette deuxième équipe, un supplément de $0.10 pour chaque heure de travail.

ii. Les salariés de cette deuxième équipe doivent faire au moins quarante (40) heures par semaine, sans quoi, ils doivent être payés à temps et demi.

iii. Tout travail fait par les salariés de cette deuxième équipe, dépassant quarante-huit (48) heures par semaine dans toutes les zones doit être payé à temps et demi.

VI. *Temps supplémentaire:* Pour le travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées à l'article précédent, les salariés doivent être payés au taux de salaire et demi d'après le salaires réels.

VII. *Jours chômés: a*) Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint après-midi, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le Jour de Noël également. En cas de nécessité, le travail en ces jours doit être rémunéré à raison du double du salaire régulier.

b) Après 12 mois de servide, continu ou non, pour le même employeur, tout salarié dont le nom apparaîtra sur la liste de paie dans les 15 jours qui précèdent et les 15 jours qui suivent la fête chômée, devra recevoir une rémunération équivalente à une journée de salaire au taux régulier pour les jours du Premier de l'An, la St-Jean Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et

b) The employees actually in the employ of the employers subject to the decree who receive wages higher than those determined in the above scale shall continue to receive such higher wages at the time of the coming into force of the decree and for its entire duration.

c) Employees working alternatively in two or more categories shall be paid the highest wages established for such categories.

V. *Duration of labour: a*) In zones, I, II and III, the maximum duration of work per week shall be 48 hours distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and bwteeen 7:00 a.m. and 12:00 (noon) on Saturday. The maximum duration of work per day, in the three zones, shall be nine (9) hours, except on Saturday.

b) For truck drivers, in the three zones, the maximum duration of work per week shall be 60 hours distributed between 7:00 a.m. and 10:00 p.m.

c) For machinists, in the three zones, the maximum duration of work per week shall be 60 hours distributed between 6:00 a.m. and 12:00 p.m. (midnight).

d) Employers may set up a second shift which may work outside the hours above mentioned, under the following conditions:

i. Employers shall pay to all workers of such second shift a premium of $0.10 per hour of work;

ii. Workers of such second shift shall work at least forty (40) hours per week; otherwise they shall be paid time and one half;

iii. All time worked by such second shift in excess of forty-eight (48) hours per week shall be paid time and one half.

VI. *Overtime:* For work performed outside the regular hours mentioned in the foregoing section, the employees shall be paid time and one half according to actual wages.

VII. *Days kept as holidays: a*) No work shall be performed on Sunday, New Year's Day, Good Friday afternon, St. John the Baptist, Day, Confederation Day, Labour Day and Christmas Day. In case of necessity, work performed on those days shall be paid double time based on the regular wage rates.

b) After 12 months of service, continuous or not, for the same employer, every employee whose name appears on the payroll in the 15 days preceding and the 15 days following the holiday shall be paid the equivalent of one day's pay at the regular rate for the following hoidays: New Year's Day, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day and Christmas Day.

la Noël. Si cette fête tombe un dimanche, ce congé ne sera pas payé. Si un ou plusieurs de ces congés tombent durant la vacance payée d'un employé, sa vacance est prolongée d'autant.

VIII. *a) Paiement des salaires:* Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement chaque semaine en argent ou en chèque ayant cours légal, de préférence le vendredi et accompagné des renseignements suivants:

1° Les nom et prénoms du salarié;
2° La date et la période de paie;
3° Le taux de salaire;
4° Le temps supplémentaire;
5° Les déductions faites;
6° Le montant net payé.

b) Minimum de paie: Tout employé qui se rapporte à l'usine comme à l'ordinaire et qui est renvoyé avant d'avoir accompli trois (3) heures de travail, doit recevoir une compensation minimum équivalente à trois (3) heures de salaire au taux régulier, sauf les cas de force majeure hors du contrôle de l'employeur.

IX. *Nombre d'apprentis:* Pour les fins d'application du décret, le nombre d'apprentis dans les trois (3) zones doit être le suivant pour chacun des métiers ci-après:

Menuisier d'atelier à l'établi et menuisier d'atelier sur machines: un (1) apprenti pour quatre (4) compagnons, deux (2) pour sept (7), trois (3) pour dix (10). La même échelle s'applique pour chaque multiple de 10.

Machiniste: un (1) apprenti pour un atelier assujetti au décret.

X. *Taux de salaires des apprentis:* Les taux de salaires minima des apprentis menuisiers-d'atelier-à-l'établi, menuisiers-d'atelier-sur-machines et machinistes sont les suivants:

Should this holiday fall on a Sunday, the holiday shall not be paid. Should one or more holidays fall in the vacation with pay period of an employee, his vacation shall be lengthened accordingly.

VIII. *a) Payment of wages:* Wages shall be paid regularly and entirely each week, by cheques or in currency, preferably, on Friday, with the following information:

1. Name in full of the employee;
2. Date of the pay period;
3. Wage rate;
4. Overtime;
5. Deductions;
6. Net amount paid.

b) Minimum pay: Every employee who goes to the shop as usual and who is sent back before he has worked three (3) hours shall receive a minimum pay equal to three (3) hours of work at regular rates except for circumstances beyond the employer's control.

IX. *Number of apprentices:* For the purposes of the decree, the ratio of apprentices to journeymen in the three (3) zones shall be the following for each one of the following trades:

Bench joiners and machine joiners in the shop: one (1) apprentice to four (4) journeymen, two (2) to seven (7), three (3) to ten (10). The same scale applies to every multiple of 10.

Machinist: one (1) apprentice per shop governed by the decree.

X. *Wages rates of apprentices:* The minimum wage rates of apprentices (machinists, bench and machine joiners in the shop) shall be as follows:

Salaires horaires — Hourly rates

	1er août 1962 / August 1, 1962			*1er octobre 1962 / October 1, 1962*			*1er avril 1963 / April 1, 1963*		
	Zones			*Zones*			*Zones*		
	I	*II*	*III*	*I*	*II*	*III*	*I*	*II*	*III*
Apprentis — Apprentices:									
1ère année — 1st year	$0.80	$0.75	$0.70	$0.83	$0.78	$0.73	$0.86	$0.81	$0.76
2ème année — 2nd year	0.95	0.90	0.85	0.99	0.94	0.88	1.03	0.98	0.92
3ème année — 3rd year	1.10	1.05	1.00	1.14	1.09	1.04	1.19	1.13	1.08

XI. *Congé annuel payé: a)* Un congé annuel payé d'une semaine doit être accordé par l'employeur au salarié, conformément aux dispositions de l'Ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire Minimum de Québec.

Le congé annuel payé d'une semaine au salaire régulier doit être accordé entre le 1er mai et le 1er octobre de chaque année. Cependant, par entente mutuelle les parties pourront répartir la période des vacances d'une manière qui sera jugée plus accommodante et plus satisfaisante pour les intéressés.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congés annuels, les absences autorisées, si le salarié n'a pas occupé pendant ces journées un emploi rémunéré au service d'un autre employeur assujetti au décret.

b) Avantages additionnels: Durant le congé de son salarié, l'employeur doit continuer à lui procurer les avantages en nature et autres auxquels il a droit, tels que la contribution à un fonds de pension, la contribution à une police d'assurance-groupe, les bénéfices de soins médicaux, etc.

XI. *Annual vacation with pay: a)* One week's vacation with pay shall be granted by the employer to the employee in pursuance of the provisions of Ordinance number 3, of the Minimum Wage Commission.

The vacation of one week with pay at straight time shall be given between May 1 and October 1 of each year. However, by mutual agreement, the parties may distribute the vacation period in a way deemed more convenient and satisfactory.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness, if the contract has not been cancelled, as also days on which the establishment remains closed, the annual vacation and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any other remunerated employment for an employer subject to the decree.

b) Additional advantages: In the vacation period of an employee, his employer shall continue to let the employee benefit by the material and other advantages to which he is entitled, such as the subscription to a pension fund, subscription to a group insurance policy, medical care benefits, etc.

XII. *Observance du décret:* L'observance du décret sera surveillée et assurée par le Comité paritaire de l'Industrie du Bois Ouvré de Québec à être formé entre les parties.

XIII. *Durée du décret:* Le décret prendra effet le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 1er avril 1964. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire au plus tard le 31 décembre 1963. Les parties devront commencer les négociations en janvier 1964, sinon, l'une ou l'autre des parties pourra immédiatement demander la conciliation. Un tel avis doit également être adressé au Ministère du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1962. 61800-o

Avis de modification

Industrie de l'ascenseur — Province

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à l'arrêté en conseil numéro 48 (H) du 18 janvier 1956 et amendements, concernant tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province;

Les taux de salaires pour la région de Montréal, seront remplacés par les suivants:

« *Région de Montréal:*	*Mécanicien*	*Aide*
comprenant tout le territoire situé entre la région de Hull et la région de Québec.....	$ 3.38	$2.37»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1962. 61800-o

Avis de modification

Industrie de la construction
Comtés de Terrebonne et Labelle

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux

XII. *Carrying out of the decree:* The decree shall be administered by the Parity Committee of the Wrought Wood Industry of Quebec which will be formed by the parties.

XIII. *Duration of the decree:* The decree will come into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in full effect until April 1, 1964. It then renews itself automatically from year to year unless a notice of termination be served by one party hereto to the other not later than December 21, 1963. The parties shall begin negotiations in January 1964. Otherwise, either party may immediately petition for conciliation. Such a notice shall also be filed with the Department of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1962. 61800-o

Notice of amendment

Elevator Industry — Province

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to Order in Council number 48 (H) of January 18, 1956, as amended, concerning to all the decrees governing the construction industry and trades in the province.

The rates of wages for the region of Montreal, will be replaced by the following:

"*Montreal region:*	*Mechanic*	*Helper*
including the entire territory lying between the Hull region and the Quebec region.	$ 3.38	$2.37"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette,* the Honourable Minister of Labour will consider the objections in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1962. 61800-o

Notice of amendment

Construction Industry — Counties of Terrebonne and Labelle

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to

dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle, rendue obligatoire par le décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les paragraphes « *g* » et « *l* » de l'article I seront biffés.

2° Les items:

« Ferblantier-couvreur (boutique ou chantier)
Mécanicien en isolement d'amiante
Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage:
Compagnon
Compagnon junior (1 an) »

apparaissant à l'article III seront biffés.

3° La nouvelle section « A » suivante sera ajoutée.

« SECTION « A »

Dispositions complémentaires relatives aux mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils de chauffage, soudeurs en tuyauterie, ferblantiers-couvreur et mécaniciens en isolement d'amiante.

I. *Définitions:* Pour les fins de la présente section, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme « ferblantier-couvreur » désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, en tôle et en cuivre, tels que corniches, ornementations, ventilateurs, gouttières, etc., et travaille sur les fournaises à air chaud.

b) Les couvertures en papier-bardeau ou en bardeau d'amiante et la tôle non soudée ou non agrafée et tout autre matériel s'y rapportant sont posées indifféremment par les charpentiers-menuisiers ou les ferblantiers.

c) Les termes « compagnons plombiers » et « mécaniciens en tuyauterie » désignent tout salarié pouvant exécuter des travaux courants d'un ou des métiers régis par la présente section et ayant obtenu un certificat de qualification ou licence du Bureau des Examinateurs prévu à cette fin ou pouvant fournir une déclaration assermentée qu'il est expérimenté, tel que mentionné à l'article 35 de la Loi de la convention collective, pour les municipalités de moins de cinq mille (5,000) âmes.

II. *Juridiction professionnelle:* La présente section s'applique aux travaux exécutés par les ouvriers qualifiés et les apprentis des métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de refrigération, de gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur, et mécanicien en isolement d'amiante, couvreur de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte.

III. *Taux minima de salaires: a*) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

the provisions of the Collective Labour Agreement (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle, rendered obligatory by the decree number 657 of May 13, 1948, as amended, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraphs "*g*" and "*l*" of article I will be deleted.

2. Items:

"Tinsmith-roofer (shop of job)
Asbestos insulation mechanic
Pipe mechanic, plumber, steamfitter:
Journeyman
Junior journeyman (one year)"

appearing in article III will be deleted.

3. The following new section "A" will be added.

"SECTION "A"

Complementary provisions relating to pipe mechanics, steam fitters, pipe welders, tinsmith-roofers and asbestos insulation mechanics.

I. *Definitions:* For the purposes of the present section, the following words and terms shall have the meaning hereinafter given to them:

a) The term "tinsmith-roofer" means any person doing roofing work with tile, slate, tin, copper, gravel, asphalt or tar-paper; manufacturing any tin, sheet-metal or copper objects, such as cornices, ornaments, ventilators, gutters, etc., and working on hot-air furnaces.

b) Paper or asbestos shingle and unwelded or unhooked sheet metal and any other material thereto related used for roofing work may be laid either by carpenter-joiners or tinsmiths.

c) The terms "journeyman plumber" and "pipe mechanic" mean a wage-earner able to perform the usual operations of the trade or trades governed by this section and who has obtained a certificate of competency or a license from the Board of Examiners formed for this purpose, or capable of producing a sworn statement that he is an experienced worker, as mentioned in section 35 of the Collective Agreement Act for the municipalities of less than five thousand (5,000) souls.

II. *Professional jurisdiction:* The present section governs any work performed by qualified workers and apprentices of the trades of plumber, steam fitter, refrigeration mechanic, sprinkler fitter, oxygene or electrical welder, tinsmith-roofer and asbestos insulation mechanic, roofer-gravel, tar-paper and asphalt.

III. *Minimum rates of wages: a*) The following minimum rates of wages shall be paid:

	Salaires horaires — Hourly rates					
	Terrebonne			*Labelle*		
	1 jan. 1963	*1 jan. 1964*		*1 jan. 1963*	*1 jan. 1964*	
Couvreur — Roofer	$2.10	$2.15	$2.25	$2.05	$2.10	$2.20
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	2.05	2.15	2.25	2.00	2.10	2.20
Mécanicien en tuyauterie — Pipe mechanic:						
Compagnon — Journeyman	2.05	2.15	2.25	2.00	2.10	2.20
Compagnon junior — Junior journeyman	1.90	2.00	2.10	1.85	1.95	2.05
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	2.05	2.15	2.25	2.00	2.10	2.20

b) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis:

b) The following minimum rates of wages shall be paid to apprentices:

	Salaires horaires Hourly rates Terrebonne et Labelle		
	1 jan. 1963	*1 jan. 1964*	
1ère année — 1st year	$1.00	$1.05	$1.10
2ème année — 2nd year	1.20	1.25	1.30
3ème année — 3rd year	1.40	1.45	
4ème année — 4th year	1.62		

IV. *Durée du travail: a*) La durée maximum hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures pour les hommes de métier; les journaliers peuvent faire cinquante-quatre (54) heures par semaine. Ces heures de travail sont distribuées de la façon indiquée aux paragraphes suivants:

b) Dans le comté de Terrebonne, les heures de travail sont réparties entre 7 a.m. et 6 p.m., du lundi au samedi inclusivement, formant un total de quarante-huit (48) heures par semaine.

c) Dans le comté de Labelle, les heures de travail sont réparties entre 7 a.m. et 6 p.m., du lundi au samedi inclusivement, formant un total de quarante-huit (48) heures par semaine.

d) Toutefois, à compter du 1er janvier 1964, la durée du travail sera la suivante: quarante-cinq (45) heures par semaine à raison de neuf (9) heures par jour, (excepté le samedi) cinq jours et demi (5½) par semaine. Il n'y aura pas de travail le samedi après-midi.

V. *Vacances:* À compter de l'entrée en vigueur de la présente section, tout salarié aura droit à une rémunération pour vacances de 3% de son salaire hebdomadaire.

VI. À moins d'incompatibilité, les dispositions du décret général s'appliquent à la présente section.

VII. *Durée:* La présente section entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1964. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1964 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1962. 61800-o

IV. *Duration of work: a*) The maximum weekly duration of work is forty-eight (48) hours for tradesmen; labourers may work fifty-four (54) hours per week. These hours of work are distributed as indicated in the following subsections:

b) In the county of Terrebonne, the working hours are distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., from Monday to Saturday inclusive, making a total of forty-eight (48) hours per week.

c) In the county of Labelle, the hours of work are distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., from Monday to Saturday inclusive, making a total of forty-eight (48) hours per week.

d) However, starting January 1, 1964, the duration of work shall be as follows: Forty-five (45) hours per week, nine (9) hours per day (except Saturday), five days and a half (5½) per week. No work shall be performed on Saturday afternoon.

V. *Holidays:* From the coming into force of the present section, every employee shall be entitled to a vacation remuneration of 3% of his weekly wages.

VI. Barring incompatibility, the provisions of the general decree shall apply to the present section.

VII. *Duration:* The present section comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, and remains in force until December 31, 1964. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to December 31 of the year 1964, or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec* Official Gazette.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1962. 61800-o

Avis de modification

Industrie de la Construction
Terrebonne et Labelle

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective

Notice of amendment

Construction Industry
Terrebonne and Labelle

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act

(Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes lui ont présenté une requête à l'effet de modifier comme suit le décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Terrebonne et Labelle:

1° « Le Syndicat national catholique des Métiers de la Construction de Mont-Laurier » sera accepté comme partie contractante de deuxième part.

2° L'article III sera remplacé par le suivant:

« III. *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

(R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties have petitioned him to amend as follows the decree number 657 of May 13, 1948, and amendments, relating to the building trades in the counties of Terrebonne and Labelle:

1. "Le Syndicat national catholique des Métiers de la Construction de Mont-Laurier" will be accepted as contracting party of the second part.

2. Article III will be replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates:* The following shall be the minimum wage rates for each one of the trades hereafter mentioned:

	Taux horaires — Hourly rates					
	Terrebonne			*Labelle*		
Métiers et occupations — Trades:	*1962*	*1963*	*1964*	*1962*	*1963*	*1964*
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer.	$2.15	$2.25	$2.35	$2.05	$2.15	$2.25
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	2.05	2.15	2.25	1.95	1.05	2.15
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4ème classe — Boiler fireman required to hold 4th class certificate	1.50	1.60	1.70	1.40	1.50	1.60
Chauffeur de camion (construction) — Truck driver (construction)	1.50	1.60	1.70	1.40	1.50	1.60
Chauffeur (construction) — Fireman (construction)	1.50	1.60	1.70	1.40	1.50	1.60
Conducteur d'attelage, simple ou double — Horse driver, single or team	1.50	1.60	1.70	1.40	1.50	1.60
Conducteur de bélier mécanique — Bulldozer operator	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Conducteur de niveleuse — Grader operator	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence) — Roller operator (steam or gasoline)	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Conducteur de tracteur de ferme — Farm tractor operator	1.50	1.60	1.70	1.40	1.50	1.60
Conducteur de pépine — Pepine operator	1.50	1.60	1.70	1.40	1.50	1.60
Couvreur — amiante, ardoise, tuile et composition — Roofer — asbestos, slate, tile and composition	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25
Électricien: Entrepreneur (Services personnels) — Electrician: Contractor (Personal services)	3.10	3.20	3.30	2.85	2.95	3.05
Compagnon — Journeyman	2.00	2.10	2.20	1.90	2.00	2.10
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Finisseur de plancher (boutique ou chantier) — Floor finisher (shop or job)	2.05	2.15	2.25	1.95	2.05	2.15
Finisseur de plancher (gratté à la main ou à la machine) — Floor finisher (scraped by hand or machine)	2.05	2.15	2.25	1.95	2.05	2.15
Finisseur de plancher en mastic — Mastic floor finisher	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Foreur et dynamiteur — Drill operator and blaster	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Forgeron — Blacksmith	2.05	2.15	2.25	1.95	2.05	2.15
Aide-forgeron — Blacksmith's helper	1.95	2.05	2.15	1.85	1.95	2.05
Gardien, employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite journalière de travail, maximum hebdomadaire de 72 heures) — Watchman, also employed as fireman with 4th class certificate (without daily limitation of the duration of work, weekly maximum: 72 hours)	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Gréeur — Rigger	1.80	1.90	2.00	1.70	1.80	1.90
Journalier — Commonworker	1.50	1.60	1.70	1.40	1.50	1.60
Lettreur pour fins commerciales — Commercial letterer	1.80	1.90	2.00	1.70	1.80	1.90
Limeur de scie — Saw setter	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25
Machiniste — Machinist	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25
Manoeuvre (aide plâtrier, briqueteur ou maçon) — Labourer (plasterer's, bricklayer's, mason's helper)	1.60	1.70	1.80	1.50	1.60	1.70
Mécanicien — Mechanic	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Mécanicien de machines fixes ou portatives — Stationary or portable engineman	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Peintre, décorateur, vitrier, vaporisateur — Painter, decorator, glazier, sprayman	1.80	1.90	2.00	1.70	1.80	1.90
Peintre, compagnon junior — Painter, junior journeyman	1.50	1.60	1.70	1.45	1.55	1.65
Pilonneur et lisseur d'asphalte — Asphalt ramming and levelling	1.60	1.70	1.80	1.50	1.60	1.70
Épandeur d'asphalte — Asphalt spreading	1.50	1.60	1.70	1.40	1.50	1.60
Porteur d'eau — Water carrier	1.50	1.60	1.70	1.40	1.50	1.60
Poseur de blocs de ciment — Cement block layer	1.70	1.80	1.90	1.65	1.75	1.85
Poseur d'armature métallique de béton — Concrete steel reinforcement layer	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25
Poseur de gicleurs — Sprinkler fitter	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25
Poseur de lattes, bois, métal, ten-test, gyproc, etc.— Lather, wood, metal (ten-test, gyproc, etc.)	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25
Poseur de liège isolateur — Cork insulation layer	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25

Métiers et occupations — Trades:	Taux horaires — Hourly rates Terrebonne 1962	1963	1964	Labelle 1962	1963	1964
Poseur de linoléum — Linoleum layer	$2.05	$2.15	$2.25	$1.95	$2.05	$2.15
Poseur de marbre — Marble setter	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25
Poseur de planchers en mastic — Mastic floor layer	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25
Poseur de tuile — Tile layer	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25
Poseur de tuiles d'asphalte — Asphalt tile layer	2.05	2.15	2.25	1.95	2.05	2.15
Poseur de tuiles plastiques, caoutchouc — Plastic or rubber tile layer	2.05	2.15	2.25	1.95	2.05	2.15
Poseur de « weatherstrips » — Weatherstrip layer	2.05	2.15	2.25	1.95	2.05	2.15
Préposé aux ascenseurs et monte-charge — Elevator operator	1.95	2.05	2.15	1.85	1.95	2.05
Préposé aux grues — Crane operator	1.90	2.00	2.10	1.80	1.90	2.00
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Préposé aux machines à polir le terrazzo à sec — Terrazzo polishing machine operator, dry	2.05	2.15	2.25	1.95	2.05	2.15
Préposé aux machines à polir le terrazzo, humide — Terrazzo polishing machine operator, wet	2.00	2.10	2.20	1.90	2.00	2.10
Préposé aux malaxeurs, vapeur, gaozline, huile ou électricité — Steam, gasoline, oil or electric mixer operator	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Préposé aux pelles à vapeur, gazoline, huile ou électricité — Steam, gasoline, oil or electric shovel operator	1.70	1.80	1.90	1.60	1.70	1.80
Soudeur en tuyauterie (oxyacétylène ou électricité) — Pipe welder (oxyacetylene or electric arc)	2.15	2.25	2.35	2.05	2.15	2.25
Tireur de joints de pierre — Joint pointer (stone)	1.90	2.00	2.10	1.80	1.90	2.00
Tireur de joints de planches murales — Joint pointer (wallboard)	1.80	1.90	2.00	1.70	1.80	1.90
Vérificateur du matériel et pointeur (par semaine) — Material checker and timekeeper (per week)	54.70	59.50	64.30	52.25	57.05	61.85
Gardien sur chantier (nuit et jour), les heures de travail sont celles nécessitées par l'entreprise (maximum hebdomadaire de 72 heures) par semaine — Watchman, filed (night and day), the hours of work shall be as required by employer (maximum of 72 hours per week)	66.95	74.15	81.35	59.75	66.95	74.15
Les heures de travail en plus du maximum hebdomadaire doivent être rémunérées à raison de — The hours worked in excess of the weekly maximum shall be paid at the rate of	1.10	1.20	1.30	1.05	1.15	1.25

Les contremaîtres d'une équipe de quatre (4) hommes et plus doivent être rémunérés au taux de dix ($0.10) cents de plus par heure que le salaire établi pour leur métier.

Pour les occupations spécialisées énumérées au présent article et pour lesquelles il n'y a pas d'apprentissage, les normes suivantes sont établies pour une période d'entraînement d'un (1) an:

1er semestre: le taux du journalier.

2ème semestre: taux moyen en prenant comme termes le taux du journalier et celui établi dans l'échelle de salaires précédente.

L'employeur doit indiquer sur l'enveloppe de paie ou le talon du chèque, le montant du salaire, la rémunération payable à titre de vacances, les déductions se rapportant à l'impôt sur le revenu, à l'assurance-chômage et au prélèvement du Comité paritaire. »

3° Les paragraphes « *b* » et « *c* » de l'article IV seront remplacés par les suivants:

« *b*) Dans les comtés de Terrebonne et Labelle, les heures de travail sont réparties entre 7 a.m. et 6 p.m. du lundi au samedi inclusivement, formant un total de quarante-huit (48) heures par semaine.

c) Dans les comtés de Terrebonne et Labelle, à compter du 1er janvier 1964, les heures de travail seront réparties comme suit: entre 7 a.m. et 6 p.m. du lundi au vendredi, et entre 7 a.m. et midi le samedi, le tout formant un total de quarante-cinq (45) heures par semaine.

À compter du 1er janvier 1964, les journaliers pourront travailler quarante-huit (48) heure par semaine, distribuées entre les heures ci-haut mentionnées. »

Foremen in charge of four (4) or more men shall receive ten ($0.10) cents more per hour than the rate set for their trade.

For specialized occupations enumerated in the present article and for which there is no apprenticeship, the following shall be the basis for computing the beginners' rates for a training period of one (1) year:

1st six months: labourer's rate.

2nd six months: average rate between labourer's rate and the rate established in the foregoing wage scale.

Employers shall mention on the pay envelope or on the stub accompanying the cheque the amount of wages, the amount payable as vacation pay, income tax, unemployment insurance and Parity Committee's levy deductions."

3. Paragraphs "*b*" and "*c*" of article IV will be replaced by the following:

"*b*) In the counties of Terrebonne and Labelle, the working hours are distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. from Monday to Saturday inclusively, making a total of forty-eight (48) hours per week.

c) In the counties of Terrebonne and Labelle, starting January 1st, 1964, the working hours will be distributed as follows: between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. from Monday to Friday, and between 7:00 a.m. to noon on Saturday, making a total of forty-five (45) hours per week.

Starting January 1, 1964, labourers may work forty-eight (48) hours per week, distributed between the hours hereabove mentioned."

4° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article VIII-A:

« À compter du 1er janvier 1964, la rémunération pour les vacances payées sera de 3% du salaire hebdomadaire. »

5° Le dernier alinéa de l'article X sera remplacé par le suivant:

« Toute personne à laquelle est confié du travail à forfait ou à la pièce est un entrepreneur pour les fins du décret. »

6° L'article XVI sera remplacé par le suivant:

« XVI. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1964. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours, ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de l'année 1965 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 7 juillet 1962. 61800-o

4. The following sub-paragraph will be added to article VIII-A:

"Starting January 1, 1964, vacation pay shall be of 3% of the weekly pay."

5. The last sub-paragraph of article X will be replaced by the following:

"Every person to whom job or piece-work is given shall, for the purposes of the decree, be considered as a contractor."

6. Article XVI will be replaced by the following:

"XVI. *Duration of the decree:* The present decree shall remain in force until December 31, 1964. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to January 1 of the year 1964 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1962. 61800-o

Avis de modification

Établissements commerciaux — Rimouski

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 1721 du 16 décembre 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe « *d* » suivant sera ajouté à l'article I:

« *d*) *Manoeuvre:* Le terme « manoeuvre » désigne tout employé qui ne remplit aucune fonction définie dans le présent article. »

2° Le paragraphe « *a* » de l'article III sera remplacé par le suivant:

« III. *Heures de travail:* a) Les heures de commencement et de cessation du travail dans tous les établissements commerciaux assujettis au présent décret sont les suivantes:

1° *Pour les magasins de gros, quincailleries, matériaux de construction et les magasins de meubles:*

Lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8 a.m. à 6 p.m.;
Vendredi: de 8 a.m. à 10 p.m.;
Samedi: de 8 a.m. à midi.

2° *Pour tous les autres magasins:*

Lundi: de 1 p.m. à 6 p.m.;
Mardi, mercredi et jeudi: de 8 a.m. à 6 p.m.;

Notice of amendment

Commercial Establishments — Rimouski

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Rimouski, rendered obligatory by the decree number 1721 of December 16, 1948, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. The following paragraph "*d*" will be added to article I:

"*d*) *Labourer:* The word "labourer" means any employee whose work is not covered by the definitions of this article."

2. Paragraph "*a*" of article III be replaced by the following:

"III. *Hours of work:* a) The starting and finishing times in all commercial establishments governed by the present decree shall be as follows:

1. *In wholesale stores, hardware, building materials and furniture stores:*

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 12:00 (noon).

2. *In all other stores:*

Monday: 1:00 p.m. to 6:00 p.m.;
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Vendredi: de 8 a.m. à 10 p.m.;
Samedi: de 8 a.m. à 6 p.m.
Cependant, du 15 juin au 31 août, les heures mentionnées à l'alinéa 1° s'appliquent à tous les magasins.

3° En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler à la vente au comptoir ou par téléphone, et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente au comptoir ou par téléphone. »

3° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article VI:

« Cependant, si la Toussaint, l'Épiphanie, l'Immaculée Conception tombent un vendredi, les heures de travail pourront être prolongées jusqu'à 10 la veille, excepté les magasins de gros, quincaillerie, matériaux de construction, où la cessation de travail sera à 6 p.m. »

4° Les items suivants seront ajoutés dans l'échelle de salaires apparaissant à l'article VII:

« Manoeuvre	$48.00
Manoeuvre (l'heure)	1.10»

5° Le dernier paragraphe de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« Un ajustement sur le salaire réel, à la hausse ou à la baisse, de $0.80 par semaine pour les hommes et de $0.65 par semaine pour les femmes doit être fait à tous les employés pour chaque changement de 1.0 point dans l'indice fédéral des prix à la consommation publié par le Bureau Fédéral de la Statistique en prenant comme base 127.4 »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1962. 61800-o

Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.
However, from June 15 to August 31, the hours mentioned in sub-paragraph 1. apply to all stores.

3. Outside the hours above mentioned, no employee shall do sales work at the counter or telephone, and no employer or professional employer shall cause an employee to do sales work at the counter or telephone."

3. The following sub-paragraph will be added to article VI:

"However, when All Saints Day, Epiphany Day, Immaculate Conception Day fall on a Friday, hours may be worked until 10:00 on the day before the holiday with the exception of wholesale stores, hardware and building materials stores or establishments where work shall cease at 6:00 p.m."

4. The following items will be added in the scale of wages appearing in article VII:

"Labourer	$48.00
Labourer (per hour)	1.10"

5. The last paragraph of article VII will be replaced by the following:

"There shall be a wage readjustment (based on actuel wages), either increase or decrease, of $0.80 per week for male employees and of $0.65 per week for female employees for each change of 1.0 point in the Federal Consumer Price Index as published by the Federal Bureau of Statistics, 127.4 being the basic figure for computing such readjustment."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, July 7, 1962. 61800-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 645 du 26 juin 1957, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1040 du 26 juin 1962, (section « C »), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 6 juillet 1962 au 1er juin 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 645 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec, formed under decree number 645 of June 26, 1957, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1040 of June 26, 1962, (Section "C"), pursuant to the provision of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from July 6, 1962 to June 1, 1963; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by decree number 645 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll.

b) Les salariés assujettis au décret numéro 645 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

c) Les artisans assujettis au décret numéro 645 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

2. *Mode de perception*

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et les salaires gagnés par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire. Ce rapport, dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire, entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Le Comité parifaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation des rapports mensuels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, district de Québec, pour la période se terminant le 1er juin 1963.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE, DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 1er juin 1963.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$2,250.00
Salariés	2,250.00
Artisans	300.00
Recettes diverses, honoraires d'examens	200.00
	$5,000.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire et bureau	$1,200.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement	2,600.00
Papeterie et vérification	300.00
Jetons de présence et autres dépenses	900.00
	$5,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1962. 61800-o

b) The employees governed by the said decree, number 645 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

c) The artisans governed by the said decree, number 645 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages established for the employees with the lowest pay, according to their occupation.

2. *Mode of collection*

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee, on forms supplied for that purpose by the said Committee, a report indicating the hours of labour and the wages earned by every one of his employees governed by the decree, and the sums sent to the Parity Committee. Such report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the assessments payable by the professional employer and by his employees. All such sums shall be paid with money that is current in the Province.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages earned or allowances owed to every one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

These assessments shall be paid every month to the Parity Committee, between the 1st and the 10th day of each month.

The Parity Committee has the right to require sworn monthly reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Annexed hereto is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec, for the period ending June 1, 1963.

THE PARITY COMMITTEE OF THE FUR INDUSTRY, DISTRICT OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending June 1, 1963.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$2,250.00
Employees	2,250.00
Artisans	300.00
Various receipts, examinations fees	200.00
	$5,000.00
Disbursements:	
Salaries: secretary and office	$1,200.00
Inspector: salary and travelling expenses	2,600.00
Stationery and audition	300.00
Attendance fees and other expenses	900.00
	$5,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1962. 61800-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication en métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal établi en exécution du décret numéro 827 du 14 août 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1040 du 26 juin 1962, section « D », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1962 au 1er mars 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions bonis, allocations, qu'ils versent aux employés régis par ledit décret numéro 827 et amendements;

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 827 et amendements doivent également payer au comité paritaire 1/8 de 1% du salaire gagné par eux dans l'exécution du travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par le décret numéro 827 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes dues au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication en métal en feuille pour la période devant se terminer le 1er mars 1963.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION EN MÉTAL EN FEUILLE
4960 rue DeSorel, Montréal.

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry whose head office is in Montreal, established under decree number 827 of August 14, 1958, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1040 of June 26, 1962, section "D" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1st, 1962 to March 1st, 1963; and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree number 827 and amendments.

b) All artisans subject to decree number 827 and amendments must also pay to the Parity Committee 1/8 of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree number 827 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity Committee. The professional employers shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect at each pay period from the wages of everyone of their employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

3. *Financial report*

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a report of its financial operations to the Minister of Labour, for the priods ending March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the period ending March 1st, 1963.

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL FABRICATING INDUSTRY
4960, DeSorel, Montreal

État des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication en métal en feuille pour l'administration du décret numéro 827, pour la période comprise entre le 1er juillet 1962 et le 1er mars 1963.

Recettes:	
Cotisations (1/8 de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 7,335.00
Salariés	7,335.00
Intérêts sur obligations	1,000.00
	$15,670.00
Déboursés:	
Comité paritaire des matériaux de construction (services à $1,150.00 par mois)	$ 9,200.00
Salaires: Secrétaire-trésorier et inspecteur	5,335.00
Dépenses de voyage (inspecteurs)	2,335.00
Impressions et papeterie	465.00
Frais légaux	1,000.00
Jetons de présence et dépenses	2,550.00
Frais divers et imprévus	335.00
Dépenses du bureau et divers	335.00
	$21,555.00
Déficit à être comblé par réserve	5,885.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1962. 61800-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la Région de Québec, établi en exécution du décret numéro 973 du 30 juin 1948 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1040 du 26 juin 1962, section « E », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 10 juillet 1962 au 10 juillet 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de $36.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, for the administration of decree No. 827 and amendments, for the period from July 1st, 1962 to March 1st, 1963.

Receipts:	
Cottisations (1/8 of 1%):	
Levies from professional employers	$ 7,335.00
Levies from employees	7,335.00
Income from bond investments	1,000.00
	$15,670.00
Disbursements:	
Building Materials Joint Committee (Services $1,150.00 per month)	$ 9,200.00
Salaries: Secretary-treasurer and Inspector	5,335.00
Travelling expenses (inspector)	2,335.00
Printing and stationery	465.00
Legal expenses	1,000.00
Attendance fees and expenses	2,550.00
Unforeseen expenses and sundries	335.00
Office expenses and miscellaneous	335.00
	$21,555.00
Deficit to be taken from reserve	$ 5,885.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1962. 61800-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec district formed under decree number 973 of June 30, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1040 of June 26, 1962, Section "E", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees, according to the following conditions:

1. *Assessments*

The period of levy extends from July 10, 1962, to July 10, 1963; this levy shall be laid as follows:

a) The professional employers regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage of $36.00 per week.

c) The employees regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee,

prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3, *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, pour la période comprise entre le 10 juillet 1962 et le 10 juillet 1963.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC
108, 13ième rue, Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 juillet 1962 et le 10 juillet 1963.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 7,840.00
Salariés	7,840.00
Artisans	320.00
	$16,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 5,200.00
Inspecteur	4,420.00
Frais de déplacement:	
Inspecteur	400.00
Administration	900.00
Loyer de bureau	528.00
Frais légaux	800.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone	350.00
Ameublement et accessoires de bureau	300.00
Vérification des livres	120.00
Assurance et frais de cautionnement, fonds de pension	700.00
Jetons de présence aux membres du Comité	600.00
Bureau des examinateurs	1,200.00
Dépréciation	50.00
Dépenses diverses et imprévues	432.00
	$16,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 juillet 1962. 61800-o

the assessments laid upon his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiry of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Committee by his employees. The Committee has the right to demand sworn reports whenever it deems it advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuant of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec District for the period between July 10, 1962 and July 10, 1963.

PARITY COMMITTEE OF METAL TRADES OF THE QUEBEC DISTRICT
108, 13th Street, Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 10, 1962 and July 10, 1963.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 7,840.00
Employees	7,840.00
Artisans	320.00
	$16,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 5,200.00
Inspector	4,420.00
Travelling expenses:	
Inspector	400.00
Administration	900.00
Office rent	528.00
Legal fees	800.00
Stationery, printing, postage, telephone	350.00
Furniture and office equipment	300.00
Audition	120.00
Insurance and fidelity bond and pension fund	700.00
Meeting expenses of committee members	600.00
Board of examiners	1,200.00
Depreciation	50.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	432.00
	$16,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 7, 1962. 61800-o

Office des Marchés Agricoles du Québec

Le plan conjoint des producteurs de bois de la région de Rimouski-Rivière-du-Loup

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Désignation — administration — juridiction.

1° Le présent plan conjoint est désigné sous le nom de « Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Rimouski-Rivière-du-Loup ».

2° Ce plan conjoint régit la mise en marché et la vente du bois tendre et dur provenant des boisés, autres que ceux affermés par la Couronne, des cultivateurs et des propriétaires de lots à bois de la région de Rimouski-Rivière-du-Loup.

Aux fins des présentes, la région de Rimouski-Rivière-du-Loup comprend les paroisses suivantes:

Comté de Rimouski:

Pointe-au-Père, St-Marcellin, St-Anaclet, Ste-Blandine, St-Narcisse, Esprit-Saint, Trinité des Monts, St-Guy, St-Médard, St-Mathieu, St-Simon, St-Fabien, Bic, St-Valérien, Sacré-Coeur, Rimouski, Ste-Odile, St-Eugène.

Comté de Rivière-du-Loup:

Trois-Pistoles, Isle Verte, Cacouna, St-Paul Lacroix, St-Modeste, St-Épiphane, Petite Isle Verte, Rivière Trois-Pistoles, St-Jean-de-Dieu, St-Arsène, St-François Viger, St-Éloi, Ste-Françoise.

3° L'application, la conduite, la réglementation, le contrôle et l'administration du présent plan conjoint sont confiés au « Syndicat des producteurs de bois de Rimouski » qui a sa principale place d'affaires à 303, rue St-Germain, Rimouski, comté de Rimouski, Qué.

4° Les administrateurs de ce Syndicat sont présentement:

Quebec Agricultural Marketing Board

The Rimouski-Rivière du Loup Region Wood Producers' Joint Plan

Notice of sanction of a joint marketing plan

Notice is hereby given that, in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions the following marketing plan, duly approved by at least 75% in number and value of all the producers concerned.

Designation — administration — jurisdiction.

1. The present joint plan is designated as: "The Rimouski-Rivière-du-Loup Region Wood Producers' Joint Plan".

2. This joint plan governs the marketing and sale of softwood and hardwood from woodlots, other than those of the Crown, from farm woodlots or owners of woodlots in the Rimouski-Rivière-du-Loup region.

For the purposes and extent of the present plan, the Rimouski-Rivière-du-Loup region includes the following parishes:

Rimouski county:

Pointe-au-Père, St. Marcellin, St. Anaclet, St. Blandine, St. Narcisse, Esprit-Saint, Trinité des Monts, St. Guy, St. Médard, St. Mathieu, St. Simon, St. Fabien, Bic, St. Valérien, Sacré-Coeur, Rimouski, St. Odile, St. Eugène.

Rivière-du-Loup county:

Trois-Pistoles, Isle Verte, Cacouna, St. Paul Lacroix, St. Modeste, St. Épiphane, Petite Isle Verte, Rivière Trois-Pistoles, St. Jean de Dieu, St. Arsène, St. François Viger, St. Éloi, St. Françoise.

3. The application, management, regulation, control and administration of this plan are entrusted to the "Rimouski Wood Producers' Syndicate", which has its principal place of business at 303, St. Germain Street, Rimouski, Rimouski County, Que.

4. The administrators of this Syndicate are presently:

Nom — Name	Adresse — Address	Fonction — Function
Maurice Chénard	St-Anaclet	Adm.-Administrator.
Antoine Blais	Trinité des Monts	Adm.-Administrator.
Georges Chénard	Bic	Adm.-Administrator.
Louis Parent	St-Mathieu	Adm.-Administrator.
Laurent Rioux	Trois-Pistoles	Adm.-Administrator.
Irenée Talbot	Isle Verte	Adm.-Administrator.
Sylvio Côté	Cacouna	Adm.-Administrator.

Ces administrateurs resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par le Syndicat des producteurs de bois de Rimouski, mais qui ne devra pas être éloignée de plus de douze (12) mois de la date de l'avis de sanction du plan conjoint.

These administrators shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the Rimouski Wood Producers' Syndicate, but shall not extend further than twelve (12) months from the date of sanction of the plan.

5° Les administrateurs subséquents du Syndicat des producteurs de bois de Rimouski seront élus à l'assemblée annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint. On ne devra pas élire plus d'un administrateur par paroisse.

6° Tout administrateur du Syndicat des producteurs de bois de Rimouski qui cesse d'être un producteur régi par le plan conjoint, ou qui devient autrement inapte à remplir ses fonctions, sera remplacé par les autres administrateurs en fonction dudit Syndicat.

7° Les agents de négociation et de vente sont le « Syndicat des producteurs de bois de Rimouski », ses délégués ou représentants.

Pouvoirs, devoirs, obligations et attributions.

8° Les pouvoirs, devoirs, obligations et attributions qui sont conférés par l'Office des Marchés Agricoles du Québec au Syndicat des producteurs de bois de Rimouski, en plus de ceux qui lui ressortissent de la personnalité civile et corporative, sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement, mais non restrictivement, les suivants:

a) Appliquer, administrer, conduire, contrôler et surveiller le plan conjoint;

b) Réglementer, diriger, coordonner, contrôler, surveiller et améliorer la mise en marché du bois tendre et dur des producteurs régis par le présent plan conjoint, y compris la quantité, l'endroit et le temps où ce produit commercialisé peut être mis en marché;

c) Orienter la production et réglementer la mise en marché du présent produit commercialisé en accord avec l'accroissement des boisés de ferme et les besoins du marché;

d) Améliorer les débouchés existants;

e) Assurer la mise en marché de produits de qualité en déterminant les classes, qualités et variétés de bois tendre et dur qui doivent être mis en marché par les producteurs régis par le plan conjoint;

f) Mesurer, apprécier et estimer les boisés, de même que leur quantité et qualité;

g) Exiger, avec l'autorisation de l'Office des Marchés Agricoles du Québec, des acheteurs de bois tendre et dur, une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière;

h) Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

i) Exiger et recevoir une contribution de chaque producteur de bois tendre et dur soumis au plan conjoint. Cette contribution doit être payée par tous les producteurs régis par le plan conjoint, de la manière prescrite par le Syndicat des producteurs.

Cette contribution sera au maximum de $0.35 cents par corde de bois mise en marché, mesurant 4′ x 8′ x 4′ ou son équivalent, ou tout autre contribution dûment sanctionnée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec. Elle devra être remise au Syndicat des producteurs de bois de Rimouski, et ne servir exclusivement qu'à défrayer les dépenses normales d'administration et d'exécution du plan conjoint.

Si l'Office des Marchés Agricoles du Québec le juge à propos, les surplus accumulés au cours d'une année par les contributions faites aux producteurs de bois seront distribués à la fin de l'année à ces mêmes producteurs, selon le nombre de cordes de bois ou de mille pieds qu'ils auront vendu par l'entremise du plan conjoint;

5. The subsequent administrators of the producers' Syndicate shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan. Only one administrator in each parish should be elected.

6. Any administrator of the Rimouski Wood Producers' Syndicate who ceases to be a producer bound by the plan, or becomes otherwise inapt to fulfill his duties, shall be replaced by the other administrators on duty of the said Syndicate.

7. The negotiating and selling agents are the "Rimouski Wood Producers' Syndicate", its delegates or representatives.

Powers, duties, obligations and attributions.

8. The powers, duties, obligations and attributions granted to the Rimouski Wood Producers' Syndicate, in addition to those resulting from its civil and corporate character, are those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, the following:

a) Apply, administer, manage, control, supervise the joint plan;

b) Regulate, manage, co-ordinate, control, supervise and improve the marketing of softwood and hardwood from producers bound by the present joint plan, including the quantity, the place where and the time when, this product may be marketed;

c) Orient production and regulate the marketing of the present marketed product in accordance with the growth-increase of farm woodlots and the needs of the market;

d) Improve existing outlets;

e) Ensure the marketing of quality products by determining the grades, qualities and varieties of softwood and hardwood which are marketed by producers bound by the joint plan;

f) Measure, appreciate and appraise woodlots, as well as their quantity and quality;

g) Request from buyers of softwood and hardwood, with the Quebec Agricultural Marketing Board's approval, a guarantee or a proof of financial responsibility;

h) Co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product and, for that purpose, exercise the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation;

i) Request and receive a contribution from each producer of softwood and hardwood bound by the joint plan. This contribution must be paid by all the producers bound by the joint plan, in the manner prescribed by the producers' Syndicate.

This contribution shall be of $0.35 cents (maximum) per cord of wood measuring 4′ x 8′ x 4′ or the equivalent, or any other contribution duly approved by the Quebec Agricultural Marketing Board. It must be remitted to the Rimouski Wood Producers' Syndicate and must serve exclusively to defray the normal expenditures incurred in the administration of the joint plan.

Should the Quebec Agricultural Marketing Board deem it advisable, surpluses accumulated in the course of a year, in consequence of the contributions deducted from the sums paid to the wood producers, shall be distributed to these same producers at the end of the year, according to the number of cords or thousand feet of wood sold through the joint plan;

j) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan conjoint de la gestion et de l'administration du Syndicat des producteurs et du plan conjoint, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

k) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

l) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder au Syndicat des producteurs de bois de Rimouski;

m) Négocier avec les compagnies forestières, courtiers, distributeurs, transformateurs, agents-acheteurs et tout autre acheteur, ainsi qu'avec les voituriers et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec, en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec.

Généralement:

La mise en marché et la vente des bois tendres et durs des producteurs régis par le plan conjoint;

Et particulièrement:

(I) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de bois aux compagnies forestières ou autres acheteurs ou agents-acheteurs;

(II) Les conditions, modalités et prix de transport du bois tendre et dur des producteurs régis par le plan conjoint;

(III) L'appréciation de la qualité et de la quantité des produits du bois, mis en marché selon le plan conjoint, par les représentants attitrés et compétentes du Syndicat des producteurs de bois de Rimouski;

(IV) Les normes de qualité, d'inspection et de mesurage des bois tendres et durs;

(V) Le prix de vente, les conditions et le mode de paiement du bois des producteurs régis par le présent plan conjoint;

(VI) Le mode et le montant de la retenue, par l'acheteur, des contributions nécessaires pour l'administration du plan, et leur remise au Syndicat des producteurs de bois de Rimouski;

(VII) La durée des contrats et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

(VIII) Les sources d'approvisionnement en bois desdits acheteurs et les quantités de bois tendre et dur à être mises en marché;

(IX) Les modalités nécessaires pour assurer la protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercer à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

(X) La formation, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, d'un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les désaccords qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

(XI) La formation d'un Comité de coopération pour tenter de régler les différends qui pourront survenir entre les parties dans le cours de l'exécution des conventions souscrites selon le plan conjoint sanctionné par les présentes;

(XII) Tout autre facteur susceptible d'améliorer la mise en marché du bois tendre et dur.

9° L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: « Le Syndicat des producteurs de bois de Rimouski ».

j) Render an annual account to the producers bound by the joint plan of the administration and management of the producers' Syndicate and of the joint plan, including the presentation of a detailed financial statement;

k) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

l) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the Rimouski Wood Producers' Syndicate;

m) Negotiate with forestry companies, brokers, distributors, processors, buying agents and any other buyer, as well as carriers and other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board, under article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

Generally:

The marketing and sale of softwood and hardwood from producers bound by the joint plan;

And particularly:

(I) Conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers of wood to forestry companies or other buyers or buying agents;

(II) Conditions, modalities and price of transportation of softwood and hardwood from producers bound by the joint plan;

(III) The appreciation of the quality and quantity of forestry products marketed through the joint plan by the duly accredited and competent representatives of the Rimouski Wood Producers' Syndicate;

(IV) Norms of quality, inspection and measurement of softwood and hardwood;

(V) The selling price, conditions and mode of payment of wood from producers bound by the present joint plan;

(VI) The mode and amount of deduction, by the buyer, of the contributions necessary for the financing of the plan, and their remittance to the Rimouski Wood Producers' Syndicate;

(VII) The duration of the agreements and conditions of renewal as well as those permitting the re-opening of negotiations;

(VIII) The buyers' sources of supply of wood, and the quantities of softwood and hardwood to be marketed;

(IX) The necessary measures to ensure protection to producers, their officers or representatives against reprisals which might be exercised against them for their activities in the presentation, adoption or application of the joint plan;

(X) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a final and binding decision on conflicts submitted to it. This board may be the Quebec Agricultural Marketing Board;

(XI) The formation of a co-operation committee to endeavour to settle grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the joint plan hereby sanctioned;

(XII) Any other factor likely to improve the marketing of softwood and hardwood.

9. The body constituted to supervise and control the carrying out of the joint plan defined in the present notice is: "The Rimouski Wood Producers' Syndicate".

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan conjoint et provenant du territoire auquel il s'applique.

Les acheteurs, ou leurs représentants ou agents attitrés, sont tenus de négocier avec le Syndicat des producteurs de bois de Rimouski, ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan conjoint.

Montréal, ce 27ième jour de juin 1962.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire,
GILLES PRÉGENT.

61801-o

The present joint plan becomes into force as from the present notice and is binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers, or their accredited representatives or agents, are bound to negotiate with the Rimouski Wood Producers' Syndicate or its negotiating agent or agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, this 27th day of June, 1962.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Secretary.

61801-o

Le plan conjoint des producteurs de lait nature de Charlevoix

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapter 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Désignation — administration — juridiction

1° Le présent plan conjoint est désigné sous le nom de: « Plan conjoint des producteurs de lait nature de Charlevoix ».

2° Ce plan conjoint régit tous les producteurs de lait pour fin de consommation à l'état nature, expédiant leur lait et produits laitiers à toute usine de pasteurisation ou tout établissement laitier sis dans le comté de Charlevoix, et à tous les autres établissements laitiers achetant les surplus de lait de ces mêmes producteurs.

3° L'application, la conduite, la réglementation, le contrôle et l'administration du présent plan conjoint sont confiés à « L'Office des producteurs de lait nature de Charlevoix », qui a sa principale place d'affaires à la Baie St-Paul, comté de Charlevoix.

4° Cet office de producteurs est formé de sept (7) administrateurs, tous producteurs-fournisseurs de lait aux établissements laitiers visés par le présent plan conjoint, dont un président, un vice-président et un trésorier.

5° Les administrateurs provisoires de l'office de producteurs ci-haut désigné sont:

The Charlevoix Fluid Milk Producers' Joint Plan

Notice of sanction of a joint marketing plan

Notice is hereby given that, in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions the following marketing plan, duly approved by at least 75% in number and value of all the producers concerned.

Designation — administration — jurisdiction.

1. The present joint plan is designated as: "The Charlevoix Fluid Milk Producers' Joint Plan".

2. This joint plant is binding upon all fluid milk producers, shipping their milk and dairy products to any pasteurizing plant or any dairy establishment located in Charlevoix County, and to all other dairy establishments buying milk surpluses from these same producers.

3. The application, management, regulation, control and administration of the present joint plan are entrusted to "The Charlevoix Fluid Milk Producers' Board", which has its principal place of business at Baie St-Paul, Charlevoix County.

4. This producers' board is composed of seven (7) administrators, all producers-suppliers of milk to the dairy establishments governed by the present joint plan, including a President, a Vice-President and a Treasurer.

5. The provisional administrators of the above-named producers' board are:

Nom — Name	Adresse — Address	Fonction — Function
Michel Fortin	Baie St-Paul	Président–President.
Gustave Villeneuve	La Malbaie	Vice-Président–Vice-President.
Louis Savard	La Malbaie	Trésorier–Treasurer.
Robert Tremblay	Clermont	Directeur–Director.
Eugène Simard	Baie St-Paul	Directeur–Director.
Ovide Boily	Baie St-Paul	Directeur–Director.
Adélard Duchesne	Pointe au Pic	Directeur–Director.

Ces administrateurs provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui

These provisional administrators shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which

sera fixée par l'office des producteurs de lait nature de Charlevoix, mais qui ne devra pas être éloignée de plus de douze (12) mois de la date de l'avis de sanction du plan conjoint.

6° Les administrateurs subséquents de l'office des producteurs de lait nature de Charlevoix seront élus à l'assemblée annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

7° Tout administrateur dudit office de producteurs qui cesse d'être un producteur régi par le plan conjoint, ou qui devient autrement inapte à remplir ses fonctions, sera remplacé par les autres administrateurs en fonction.

8° Les agents de négociation et de vente sont: « L'Office des producteurs de lait nature de Charlevoix », ses délégués ou représentants.

Pouvoirs, devoirs, obligations et attributions.

9° Les pouvoirs, devoirs, obligations et attributions qui sont conférés par l'Office des Marchés Agricoles du Québec à l'office des producteurs de lait nature de Charlevoix, en plus de ceux qui lui ressortissent de la personnalité civile et corporative, sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement, mais non restrictivement, les suivants:

a) Appliquer, administrer, conduire, contrôler et surveiller le plan conjoint;

b) Règlementer, diriger, coordonner, contrôler, surveiller et améliorer la mise en marché du lait des producteurs régis par le présent plan conjoint;

c) Encourager et orienter la production selon les besoins du marché, améliorer les débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité, conformément aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétés par toute autorité ayant juridiction en la matière;

d) Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors de la Province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute Loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

e) Exiger et recevoir une contribution de chaque producteur de lait et/ou de produits laitiers soumis au plan conjoint. Cette contribution doit être payée par tous les producteurs régis par le plan conjoint, de la manière prescrite par l'office des producteurs de lait nature de Charlevoix.

Le montant de cette contribution sera déterminé par l'Office des Marchés Agricoles du Québec sur requête de l'office des producteurs de lait nature de Charlevoix. Jusqu'à nouvel ordre de l'Office des Marchés Agricoles du Québec, la contribution sera de $0.02 le 100 lbs de lait vendu aux acheteurs. Cette contribution ne doit servir exclusivement qu'à défrayer les dépenses normales d'administration et d'exécution du plan conjoint.

Si l'Office des Marchés Agricoles du Québec le juge à propos, les surplus accumulés au cours d'une année par les contributions faites aux producteurs de lait seront distribués à la fin de l'année à ces mêmes producteurs, selon le volume de lait qu'ils auront vendu par l'entremise du plan conjoint;

f) Élaborer et/ou souscrire à des projets de publicité pour la promotion des produits laitiers, ainsi qu'à des programmes conjoints de publicité avec les acheteurs et un programme de lait dans les écoles;

shall be fixed by the Charlevoix Fluid Milk Producers' Board, but shall not extend further than twelve (12) months from the date of sanction of the joint plan.

6. The subsequent administrators of the Charlevoix Fluid Milk Producers' Board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the joint plan.

7. Any administrator of the Charlevois Fluid Milk Producers' Board who ceases to be a producer bound by the joint plan or becomes otherwise inapt to fulfill his duties, shall be replaced by the other administrators in office.

8. The negotiating and selling agents are: "The Charlevoix Fluid Milk Producers' Board, its delegates or representatives.

Powers, duties, obligations and attributions.

9. The powers, duties, obligations and attributions granted to the Charlevoix Fluid Milk Producers' Board by the Quebec Agricultural Marketing Board, in addition to those resulting from its civil and corporate character, are those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, the following:

a) Apply, administer, manage, control and supervise the joint plan;

b) Regulate, manage, co-ordinate, control, supervise and improve the marketing of milk producers bound by the present joint plan;

c) Promote and orient production in accordance with the needs of the market, improve existing outlets and ensure the marketing of quality products in conformity with the requirements of health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities;

d) Co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, or any marketed product and, for that purpose, exercise the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation;

e) Request and receive a contribution from each producer of milk and/or dairy products bound by the joint plan. This contribution must be paid by all producers bound by the joint plan, in the manner prescribed by the Charlevoix Fluid Milk Producers' Board.

The amount of this contribution shall be determined by the Quebec Agricultural Marketing Board upon request from the Charlevoix Fluid Milk Producers' Board. Until further notice from the Quebec Agricultural Marketing Board, the contribution shall be of $0.02 per hundred (100) pounds of milk sold to the buyers. This contribution must serve exclusively to defray the normal expenditures incurred in the administration and execution of the joint plan.

Should the Quebec Agricultural Marketing Board deem it advisable, surpluses accumulated in the course of a year, in consequence of the contributions deducted from the sums paid to the milk producers, shall be distributed to these same producers, at the end of the year, according to the volume of milk sold through the joint plan;

f) Elaborate and/or subscribe to publicity plans for the promotion of dairy products, as well as joint publicity programmes with the buyers, and a "Milk in Schools" programme;

g) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan conjoint de la gestion et de l'administration du plan conjoint, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

h) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

i) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder;

j) Négocier avec le ou les acheteurs, transformateurs, distributeurs, voituriers, conditionneurs, manufacturiers, courtiers, agences de publicité ou toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec, en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec.

Généralement.

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers, provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint;

Et particulièrement.

(I) Les conditions d'admission, de transfert, d'échange et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait aux usines du ou des acheteurs;

(II) Les conditions, madalités et prix du transport du lait et/ou des produits laitiers aux usines ou postes de réception du ou des acheteurs;

(III) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage, de l'utilisation et de la pesée du lait et/ou des produits laitiers par les représentants attitrés et compétents de l'office des producteurs de lait nature de Charlevoix;

(IV) L'établissement de normes de classification et d'inspection du lait et/ou des produits laitiers, conformes aux lois provinciales;

(V) Les sources d'approvisionnement en lait des acheteurs et les quantités de lait à être mises sur le marché;

(VI) Le prix du lait qui devra être payé par le ou les acheteurs aux producteurs-fournisseurs régis par le plan conjoint, ainsi que les modes et conditions de ces paiements;

(VII) La disposition des surplus non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide;

(VIII) L'établissement d'un système de quotas en vue d'obtenir un approvisionnement ordonné du marché;

(IX) La durée, la date et les conditions de renouvellement des conventions qui pourront découler du plan conjoint, ainsi que les conditions permettant la réouverture des négociations;

(X) Des projets de publicité pour le lait et/ou les produits laitiers livrés aux usines ou postes de réception de l'acheteur, ainsi que la retenue y afférente;

(XI) L'établissement d'une méthode pour le règlement des différends qui pourront survenir entre le ou les acheteurs et l'office des producteurs de lait nature de Charlevoix dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

(XII) Formation, faute d'accord entre l'office des producteurs de lait nature de Charlevoix et le ou les acheteurs, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution et de son renouvellement, d'un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

(XIII) Les dispositions nécessaires pour assurer la protection adéquate aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption et l'application du plan conjoint;

g) Render an annual account to the producers bound by the joint plan of the administration of the joint plan, including the presentation of a detailed financial statement;

h) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

i) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant;

j) Negotiate with the buyers, processors, distributors, carriers, conditioners, manufacturers, brokers, advertising agencies, or any other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under Article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

Generally.

The marketing and sale of milk and dairy products from herds of producers bound by the joint plan.

And particularly:

(I) Conditions of acceptance, transfer, exchange and dismissal of producers-suppliers of milk to the buyer's or buyers' plants;

(II) Conditions, modalities and price of transportation of milk and/or dairy products to the buyer's or buyers' plants or receiving stations;

(III) The appreciation of the quality, quantity, essaying, weighing and utilization of milk and/or dairy products by competent and duly accredited representatives of the Charlevoix Fluid Milk Producers' Board;

(IV) Norms of classification and inspection of milk and/or dairy products, in accordance with provincial laws;

(V) The buyers' sources of supply of milk, and the quantities of milk to be marketed;

(VI) The price of milk to be paid by the buyer or buyers to the producers-suppliers bound by the joint plan, as well as the modes and conditions of payment;

(VII) The disposal of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;

(VIII) The establishment of a quota system for the orderly supplying of the market;

(IX) The date, duration, and conditions of renewal of the agreements which may derive from the joint plan, as well as conditions permitting the re-opening of negotiations;

(X) Publicity plans for milk and/or dairy products delivered to the buyer's plants or receiving stations, as well as the relative deduction;

(XI) The establishment of a method for the settlement of grievances which might arise between the buyer or buyers and the Charlevoix Fluid Milk Producers' Board in the course of the execution of the joint plan;

(XII) Failing agreement between the Charlevoix Fluid Milk Producers' Board and the buyer or buyers, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a final and binding decision on conflicts submitted to it. This board may be the Quebec Agricultural Marketing Board;

(XIII) The necessary measures to ensure an adequate protection to producers, their officers or representatives against reprisals which might be exercised againts them for their activities in the presentation, adoption or application of the joint plan;

(XIV) Le mode et le montant de la retenue, par l'acheteur, des contributions nécessaires pour financer le plan, et leur remise à l'office des producteurs de lait nature de Charlevoix;

(XV) Tout autre facteur susceptible d'améliorer la mise en marché du lait et/ou des produits laitiers régis par ce plan conjoint.

10° L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: « L'Office des producteurs de lait nature de Charlevoix » qui est investi de la personnalité civile et corporative avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits laitiers visés par le plan.

Les acheteurs, leurs représentants ou agents attitrés, sont tenus de négocier avec l'office des producteurs de lait nature de Charlevoix, ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum payable aux producteurs-fournisseurs, pour les produits laitiers auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, ce 27ième jour de juin 1962.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire,
GILLES PRÉGENT.

61801-o

(XIV) The mode and amount of deduction, by the buyer, of the necessary contributions to finance the plan, and their remittance to the Charlevoix Fluid Milk Producers' Board;

(XV) Any other factor likely to improve the marketing of milk and/or dairy products.

10. The body constituted to supervise and control the carrying out of the joint plan defined in the present notice is: "The Charlevoix Fluid Milk Producers' Board", which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present joint plan becomes into force as from its present publication, and is thereupon executory and binding upon all producers and buyers of dairy products governed by the plan.

The buyers, their accredited representatives or agents, are bound to negotiate with "The Charlevoix Fluid Milk Producers' Board", or its negotiating agent or agents, for the fixing of a minimum selling price payable to the producers-suppliers for the dairy products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, this 27th day of June, 1962.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Secretary.

61801-o

Soumissions

Ville de Chambly
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Jean-Paul Viau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 601, rue Hôtel de ville, Chambly, comté de Chambly, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 23 juillet 1962, pour l'achat de $366,000 d'obligations de la ville de Chambly, comté de Chambly, datées du 1er août 1962 et remboursables par séries du 1er août 1963 au 1er août 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échences.

Règlements Nos: 75, $112,900 — travaux d'aqueduc et d'égouts et pavage; 76, $34,200 — aqueduc et égouts; 79, $12,900 — construction d'égouts et travaux de voirie; 80, $19,000 — système de drainage, trottoirs; 81,$10,000 — travaux d'égouts et de voirie; 82, $33,200 — travaux de drainage et de pavage; 83, $66,300 — aqueduc et égouts, drainage, trottoirs et pavage; 84, $60,100 — travaux d'aqueduc et d'égouts; 85, $7,400 — aménagement d'un parc; 90, $10,000 — acquisition de parties de lots.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $366,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1963	$ 8,500
1er août 1964	9,000
1er août 1965	10,000
1er août 1966	10,000
1er août 1967	11,500
1er août 1968	13,000

Tenders

Town of Chambly
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Viau, secretary-treasurer, Town Hall, 601, Town Hall Street, Chambly, county of Chambly, until 8:30 o'clock p.m. on Monday, July 23, 1962, for the purchase of an issue of $366,000 of bonds for the town of Chambly, county of Chambly, dated August 1, 1962, and redeemable serially from August 1, 1963 to August 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos 75, $112,900 — work on aqueduct and in sewers and paving; 76, $34,200 — aqueduct and sewers; 79, $12,900 — construction of sewers and roadwork; 80, $19,000 — drainage system and sidewalks; 81, $10,000 — work in sewers and roadwork; 82, $33,200 — drainage and paving; 83, $66,300 — aqueduct and sewers, drainage, sidewalks and paving; 84, $60,100 — work on aqueduct and in sewers; 85, $7,400 — setting up of a park; 90, $10,000 — purchase of parts of lots.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $366,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1963	$ 8,500
August 1, 1964	9,000
August 1, 1965	10,000
August 1, 1966	10,000
August 1, 1967	11,500
August 1, 1968	13,000

1er août 1969	$13,500
1er août 1970	13,500
1er août 1971	14,000
1er août 1972	15,000
1er août 1973	18,500
1er août 1974	18,500
1er août 1975	19,000
1er août 1976	19,000
1er août 1977	19,000
1er août 1978	24,500
1er août 1979	27,500
1er août 1980	31,000
1er août 1981	34,500
1er août 1982	36,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chambly, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 juillet 1962, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 601, rue Hôtel de Ville, Chambly, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chambly, (Comté de Chambly), ce 29 juin 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL VIAU.

Hôtel de Ville,
601, rue Hôtel de Ville, C.P. 417,
Chambly, (Chambly), P.Q.,
Téléphone: OL-8-1030. 61793-o

August 1, 1969	$13,500
August 1, 1970	13,500
August 1, 1971	14,000
August 1, 1972	15,000
August 1, 1973	18,500
August 1, 1974	18,500
August 1, 1975	19,000
August 1, 1976	19,000
August 1, 1977	19,000
August 1, 1978	24,500
August 1, 1979	27,500
August 1, 1980	31,000
August 1, 1981	34,500
August 1, 1982	36,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chambly, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, July 23, 1962, at 8:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 601, Town Hall Street, Chambly, county of Chambly.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chambly, (County of Chambly), June 29, 1962.

JEAN-PAUL VIAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
601, Town Hall Street, P.O.B. 417,
Chambly, (Chambly), P.Q.,
Telephone: OL-8-1030. 61793

Cité de Pont-Viau
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Bernard Langevin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., Hôtel de Ville, rue Grenon, Pont-Viau, ou jusqu'à 8 heures p.m. à la salle du conseil, 50, rue Lahaie, Pont-Viau, comté de Laval, lundi, le 23 juillet 1962, pour l'achat de $710,000 d'obligations de la cité de Pont-Viau, comté de Laval, datées du 1er août 1962 et remboursables par séries du 1er août 1963 au 1er août 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 349, 1ère tranche de $500,000 — agrandissement de la centrale de traitement d'eau, installation de nouvelle pompe, acquisition de terrain, etc.; 353, $15,500 — éclairage de rues;

City of Pont-Viau
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Bernard Langevin, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m., City Hall, Grenon Street, Pont-Viau, or until 8:00 o'clock p.m. in the Council Chamber, 50, Lahaie Street, Pont-Viau, county of Laval, Monday, July 23, 1962, for the purchase of an issue of $710,000 of bonds for the city of Pont-Viau, county of Laval, dated August 1, 1962, and redeemable serially from August 1, 1963 to August 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 349, 1st instalment of $500,000 — enlarging of the water-purifying center, installation of a new pump, purchase of land, etc.; 353, $15,500 — street lighting; 354, $17,000 — pur-

354, $17,000 — acquisition de terrain; 356, $145,000 — construction d'un Hôtel de Ville; 359, $32,500 — acquisition de terrain.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $710,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1963	$ 14,000
1er août 1964	14,000
1er août 1965	14,000
1er août 1966	15,000
1er août 1967	16,000
1er août 1968	17,000
1er août 1969	18,000
1er août 1970	19,000
1er août 1971	19,000
1er août 1972	19,000
1er août 1973	21,000
1er août 1974	21,000
1er août 1975	21,000
1er août 1976	21,000
1er août 1977	22,000
1er août 1978	19,000
1er août 1979	19,000
1er août 1980	19,000
1er août 1981	19,000
1er août 1982	363,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pont-Viau, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 juillet 1962, à 8 heures du soir, à la salle du conseil, 50, rue Lahaie, Pont-Viau, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pont-Viau, (Comté de Laval), ce 3 juillet 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
BERNARD LANGEVIN.

Hôtel de Ville, rue Grenon,
Pont-Viau, (Laval), P.Q.
Téléphone: MO-9-3554. 61810-o

chase of land; 356, $145,000 — construction of a City Hall; 359, $32,500 — purchase of land.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $710,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1963	$ 14,000
August 1, 1964	14,000
August 1, 1965	14,000
August 1, 1966	15,000
August 1, 1967	16,000
August 1, 1968	17,000
August 1, 1969	18,000
August 1, 1970	19,000
August 1, 1971	19,000
August 1, 1972	19,000
August 1, 1973	21,000
August 1, 1974	21,000
August 1, 1975	21,000
August 1, 1976	21,000
August 1, 1977	22,000
August 1, 1978	19,000
August 1, 1979	19,000
August 1, 1980	19,000
August 1, 1981	19,000
August 1, 1982	363,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pont-Viau, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, July 23, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in the Council Chamber, 50, Lahaie Street, Pont-Viau, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pont-Viau, (County of Laval), July 3, 1962.

BERNARD LANGEVIN,
Secretary-Treasurer.

City Hall, Grenon Street,
Pont-Viau, (Laval), P.Q.
Telephone: MO-9-3554. 61810-o

Les commissaire d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-du-Lac
Comté de Labelle

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Richard Chalifoux, secrétaire-trésorier, Ste-Anne-du-Lac, comté de Labelle, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 23 juillet 1962,

The school commissioners for the municipality of Ste-Anne-du-Lac
County of Labelle

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Richard Chalifoux, secretary-treasurer, Ste-Anne-du-Lac, county of Labelle, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 23, 1962, for the purchase of an issue of $47,000 of

pour l'achat de $47,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-du-Lac, comté de Labelle, datées du 1er août 1962 et remboursables par séries du 1er août 1963 au 1er août 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 14 avril 1962 — consolidation de dettes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $47,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1963	$1,500
1er août 1964	1,500
1er août 1965	1,500
1er août 1966	1,500
1er août 1967	1,500
1er août 1968	1,500
1er août 1969	2,000
1er août 1970	2,000
1er août 1971	2,000
1er août 1972	2,000
1er août 1973	2,500
1er août 1974	2,500
1er août 1975	2,500
1er août 1976	2,500
1er août 1977	3,000
1er août 1978	3,000
1er août 1979	3,000
1er août 1980	3,500
1er août 1981	3,500
1er août 1982	4,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ferme-Neuve.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 23 juillet 1962, à 8 heures du soir, au couvent de Ste-Anne-du-Lac, comté de Labelle.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-du-Lac, (Comté de Labelle), ce 29 juin 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
RICHARD CHALIFOUX.

Ste-Anne-du-Lac, (Labelle), P.Q.
Téléphone: Résidence: 508 sonnez 4
Bureau: 508 sonnez 31. 61811-o

bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Anne-du-Lac, county of Labelle, dated August 1, 1962, and redeemable serially from August 1, 1963 to August 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more thant 6%, payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated April 14, 1962 — consolidation of debts.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $47,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1963	$1,500
August 1, 1964	1,500
August 1, 1965	1,500
August 1, 1966	1,500
August 1, 1967	1,500
August 1, 1968	1,500
August 1, 1969	2,000
August 1, 1970	2,000
August 1, 1971	2,000
August 1, 1972	2,000
August 1, 1973	2,500
August 1, 1974	2,500
August 1, 1975	2,500
August 1, 1976	2,500
August 1, 1977	3,000
August 1, 1978	3,000
August 1, 1979	3,000
August 1, 1980	3,500
August 1, 1981	3,500
August 1, 1982	4,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ferme-Neuve.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, July 23, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Convent of Ste-Anne-du-Lac, county of Labelle.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-du-Lac, (County of Labelle), June 29, 1962.

RICHARD CHALIFOUX,
Secretary-Treasurer.

Ste-Anne-du-Lac, (Labelle), P.Q.
Telephone: Residence: 508 ring 4
Office: 508 ring 31. 61811

Ville d'Arthabaska

Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Jean Moisan, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 56, rue Beauchesne, Arthabaska, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 24 juillet 1962, pour l'achat de $150,000 d'obligations de la ville d'Arthabaska, comté d'Arthabaska datées du 1er août 1962 et remboursables par séries du 1er août 1963 au 1er août 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 191 — acquisition de bâtisse, machinerie, et terrains pour fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $150,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1963	$ 4,000
1er août 1964	4,500
1er août 1965	4,500
1er août 1966	5,000
1er août 1967	5,000
1er août 1968	5,500
1er août 1969	6,000
1er août 1970	6,000
1er août 1971	6,500
1er août 1972	7,000
1er août 1973	7,500
1er août 1974	8,000
1er août 1975	8,000
1er août 1976	8,500
1er août 1977	9,000
1er août 1978	9,500
1er août 1979	10,500
1er août 1980	11,000
1er août 1981	11,500
1er août 1982	12,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arthabaska, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 24 juillet 1962, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 56, rue Beauchesne, Arthabaska, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Town of Arthabaska

County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean Moisan, secretary-treasurer, Town Hall, 56, Beauchesne Street, Arthabaska, county of Arthabaska, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 24, 1962, for the purchase of an issue of $150,000 of bonds for the town of Arthabaska, county of Arthabaska, dated August 1, 1962, and redeemable serially from August 1, 1963 to August 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payagle semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 191 — Acquisition of building, machinery, and land for industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $150,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1963	$ 4,000
August 1, 1964	4,500
August 1, 1965	4,500
August 1, 1966	5,000
August 1, 1967	5,000
August 1, 1968	5,500
August 1, 1969	6,000
August 1, 1970	6,000
August 1, 1971	6,500
August 1, 1972	7,000
August 1, 1973	7,500
August 1, 1974	8,000
August 1, 1975	8,000
August 1, 1976	8,500
August 1, 1977	9,000
August 1, 1978	9,500
August 1, 1979	10,500
August 1, 1980	11,000
August 1, 1981	11,500
August 1, 1982	12,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Arthabaska, county of Arthabaska.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, July 24, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 56, Beauchesne Street, Arthabaska, county of Arthabaska.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Arthabaska, (Comté d'Arthabaska), ce 3 juillet 1962.

Le Secrétaire-tresorier,
JEAN MOISAN.

Hôtel de Ville,
56, rue Beauchesne, C.P. 38,
Arthabaska, (Arthabaska), P.Q.,
Téléphone: 357-2345. 61813-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcel Bolduc, secrétaire-trésorier, École St-Charles, 573, boulevard Ste-Rose, Fabreville, comté de Laval, jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 24 juillet 1962, pour l'achat de $482,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, comté de Laval, datées du 1er août 1962, et remboursables par séries du 1er août 1963 au 1er août 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 23 mai 1962, telle que modifiée — construction d'une école primaire de seize classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $482,500 — 20 ans

Année		*Capital*
1er août 1963	x	$44,500
1er août 1964	x	47,500
1er août 1965	x	50,500
1er août 1966	x	53,500
1er août 1967	x	56,500
1er août 1968		10,000
1er août 1969		10,500
1er août 1970		11,000
1er août 1971		12,000
1er août 1972		12,500
1er août 1973		13,000
1er août 1974		14,000
1er août 1975		15,000
1er août 1976		16,000
1er août 1977		16,500
1er août 1978		17,500
1er août 1979		18,500
1er août 1980		20,000
1er août 1981		21,000
1er août 1982		22,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $250,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $50,000 chacun, de 1963 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose, comté de Laval.

Arthabaska, (County of Arthabaska), July 3, 1962.

JEAN MOISAN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
56, Beauchesne Street, P.O.B. 38,
Arthabaska, (Arthabaska), P.Q.,
Telephone: 357-2345. 61813

The school commissioners for the municipality of Fabreville
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marcel Bolduc, secretary-treasurer, St-Charles School, 573, Ste-Rose Boulevard, Fabreville, county of Laval, until 8:30 o'clock p.m., on Tuesday, July 24, 1962, for the purchase of an issue of $482,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of Fabreville, county of Laval, dated August 1, 1962, and redeemable serially from August 1, 1963 to August 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 23, 1962, as modified — construction of a sixteen-class primary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $482,500 — 20 years

Year		*Capital*
August 1, 1963	x	$44,500
August 1, 1964	x	47,500
August 1, 1965	x	50,500
August 1, 1966	x	53,500
August 1, 1967	x	56,500
August 1, 1968		10,000
August 1, 1969		10,500
August 1, 1970		11,000
August 1, 1971		12,000
August 1, 1972		12,500
August 1, 1973		13,000
August 1, 1974		14,000
August 1, 1975		15,000
August 1, 1976		16,000
August 1, 1977		16,500
August 1, 1978		17,500
August 1, 1979		18,500
August 1, 1980		20,000
August 1, 1981		21,000
August 1, 1982		22,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $250,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $50,000 each, from 1963 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rose, county of Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 juillet 1962, à 8.30 heures du soir, en l'École St-Charles, 573, boulevard Ste-Rose, Fabreville, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Fabreville, (Comté de Laval), ce 4 juillet 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL BOLDUC.

École St-Charles,
573, boulevard Ste-Rose,
Fabreville, (Laval), P.Q.
Téléphone: NA-5-4121. 61817-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, July 24, 1962, at 8:30 o'clock p.m., in St-Charles School, 573, Ste-Rose Boulevard, Fabreville, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Fabreville, (County of Laval), July 4, 1962.

MARCEL BOLDUC,
Secretary-Treasurer.

St-Charles School,
573, Ste-Rose Boulevard,
Fabreville, (Laval), P.Q.
Telephone: NA-5-4121. 61817

Municipalité de Otterburn Park
Comté de Rouville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné William A. Woolley, secrétaire-trésorier, 115, rue Prince Albert, Otterburn Park, comté de Rouville, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 24 juillet 1962, pour l'achat de $45,000 d'obligations de la municipalité de Otterburn Park, comté de Rouville, datées du 1er août 1962 et remboursables par séries du 1er août 1963 au 1er août 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, par année payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 165 — tel qu'amendé — construction d'une piscine et d'une cabine de bains municipales.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er août 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $45,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1963	$ 500
1er août 1964	500
1er août 1965	500
1er août 1966	500
1er août 1967	500
1er août 1968	1,000
1er août 1969	1,000
1er août 1970	1,000
1er août 1971	1,000
1er août 1972	1,000
1er août 1973	1,000
1er août 1974	1,000
1er août 1975	1,000
1er août 1976	1,000
1er août 1977	1,500
1er août 1978	1,500
1er août 1979	1,500
1er août 1980	1,500
1er août 1981	1,500
1er août 1982	26,000

Municipality of Otterburn Park
County of Rouville

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned William A. Woolley, secretary-treasurer, 115, Prince Albert Street, Otterburn Park, county of Rouville, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 24, 1962, for the purchase of an issue of $45,000 of bonds of the municipality of Otterburn Park, county of Rouville, dated August 1, 1962 and redeemable serially from August 1, 1963 to August 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No.: 165 — as amended — construction of a municipal swimming pool and bath house.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $45,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1963	$ 500
August 1, 1964	500
August 1, 1965	500
August 1, 1966	500
August 1, 1967	500
August 1, 1968	1,000
August 1, 1969	1,000
August 1, 1970	1,000
August 1, 1971	1,000
August 1, 1972	1,000
August 1, 1973	1,000
August 1, 1974	1,000
August 1, 1975	1,000
August 1, 1976	1,000
August 1, 1977	1,500
August 1, 1978	1,500
August 1, 1979	1,500
August 1, 1980	1,500
August 1, 1981	1,500
August 1, 1982	26,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Otterburn Park, comté de Rouville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 24 juillet 1962, à 8 heures p.m., à 115, rue Prince Albert, Otterburn Park, comté de Rouville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Otterburn Park, (Comté de Rouville), ce 4 juillet 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
WILLIAM A. WOOLLEY.

115, rue Prince Albert,
Otterburn Park, (Rouville), P.Q.
Téléphone: FO-7-4792. 61818

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Otterburn Park, county of Rouville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, July 24, 1962 at 8:00 o'clock p.m., at 115, Prince Albert Street, Otterburn Park, county of Rouville.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Otterburn Park, (County of Rouville), July 4, 1962.

WILLIAM A. WOOLLEY,
Secretary-Treasurer.

115, Prince Albert Street,
Otterburn Park, (Rouville), P.Q.
Telephone: FO-7-4792. 61818-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Foy
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jérôme Sauvageau, secrétaire-trésorier, École Supérieure, 288, Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 23 juillet 1962, pour l'achat de $2,000,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Foy, comté de Québec, datées du 1er août 1962 et remboursables par séries du 1er août 1963 au 1er août 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions d'emprunt en date du 23 mars 1962, telle que modifiée — $800,000, agrandissement de l'École Supérieure des filles et construction d'une école de onze classes; et en date du 5 mai 1962, telle que modifiée — $1,200,000 — construction d'une école secondaire de 24 classes pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $2,000,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1963	x$164,000
1er août 1964	x 174,000
1er août 1965	x 185,000
1er août 1966	x 196,000
1er août 1967	x 208,000
1er août 1968	x 119,000

The school commissioners for the municipality of Ste-Foy
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jérôme Sauvageau, secretary-treasurer, École Supérieure, 288, Church Road, Ste-Foy, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m., on Monday, July 23, 1962, for the purchase of an issue of $2,000,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Foy, county of Quebec, dated August 1, 1962, and redeemable serially from August 1, 1963 to August 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolutions dated March 23, 1962, as modified — $800,000 — enlarging of the girls' high school and construction of an eleven-class school; dated May 5, 1962, as modified — $1,200,000 — construction of a 24-class secondary school for boys.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $2,000,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1963	x$164,000
August 1, 1964	x 174,000
August 1, 1965	x 185,000
August 1, 1966	x 196,000
August 1, 1967	x 208,000
August 1, 1968	x 119,000

1er août 1969	x$125,000
1er août 1970	x 133,000
1er août 1971	41,000
1er août 1972	44,000
1er août 1973	46,000
1er août 1974	49,000
1er août 1975	52,000
1er août 1976	55,000
1er août 1977	59,000
1er août 1978	62,000
1er août 1979	66,000
1er août 1980	69,000
1er août 1981	74,000
1er août 1982	79,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $1,310,000, accordé par le gouvernement provincial, et payable en huit versements dont cinq de $202,000 chacun et trois de $100,000 chacun, de 1963 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 23 juillet 1962, à 8 heures du soir, en l'École Supérieure, 288, Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Foy, (Comté de Québec), ce 3 juillet 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
JÉRÔME SAUVAGEAU.

École Supérieure, 288, Route de l'Église,
Ste-Foy, (Québec), P.Q.
Téléphone: 653-5201. 61819-o

August 1, 1969	x$125,000
August 1, 1970	x 133,000
August 1, 1971	41,000
August 1, 1972	44,000
August 1, 1973	46,000
August 1, 1974	49,000
August 1, 1975	52,000
August 1, 1976	55,000
August 1, 1977	59,000
August 1, 1978	62,000
August 1, 1979	66,000
August 1, 1980	69,000
August 1, 1981	74,000
August 1, 1982	79,000

The letters "x" indidate the years during which annual payments of a total amount of $1,310,000. granted by the Provincial Government and payable in eight instalments: five of $202,000 each and three of $100,000 each, from 1963 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three therms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Foy, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, July 23, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in the High School, 288, Church Road, Ste-Foy, county of Quebec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Foy, (County of Quebec), July 3, 1962.

JÉRÔME SAUVAGEAU,
Secretary-Treasurer.

High School, 288, Church Road,
Ste-Foy, (Quebec), P.Q.
Telephone: 653-5201. 61819

Syndicats coopératifs

Caisse d'Économie Canadian Air Credit Union

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 25 mai 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Caisse d'Économie Canadian Air Credit Union », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Lachine, comté de Laval.

Québec, le 27 juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
61785-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Syndicates

Caisse d'Économie Canadian Air Credit Union

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated May 25, 1962, of the declaration of fondation, as a cooperative syndicate, of "Caisse d'Économie Canadian Air Credit Union", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Lachine, county of Laval.

Quebec, June 27, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
61785 *Assistant Secretary of the Province.*

Union Économique

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 26 mai 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Union Économique », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 14 juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61791-o RAYMOND DOUVILLE.

Union Économique

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated May 26, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Union Économique", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary,

The head office of said cooperative syndicate is located at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, June 14, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61791 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat Coopératif des Producteurs de Pommes de Terre de Ste-Brigitte des Saults

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 16e jour de février 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat Coopératif des Producteurs de Pommes de Terre de Ste-Brigitte des Saults », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndidat coopératif est situé à Saint-Brigitte-des-Saults, comté de Nicolet.

Québec, le 26 février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61812-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat Coopératif des Producteurs de Pommes de Terre de Ste-Brigitte des Saults

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated 16th day of February, 1962, of the delclaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Syndicat Coopératif des Producteurs de Pommes de Terre de Ste-Brigitte des Saults", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Sainte-Brigitte-des-Saults, county of Nicolet.

Quebec, February 26, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61812 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicats professionnels

L'Association des Éleveurs de Lapins du Québec (Quebec Rabbit Breeders Association)

Loi des syndicats professionnels

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Éleveurs de Lapins du Québec (Quebec Rabbit Breeders Association)", a été autorisée par le Secrétaire de la province le 27 juin 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Québec, le 28 juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61786-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat du Textile de Farnham 1962 Farnham Textile Syndicate 1962

Loi des syndicats professionnels

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat du Textile de Farnham 1962 — Farnham Textile Syndicate 1962 », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 26 juin 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Québec, le 28 juin 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61787-o RAYMOND DOUVILLE.

Professional Syndicates

L'Association des Éleveurs de Lapins du Québec (Quebec Rabbit Breeders Association)

Professional Syndicates' Act

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Éleveurs de Lapins du Québec (Quebec Rabbit Breeders Association)", has been authorized by the Provincial Secretary on June 27, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Quebec, June 28, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61786 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat du Textile de Farnham 1962 Farnham Textile Syndicate 1962

Professional Syndicates' Act

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat du Textile de Farnham 1962 — Farnham Textile Syndicate 1962", has been authorized by the Provincial Secretary on June 26, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Farnham, judicial district of Bedford.

Quebec, June 28, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61787 *Assistant Secretary of the Province.*

Vente par licitation

Picard-Poulin *et al* *vs* Picard-Bureau *et vir*

Canada, province de Québec, district de Rouyn Noranda, Cour Supérieure No 6089. Dame Solange Picard-Poulin *et als*, demandeurs, *vs* Dame Lydia Picard-Bureau *et vir*, défendeurs.

Avis de licitation

Le QUINZE AOÛT 1962, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi, devant le Protonotaire de la Cour Supérieure séant à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, au Greffe de la Cour Supérieure, en exécution du jugement rendu par ce Tribunal le 10ème jour de juillet 1961, tel que modifié par jugement de la Cour du Bac de la Reine, en appel, (numéro 6012), en date du 10ème jour d'avril 1962, dans l'instance engagée entre Dame Solange Picard, ménagère, de Rouyn, épouse de Marius Poulin, livreur du même endroit, et ledit Marius Poulin, pour autoriser son épouse en autant que besoin est, aux fins des présentes, tous deux du district de Rouyn-Noranda, et Dame Germaine Picard, ménagère, de Gatineau Mills, district de Hull, épouse de Rodolphe Bérard, et ledit Rodolphe Bérard, plombier, des mêmes lieux, pour autoriser son épouse en autant que besoin est, aux fins des présentes, et, Dame Marie-Flore Picard, ménagère, de Gatineau Mills, district de Hull, épouse d'Albert Bérard, et ledit Albert Bérard, plombier du même endroit, et pour autoriser son épouse en autant que besoin est, aux fins des présentes, et Gilbert Picard, préposé aux compteurs, de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, demandeurs, et Dame Lydia Picard, ménagère, de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Bureau, agent des mêmes lieux, et ledit Jean Bureau, pour autoriser son épouse en autant que besoin est, aux fins des présentes, defendeurs, numéro 6089, du Greffe, il sera procédé à l'adjudication par licitation, aux enchères publiques, des immeubles ci-après:

1° Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent dix-huit (518), bloc numéro quarante et un (41), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Rouyn, avec circonstances et dépendances;

2° Un cerrain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent dix-neuf (519) bloc numéro quarante et un (41) aux plan et livre de renvoi officiels du canton Rouyn, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Sujet aux charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges déposé au Greffe.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre d'un dépôt équivalent à 15% du montant de son offre.

Les deux lots ci-dessus seront vendus séparément.

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu, devront être formées au plus tard, le 12ème jour avant la date de la licitation, et les oppositions, à fin de conserver, dans les six jours après l'adjudication, à peine de déchéance ou forclusion.

Rouyn, ce 26 juin 1962.

Les Procureurs des demandeurs,
CINQ-MARS, GRIMARD
& RYAN.

61797-27-2-o

Sale by Licitation

Picard-Poulin *et al* *vs* Picard-Bureau *et vir*

Canada, Province of Quebec, district of Rouyn Noranda, Superior Court, No. 6089. Dame Solange Picard-Poulin *et als*, plaintiffs, *vs* Dame Lydia Picard-Bureau *et vir*, defendants.

Sale by licitation

On AUGUST FIFTEEN, 1962, at HALF past TWO o'clock in the afternoon, before the Prothonotary of the Superior Court, sitting in Rouyn, district of Rouyn-Noranda, at the Office of the Superior Court, in execution of a judgment rendered by this Court of July 10, 1961, as modified by judgment of the Court of Queen's Bench, Appeal Side, (number 6012), dated April 10, 1962, in a case pending between Dame Solange Picard, housewife, of Rouyn, wife of Marius Poulin, delivery man, of the same place, and the said Marius Poulin, to authorize his wife as need be, for the purposes hereof, both of the district of Rouyn-Noranda, and, Dame Germaine Picard, housewife, of Gatineau Mills, district of Hull, wife of Rodolphe Bérard, and the said Rodolphe Bérard, plumber, of the same place, to authorize his wife as need be, for the purposes hereof, and Dame Marie-Flore Picard, housewife, of Gatineau Mills, district of Hull, wife of Albert Bérard and the said Albert Bérard, plumber, of the same place, to authorize his wife as need be, for the purposes hereof, and Gilbert Picard, meter reader, of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, plaintiffs, and Dame Lydia Picard, housewife, of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, wife contractually separate as to property of Jean Bureau, agent, of the same place, and the said Jean Bureau, to authorize his wife as need be, for the purposes hereof, defendants, number 6089 of the records of this Court, the sale by licitation, at public auction, of the following immoveable properties, will be preceeded with:

1. That certain lot of land known and designated as being lot number five hundred and eighteen (518), block number forty-one (41), on the official plan and book of reference of the township of Rouyn, with circumstances and dependencies;

2. That certain lot of land known and designated as being lot number five hundred and nineteen (519), block number forty-one (41), on the official plan and book of reference of the township of Rouyn, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

Subject to the charges, clauses and conditions stipulated in the list of charges filed at the Office of the Court.

Every bidder will have to deposit, prior to bidding, an amount equivalent to 15% of his offer.

The above two lots of land will be sold separately.

The oppositons to the sale, if any, shall be made at the latest, on the twelfth day before the date of licitation, and the oppositions to charges within six days of the adjudication, under pain of forfeiture and foreclosure.

Rouyn, June 26, 1962.

CINQ-MARS, GRIMARD
& RYAN,
Attorneys for the plaintiffs.

61797-27-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 539,215. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* PIERRE LESSARD, de Frelighsburg, district de Bedford, P.Q., défendeur.

« Les lots numéros cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-quatre, cent quatre-vingt-cinq, cent quatre-vingt-six, deux cent six et deux cent douze (Nos 182, 183, 184, 185, 186, 206 et 212) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Armand Est, dans le comté de Missisquoi. Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale St-François d'Assise de Frelighsburg, dans le district de Bedford, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, le 11 juin 1962. 61672-24-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 22,849. { ARMAND BERGER, demandeur; *vs* GEORGES HENRI ÉMOND, défendeur.

« Un terrain contenant cent pieds de front, sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord à Ernest Vézina, au sud à Léo Hudon, à l'est à Henri Michaud et Réginald Pelletier et à l'ouest à la rue St-Alfred lequel terrain fait partie des numéros quatre cent quatre-vingt-quatre et quatre cent quatre-vingt-sept (Ptie 484 et 487) du cadastre de la ville de Fraserville, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. »

Pour être vendus au bureau du shérif, à 33, de la Cour, Palais de Justice, Rivière-du-Loup, le VINGTIÈME (20) jour d'AOÛT 1962, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 3 juillet 1962. 61814-27-2-o

[Première insertion: le 7 juillet 1962]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 22,758. { GEORGES MARTIN, demandeur, *vs* ALBERT SIROIS, défendeur.

Lot 168-21, de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 149-45, au sud-est par le lot

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 539,215. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* PIERRE LESSARD, of Frelighsburg, district of Bedford, P.Q., defendant.

"Lots numbers one hundred and eighty-two, one hundred and eighty-three, one hundred and eighty-four, one hundred and eighty-five, one hundred and eighty-six, two hundred and six, and two hundred and twelve (Nos. 182, 183, 184, 185, 186, 206 and 212) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Armand East, in the county of Missisquoi. With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold en bloc, at the parochial church door of St-François d'Assise de Frelighsburg, in the district of Bedford, the EIGHTEENTH day of JULY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, June 11, 1962. 61672-24-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 22,849 { ARMAND BERGER, plaintiff, *vs* GEORGES HENRI ÉMOND, defendant.

"A land containing one hundred feet in front by one hundred feet in depth, English measure, bounded to the north by Ernest Vézina, to the south by Léo Hudon, to the east by Henri Michaud and Réginald Pelletier and to the west by St. Alfred Street, which land being part of lots numbers four hundred and eighty-four and four hundred and eighty-seven (Pt. 484 and 487) on the cadaster for the town of Fraserville, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Sheriff's Office, at 33, de la Cour, at the Court House, Rivière-du-Loup, on the TWENTIETH (20) day of AUGUST, 1962, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
July 3, 1962. 61814-27-2

[First insertion: July 7, 1962.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 22,758. { GEORGES MARTIN, plaintiff, *vs* ALBERT SIROIS, defendant.

Lot 168-21, irregular in shape, bounded on the northeast by lot 149-45, on the southeast by lot

168-42, au sud-ouest par le lot 168-41 et au nord-ouest par le lot 168-20 (rue). Mesurant quatre-vingt-huit pieds et quatre dixièmes (88.4′) au nord-est, soixante-deux pieds et cinq dixièmes (62.5′) au sud-est, quatre-vingt-neuf pieds (89′) au sud-ouest, et soixante-cinq pieds (65′) au nord-ouest, contenant en superficie cinq mille six cent cinquante-cinq pieds carrés, M.A.

Lot 168-41, de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 168-21, au sud-est par le lot 168-42, au sud-ouest par le lot 168-22, au nord-ouest par le lot 168-20 (rue). Mesurant soixante et un pieds (61′) de largeur, quatre-vingt-neuf pieds (89′) au nord-est et quatre-vingt-onze pieds et deux dixièmes (91.2′) au sud-ouest; contenant en superficie cinq mille quatre cent quatre-vingt-seize pieds carrés, M.A.

Lot, de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 149-45, au sud est par le lot 168-24 (rue) au sud-ouest par le lot 168-23, au nord-ouest par les lots 168-41 et 168-21, mesurant vingt-cinq pieds (25′) au nord-est, cent vingt-deux pieds et cinq dixièmes (122.5′) au sud-est vingt-huit pieds (28′) au sud-ouest, et cent vingt-trois pieds et cinq dixièmes (123.5′) au nord-ouest; contenant en superficie, trois mille deux cent cinquante-neuf pieds carrés et cinq dixièmes. »

Pour être vendus à la porte de l'église de la Pocatière, comté de Kamouraska, le QUINZIÈME (15) jour d'AOÛT 1962, à TROIS (3) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 3 juillet 1962. 61820-27-2-o

[Première insertion: le 7 juillet 1962]

168-42, on the southwest by lot 168-41, and on the northwest by lot 168-20 (Street), measuring eighty-eight and four-tenths feet (88.4′) on the northeast, sixty-two and five-tenths feet (62.5′) on the southeast, eighty-nine feet (89′) on the southwest and sixty-five feet (65′) on the northwest, having an area of five thousand six hundred and fifty-five square feet, E.M.

Lot 168-41, irregular in shape, bounded on the northeast by lot 168-21, on the southeast by lot 168-42, on the southwest by lot 168-22, on the northwest by lot 168-20 (Street), measuring sixty-one feet (61′) in width, eighty-nine feet (89′) on the northeast, and ninety-one and two-tenths feet (91.2′) on the southwest, having an area of five thousand four hundred and ninety-six square feet, E.M.

Lot, irregular in shape, bounded on the northeast by lot 149-45, on the southeast by lot 168-24 (Street), on the southwest by lot 168-23, on the northwest by lots 168-41 and 168-21, measuring twenty-five feet (25′) on the northeast, one hundred and twenty-two and five-tenths feet (122.5′) on the southeast, twenty-eight feet (28′) on the southwest and one hundred and twenty-three and five-tenths feet (123.5′) on the northwest, having an area of three thousand two hundred and fifty-nine and five-tenths quare feet."

To be sold at the church door of La Pocatière, county of Kamouraska, on the FIFTEENTH (15) day of AUGUST, 1962, at THREE (3) o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
July 3, 1962. 61820-27-2

[First insertion: July 7, 1962]

LABELLE

Canada — Province de Québec
District de Labelle

No 5860. MLLE HENRIETTE CHARBONNEAU, fille majeure des cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* VIANNEY CHARBONNEAU, de la cité et district de Montréal, défendeur.
Savoir:

Un immeuble connu comme étant le numéro 74 des plans et livre de renvoi officiels du village de Ferme-Neuve, dans le district de Labelle, avec les bâtisses et dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ferme-Neuve, dans le district de Labelle, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADRIEN LAROSE.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier, ce 11 juin 1962. 61673-24-2-o

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, No 6170. DAME AUGUSTINE CHARRETTE, épouse contractuellement séparée de biens de Lionel Morissette, faisant affaires seule comme vendeuse de matériaux de construction, sous le nom de Lionel Morissette Enrg, du Village de L'Annonciation, district de Labelle, demanderesse, *vs* FLORENT GRÉGOIRE, journalier, de la Minerve, district de Labelle, défendeur, savoir:

LABELLE

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

No. 5860. MISS HENRIETTE CHARBONNEAU, spinster of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* VIANNEY CHARBONNEAU, of the city and district of Montreal, defendant.
To wit:

An immovable known as being number 74 on the official plan and in the book of reference of the village of Ferme-Neuve, in the district of Labelle, with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Ferme-Neuve, in the district of Labelle, on the SEVENTEENTH day of JULY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Mont-Laurier, June 11, 1962. 61673-24-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, No. 6170. DAME AUGUSTINE CHARRETTE, wife contractually separate as to property of Lionel Morissette, carrying on business alone as saleslady in building materials, under the name of Lionel Morissette Enrg., of the Village of L'Annonciation district of Labelle, plaintiff *vs* FLORENT GRÉGOIRE, laborer, of "la Minerve", district of Labelle, defendant, to wit:

Un chalet construit sur le lot numéro douze (12), rang sept (7) du canton de la Minerve, dans le district de Labelle.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Minerve le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADRIEN LAROSE.
Mont-Laurier, le 7 juin 1962. 61674-24-2-o

A cottage built on lot number twelve (12), range seven (7) of the township of la Minerve, in the district of Labelle.

To be sold at the parochial church door of La Minerve on the EIGHTEENTH day of JULY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Mount-Laurier, June 7, 1962. 61674-24-2

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, No 6248. ARMAND GRÉGOIRE, courtier d'assurance, domicilié à la Minerve, district de Labelle, demandeur, *vs* GERMAIN MORIER, domicilié à la Minerve, district de Labelle, défendeur.

« Le lot numéro cinquante-deux, rang C, (52, rg. C) au cadastre officiel du canton Marchand ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Minerve, dans le district de Labelle, le SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT, 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADRIEN LAROSE.
Mont-Laurier, le 26 juin 1962. 61798-27-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, No. 6248. ARMAND GRÉGOIRE, insurance broker, domiciled at La Minerve, district of Labelle, plaintiff, *vs* GERMAIN MORIER, domiciled at La Minerve, district of Labelle, defendant.

"Lot number fifty-two, range C (52, rge C), in the official cadaster of the township of Marchand."

To be sold at the parochial church door of La Minerve, in the district of Labelle, on the SEVENTH day of the month of AUGUST, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Mont-Laurier, June 26, 1962. 61798-27-2

MÉGANTIC

Fieri Facias de Terris
District de Mégantic

Cour Supérieure, No 2443. LA CAISSE POPULAIRE DE NOTRE-DAME DE LOURDES, demanderesse *vs* CLAUDE GARAND, défendeur de Sherbrooke et Notre-Dame de Lourdes, district de Mégantic.

Comme appartenant au défendeur;

« Un terrain ou emplacement situé dans le troisième rang de l'Augmentation de Somerset, en la paroisse de Notre-Dame de Lourdes, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro soixante-neuf (p. 69) du cadastre officiel de ladite Augmentation de Somerset, mesurant à son front, au chemin public, une largeur de soixante-dix pieds et conservant cette largeur sur une distance de cent trente-cinq pieds, à cette distance, le dit terrain s'élargit à une demi arpent de largeur et conserve cette largeur sur une distance de quatre-vingt-quatre pieds, jusqu'à l'extrémité nord dudit terrain qui est borné comme suit: au sud, partie au chemin public, et partie à Anselme Ouellet, au nord, à Anselme Ouellet représentant Johnny Nadeau, à l'est, aussi à Anselme Ouellet et à l'ouest à la route, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf et à distraire dudit terrain la lisière cédée pour l'élargissement de la route. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes district de Mégantic, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1962 à ONZE heures de l'avant-midi (heure d'été).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LOUIS CAMIRÉ.
Thetford Mines, le 11 juin 1962. 61675-24-2-o

MÉGANTIC

Fieri Facias de Terris
District of Megantic

Superior Court, No. 2443. LA CAISSE POPULAIRE DE NOTRE-DAME DE LOURDES, plaintiff, *vs* CLAUDE GARAND, defendant of Sherbrooke and Notre-Dame-de-Lourdes, district of Mégantic.

As belonging to the defendant;

"A lot of land or an emplacement situated in the third range of "L'Augmentation de Somerset", in the parish of Notre-Dame de Lourdes, known and designated as being a part of lot number sixty-nine (Pt. 69) from the official cadaster of the said "Augmentation de Somerset", measuring in front on the public highway, a width of seventy feet and keeping this width for a distance of one hundred and thirty-five feet, at this distance the said lot of land widens to a half arpent in width and keeps this width along a distance of eighty-four feet, to the extreme north of the said lot of land which is bounded as follows: on the south, partly by the public highway and partly by Anselme Ouellet, on the north, by Anselme Ouellet, representating Johnny Nadeau, on the east, alos by Anselme Ouellet and on the west by the road, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to withdraw from the said lot of land the strip ceded for the widening of the road."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Lourdes, district of Mégantic, on the EIGHTEENTH day of JULY, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

LOUIS CAMIRÉ,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Thetford-Mines, June 11, 1962. 61675-24-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieur — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 557 832. { CANADIAN OIL COMPANIES LTD., demanderesse, *vs* Dr JOYCE MILLETTE, épouse divorcée de Roger Millette, duquel elle a été séparée de biens, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke ouest, dans la cité de Westmount, connu et désigné comme étant la demie nord-est de la subdivision No 26 du lot originaire No (244-26 N.E. ½) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant 25.3 pieds de largeur sur 104.6 pieds de profondeur et ayant une superficie de 2,637 pieds carré. Mesure anglaise et plus ou moins. Borné en front au nord-ouest par la rue Sherbrooke ouest, en arrière par la subdivision No 31 dudit lot originaire (244-31), d'un côté au nord-est par la subdivision No 27 dudit lot originaire (No 244-27) et de l'autre côté, au sud-ouest par la demie sud-ouest dudit lot No 244-26; avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro civique 4462 ouest, rue Sherbrooke, duquel le mur sud est mitoyen. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 5 juin 1962.

61676-24-2

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 655-691. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA CÔTE ST-FRANÇOIS POUR LA MUNICIPALITE DE DUVERNAY DANS LE COMTÉ DE LAVAL, demanderesse; *vs* BERWICK INVESTMENT CORP. et LEISTEL HOLDING CO. LTD., défenderesses.

« Une terre située en la Ville de Duvernay, comté de Laval, connue et désignée sous le numéro cinq cent vingt-cinq (525) du cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul;

Bornée en front au sud-est, partie par le chemin public du rang de St-Elzéar et partie par les parties distraites, du côté sud-ouest par le lot originaire 524; au nord-ouest, partie par le lot originaire partie 413 et 414, du côté nord-est par le lot originaire 531 et 526 et partie par le lot numéro 527 tous du même cadastre;

Dont il faut distraire une partie dudit lot numéro 525 appartenant à Monsieur Marcel Gravel, par acte de vente passé devant le Notaire C. Desrosiers, le 13 juin 1958, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Laval, sous le numéro 124137, à distraire aussi de ladite partie dudit lot numéro 525 appartenant à Monsieur René Gagnon, par acte de vente par Monsieur Gaston Jeannotte, passé devant le notaire Y. Lévesque, enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 64980;

Contenant ladite terre en superficie, distraction des parties vendues, quatre millions, trois cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent vingt-neuf pieds carrés ou cent dix-neuf arpents et quatre cent quatre-vingt-douze millième d'arpent carré, mesure anglaise plus ou moins;

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 557 832. { CANADIAN OIL COMPANIES LTD., plaintiff, *vs* Dr. JOYCE MILLETTE, divorced wife of Roger Millette, with whom she was separate as to property, defendant.

"An emplacement fronting on Sherbrooke Street West in the city of Westmount, known and designated as the northeast half of subdivision No. 26 of original lot No. (224-26 N.E. ½) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring 25.3 feet in width by 104.6 feet in depth and having a superficial area of 2,637 square feet. English measure and more or less, bounded in front to the northwest by Sherbrooke Street West, in rear by subdivision No. 31 of said original lot (244-31), on one side to the northeast by subdivision No. 27 of said original lot (No. 244-27) and on the other side to the southwest by the southwest half of said lot No. 244-26; with the building thereon erected bearing civic number 4462, Sherbrooke Street West, whereof the south wall is mitoyen."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 5, 1962.

61676-24-2-o

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 655-691. { THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE CÔTE ST-FRANÇOIS FOR THE MUNICIPALITY OF DUVERNAY IN THE COUNTY OF LAVAL, plaintiff, *vs* BERWICK INVESTMENT CORP. and LEISTEL HOLDING CO. LTD., defendants.

"A farm situated in the town of Duvernay, county of Laval, known and designated under number five hundred and twenty-five (525) of the official cadaster for the parish of St-Vincent-de Paul;

Bounded in front on the southeast, partly by the public highway of the range of St-Elzéar, and partly by the parts withdrawn, on the southwest by the original lot 524; on the northwest, partly by the original lot part 413 and 414, on the northeast by the original lot 531 and 526 and partly by lot number 527 all of the same cadaster;

From which must be withdrawn a part of the said lot number 525 belonging to Mr. Marcel Gravel, by deed of sale passed before Notary C. Desrosiers, on June 13, 1958, registered at the registry office of the county of Laval, under number 124137, to also withdraw from the said part of the said lot No. 525 belonging to Mr. René Gagnon, by deed of sale by Mr. Gaston Jeannotte, passed before notary Y. Lévesque, registered at the said registry office under No. 64980;

Containing the said farm in area, withdrawal of parts sold, four million, three hundred and ninety-seven thousand four hundred and twenty-nine square feet or one hundred and nineteen arpents and four hundred and ninety-two thousandsths of a square arpent, English measure, more or less;

Ainsi que le tout se trouve présentemant avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et plus spécialement sujet à la servitude consentie en faveur de la Commission Hydroélectrique de Québec, aux termes d'un acte passé devant Me Rosaire Gauthier notaire, le sept août mil neuf cent cinquante-huit et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Laval sous le numéro 123526. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Vincent de Paul, comté de Laval, le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET 1962, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 5 juin 1962.

61677-24-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 566 176. D. A. SHEFNER COMPANY LTD., demandeur, *vs* VAL KNOBL, MICHEL MARTZ, et LUCIEN BENOIT, défendeurs.

La demie non-divisée de la propriété suivante appartenant au défendeur Michel Martz:

Un emplacement dans la cité de Montréal-Nord, connu et désigné comme étant (*a*) la partie nord du lot No quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot originaires No cent-quinze (115 N.O. ptie 96), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au Récollet, mesurant quinze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et borné comme suit: Au sud-ouest par le lot No cent quinze-cent-cinq (115-105) étant l'avenue Oscar; au nord-ouest par la partie du lot No cent quinze-quatre-vingt-dix-sept (115-97) ci-après décrite; au nord-est par une ruelle No cent quinze-quatre-vingt-deux (115-82) et au sud-est par le résidu du lot No cent quinze-quatre-vingt-seize (115-96), tous au même plan (*b*) de la partie sud-est du lot No quatre-vingt-dix-sept dudit lot originaire No cent-quinze (115 S.E. ptie 97) audit plan mesurant quinze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et bornée comme suit: au sud-ouest par le lot No cent quinze-cent cinq (115-105) étant l'avenue Oscar; au nord-ouest par le résidu dudit lot cent quinze-quatre-vingt-dix-sept (115-97); au nord-est par le lot No cent quinze-quatre-vingt-deux (115-82), étant une ruelle et au sud-est par la partie du lot No cent quinze-quatre-vingt-seize (115-96) ci-dessus décrite avec une maison dessus érigée portant le numéro 10473 et 10475 avenue Oscar, Montréal-Nord et dont les murs nord-ouest et sud-est sont mitoyens.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AOUT 1962, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L. P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 3 juillet 1962.

61815-27-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 509 273. CHAMBORD SECURITIES LTD., demanderesse, *vs* BERNARD QUENNEVILLE, défendeur.

« Un emplacement situé sur la rue Chabanel en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les lots Nos cinquante-neuf et soixante de la

As the whole is to be found presently with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable and more especially subject to the servitude consented to in favor of the Quebec Hydroelectric Commission, on the terms of a deed passed before Me Rosaire Gauthier, notary, on August seventh, one thousand nine hundred and fifty-eight and registered at the registry office of the county of Laval under number 123526."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Vincent de Paul, county of Laval, on the TWENTIETH day of the month of JULY, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 5, 1962.

61677-24-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 566 176. D. A. SHEFNER COMPANY LTD., plaintiff, *vs* VAL KNOBL, MICHEL MARTZ, and LUCIEN BENOIT, defendants.

One undivided half of the following property belonging to the defendant Michel Martz:

An emplacement in the city of Montreal-North, known and designated as (*a*) the northwest part of lot No. ninety-six of the official subdivision of the original lot No. one hundred fifteen (115 N.W. Pt. 96) on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, measuring fifteen feet in width by one hundred feet in depth English measure and bounded as follows: to the southwest by lot No. one hundred fifteen-one hundred five (115-105) being Oscar Avenue to the northwest; by the part of lot No. one hundred fifteen-ninety-seven (115-97) hereinafter described, to the northeast by a lane No. one hundred fifteen-eighty two (115-82) and to the southeast by the residue of lot No. one hundred fifteen-ninety-six, (115-96) all on the same plan (*b*) of the southeast part of lot No. ninety-seven of the said original lot No. one hundred fifteen (115 S.E. Pt. 97) on said plan, measuring fifteen feet in width by one hundred feet in depth English measure and bounded as follows: to the southwest by lot No. one hundred fifteen-one hundred five (115-105) being Oscar Avenue to the northwest by the residue of said lot one hundred fifteen-ninety-seven (115-97) to the northeast by lot No. one hundred fifteen-eighty-two (115-82) being a lane and to the southeast by the part of lot No. one hundred fifteen-ninety-six (115-96) above described with a house thereon erected being No. 10473 and 10475 Oscar Avenue Montreal-North and whereof the northwest wall is mitoyen and the southeast wall is mitoyen.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TENTH day of AUGUST 1962, at ELEVEN o'clock, in the morning.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 3, 1962.

61815-27-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 509 273. CHAMBORD SECURITIES LTD., plaintiff, *vs* BERNARD QUENNEVILLE, defendant.

"An emplacement situated on Chabanel Street in the city of Montreal, known and designated as being lots Nos fifty-nine and sixty of the

subdivision officielle du lot originaire No deux cent soixante-dix (270-59 et 60) au cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, avec bâtisse dessus érigée. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour du mois d'AOÛT 1962, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 3 juillet 1962. 61816-27-2-o

official subdivision of original lot No. two hundred and seventy (270-59 and 60) in the official cadaster of the parish of St-Laurent, with the building thereon erected."

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of the month of AUGUST, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 3, 1962. 61816-27-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 83,897. EDMOND LAMBERT, cultivateur, Issoudun, comté de Lotbinière, *contre* LOUIS CASTONGUAY, Issoudun, comté Lotbinière.

« Une terre de quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur étant le numéro 28 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Flavien, avec bâtisses dessus érigées.

Mais à distraire la partie de Philippe Masse ou représentants de deux arpents par douze arpents.

À distraire également la partie vendue à la Commission Scolaire de Issoudun, de quatre-vingt-dix pieds (90′) par cent quatre-vingts pieds (180′).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Flavien, comté de Lotbinière, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 13 juin 1962. 61679-24-2-o
[Première insertion: 16 juin 1962]
[Deuxième insertion: 7 juillet 1962]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 106-227. LOUIS CANAC MARQUIS LTÉE, corps politique et incorporé ayant son siège social à 25, Marie de l'Incarnation, en la cité de Québec, district de Québec, *contre* GEORGES LEMIEUX, contracteur, résident à 540, Boulevard Hamel, en la cité de Québec-Ouest, district de Québec.

Avis est par le présent donné que la vente qui devait avoir lieu le vingtième jour de décembre 1961 dans l'affaire ci-haut mentionnée, aura lieu le TROISIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi, au même endroit.

Le Shérif,
MTRE ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 3 juillet 1962. 61821-o
[Première insertion: le 7 juillet 1962.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 107-884. MICHEL NASSIF, commerçant, domicilié et résidant à 955, rue des Cascades, St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, P.Q., *contre* NICK MARRAWAY, domicilié et résidant à 718, rue Champlain, en les cité et district de Québec.

« Les immeubles portant les numéros civiques 716 et 718, rue Champlain, en les cité et district de Québec, et le lot non subdivisé, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances, dépendances, portant le numéro 2472 du cadastre officiel du

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 83,897. EDMOND LAMBERT, farmer, Issoudun, county of Lotbinière, *versus* LOUIS CASTONGUAY, Issoudun, county of Lotbinière.

"A farm measuring 4 arpents in front by thirty arpents in depth, being lot number 28 in the official cadaster of the parish of St-Flavien, with the buildings thereon erected.

But to be withdrawn is the part belonging to Philippe Masse or representatives, measuring two arpents by twelve arpents.

Also to be withdrawn is the part sold to the School Commission of Issoudun, measuring ninety feet (90′) by one hundred and eighty feet (180′).

To be sold at the parochial church door of St-Flavien, county of Lotbinière, on the TWENTIETH day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, June 13, 1962. 61679-24-2
[First insertion: June 16, 1962]
[Second insertion: July 7, 1962]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 106-227. LOUIS CANAC MARQUIS LTÉE, body politic and corporate, having its head office at 25, Marie de l'Incarnation, in the city of Quebec, district of Quebec, *versus* GEORGES LEMIEUX, contractor, residing at 540, Hamel Boulevard, in the city of Quebec-West, district of Quebec.

Notice is hereby given that the sale which was to have taken place on the twentieth day of December, 1961, in the above-mentioned matter, will take place on the THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, in the same place.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, July 3, 1962. 61821
[First insertion: July 17, 1962.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 107-884. MICHEL NASSIF, trader, domiciled and residing at 955, des Cascades Street, St. Hyacinthe, district of St. Hyacinthe, P.Q., *versus* NICK MARRAWAY, domiciled and residing at 718, Champlain Street, in the city and district of Quebec.

"The immoveables bearing the civic numbers 716 and 718 Champlain Street, in the city and district of Quebec, and the unsubdivided lot, with the buildings thereon constructed, circumstances, dependencies, bearing number 2472

quartier Champlain de la cité de Québec, borné vers le nord-ouest, par la cime du cap, vers le sud-est, par la rue Champlain, vers le nord-est, par le numéro deux mil quatre cent soixante-neuf (2469), et vers le sud-ouest, par le numéro deux mil quatre cent soixante-treize (2473); mesurant cent vingt-huit (128′) pieds sur la rue Champlain, cent vingt-cinq (125′) pieds sur la ligne qui le divise du numéro deux mille quatre cent soixante-neuf (2469), et cent quarante-huit (148′) pieds sur la ligne qui le divise du numéro deux mille quatre cent soixante-treize (2473), contenant une superficie de dix-sept mille quatre cent huit (17,408′) pieds, mesure anglaise, égal à quinze mille trois cent vingt-six (15,326′) pieds français. »

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice à Québec, le DIXIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Me ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 4 juillet 1962. 61822-27-2-o

[Première insertion: 7 juillet 1962]
[Deuxième insertion: 28 juillet 1962]

in the official cadaster of Champlain Ward in the city of Quebec, bounded on the northwest by the summit of the cape, on the southeast by Champlain Street, on the northeast by number two thousand four hundred and sixty-nine (2469) and on the southwest by number two thousand four hundred and seventy-three (2473), measuring one hundred and twenty-eight feet (128′) on Champlain Street, one hundred and twenty-five feet (125′) on the line which divides it from number two thousand four hundred and sixty-nine (2469), and one hundred and forty-eight feet (148′) on the line which divides it from number two thousand four hundred and seventy-three (2473), having an area of seventeen thousand four hundred and eight feet (17,408′), English measure, equal to fifteen thousand three hundred and twenty-six French feet (15,326′)."

To be sold at my office, in the Court House in Quebec, on the TENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, July 4, 1962. 61822-27-2

[First insertion: July 7, 1962]
[Second insertion: July 28, 1962]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 15-909. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur requérant, *vs* ARTHUR BELZIL, cultivateur domicilié à St. Aimé, district de Richelieu, défendeur intimé, et LAURENT LANGEVIN, es-qualité de syndic à la faillite dudit Arthur Belzil, mis-en-cause.

1° « Une terre située en la paroisse de St-Louis de Bonsecours, dans la concession Prescott nord-est, connue au cadastre officiel de la paroisse de St-Louis de Bonsecours, comme étant formée des lots numéros soixante-huit et soixante-neuf (68 et 69), mesurant en front, quatre arpents sur vingt arpents et trois perches de profondeur, avec la grange érigée sur ledit lot numéro 69;

2° Une terre située en la paroises St-Louis de Bonsecours, dans la concession Prescott nord-est, connue au cadastre officiel de la paroisse de St-Louis de Bonsecours comme étant le lot numéro soixante et onze (71), mesurant deux arpents de front sur vingt arpents et trois perches de profondeur, avec les bâtisses y érigées. À distraire dudit lot, la lisière vendue à la Corporation Municipale, par acte enregistré numéro 99,131;

3° Un terrain à bois situé en la même paroisse de St-Louis de Bonsecours, dans la concession Prescott sud-ouest, connu au cadastre officiel de la paroisse de St-Louis de Bonsecours, comme faisant partie du lot numéro cinq (5) mesurant un arpent cinq perches et neuf pieds en largeur par une profondeur de dix arpents, le tout plus ou moins, et renfermé dans les bornes suivantes, attenant en front au chemin de front de la concession en profondeur la « décharge des dix » séparant du solde dudit lot réservé et restant la propriété de Paul-Émile Drouin, voisin de Joseph St-Amant et Joseph Grenon; sans bâtisses;

4. Une terre située en la paroisse de St-Louis de Bonsecours en le comté de Richelieu, sur le rang nord-Prescott, connue et désignée aux plan et

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 15-909. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff-petitioner, *vs* ARTHUR BELZIL, farmer, domiciled at St-Aimé, district of Richelieu, defendant-respondent, and LAURENT LANGEVIN, in his quality of trustee in the bankruptcy of the said Arthur Belzil, mis-en-cause.

1. "A farm situated in the parish of St-Louis de Bonsecours, in the northeast Prescott concession, known of the official cadaster of the parish of St. Louis de Bonsecours, as being formed of lots numbers sixty-eight and sixty-nine (68 and 69), measuring in front four arpents by twenty arpents and three rods in depth, with the barn erected on the said lot number 69;

2. A farm situated in the parish of St-Louis de Bonsecours, in the northeast Prescott concession, known on the officiel cadaster of the parish of St-Louis de Bonsecours as being lot number seventy-one (71), measuring two arpents in front by twenty-arpents and three rods in depth, with the buildings thereon erected. To withdraw from the said lot the strip sold to the Municipal Corporation, by registered deed number 99,131;

3. A wooded lot situated in the same parish of St-Louis de Bonsecours, in the southwest Prescott concession, known on the official cadaster of the parish of St-Louis de Bonsecours, as forming part of lot number five (5) measuring an arpent five rods and nine feet in width by a depth of ten arpents, the whole more or less, and enclosed within the following boundaries, contiguous in front with the front road of the concession in depth the "discharge of the ten" deviding from the remainder of the said lot reserved and remaining the property of Paul-Émile Drouin, neighbor of Joseph St-Amant and Joseph Grenon; without buildings;

4. A farm situated in the parish of St-Louis de Bonsecours in the county of Richelieu, on the range of North-Prescott, known and designated

livre de renvoi officiels de ladite paroisse comme étant les lots de terre numéros soixante-treize et soixante-quatorze (73 et 74), mesurant quatre arpents en largeur plus ou moins, sur une vingtaine d'arpents en longueur soit sur toute la longueur de la concession, voisine de MM. Doria Daigle, et Émile Mathieu avec la maison et tous bâtiments dessus érigés;

5° Une autre terre située en la même paroisse de St-Louis-de Bonsecours, sur le rang sud Prescott, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse comme étant le lot de terre numéro quinze (15), mesurant deux arpents et quart en largeur, plus ou moins, sur une vingtaine d'arpents en longueur, soit sur toute la longueur de la concession, voisine de MM. Doria Daible et Louis Lemoine, sans bâtisses.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, et plus spécialement avec les servitudes en faveur de Southern Canada Power Limited par acte enregistré sous le numéro 92,479, affectant les lots 5, 68, 69 et 71 ci-dessus, et par acte enregistré sous le numéro 92,483, affectant les lots 73, 74 et 15 ci-dessus. »

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Louis de Bonsecours, comté de Richelieu, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 7 juin 1962.

61680-24-2-o

on the official plan and in the book of reference of the said parish as being lots of land numbers seventy-three and seventy-four (73 and 74), measuring four arpents in width more or less, by about twenty arpents in length, that is one the length of the concession, neighbor to Messrs. Doria Daigle and Émile Mathieu, with the house and all the buildings thereon erected;

5. Another farm situated in the same parish of St-Louis de Bonsecours, on the south range of Prescott, known and designated on the same official plan and in the book of reference of the said parish as being lot of land number fifteen (15), measuring two arpents and one/quarter in width, more or less, by about twenty-arpents in length, that is along the whole length of the concession, neighbor to Messrs. Doria Daigle and Louis Lemoine, without buildings;

As the whole is to be found presently, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes, attached to the said immoveable, and more especially with the servitudes in favor of Southern Canada Power Limited by registered deed under number 92,479, affecting lots 5, 68, 69 and 71 as above, and by registered deed under number 92,483, affecting lots 73, 74 and 15 as above."

To be sold en bloc, at the parochial church door of St-Louis de Bonsecours, county of Richelieu, on the EIGHTEENTH day of JULY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, June 7, 1962.

61680-24-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, Matane, No 13-622.

GUY GAGNON, domicilié à Matane, avant une place d'affaires à Jacquet River, N.B., demandeur, *vs* GABRIEL TREMBLAY, demeurant à Petite-Matane, district de Rimouski, défendeur.

Une maison d'habitation (Genre Bungalow) située en la paroisse de Petite-Matane, district de Rimouski, avec circonstances et dépendances, comme appartenant au défendeur.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Petite-Matane, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET, 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 12 juin 1962.

61681-24-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Échiquier, No 142084.

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, ET AMENDEMENTS, demanderesse, *vs* JOSEPH RÉAL DUPONT, rang 2, St-Alexandre des Lacs, district de Rimouski, défendeur.

Les impenses, améliorations et défrichement et tous les droits de préemption que le défendeur a ou peut avoir sur lesdits lots, deux lots de terre, situés en la paroisse de St-Benoît Joseph Labre d'Amqui, connus et désignés sous les numéros quinze et seize (15 et 16) du cadastre officiel

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, Matane, No. 13-622.

GUY GAGNON, domiciled at Matane, having a place of business at Jacquet River, N.B., plaintiff, *vs* GABRIEL TREMBLAY, residing at Petite-Matane, district of Rimouski, defendant.

A dwelling house (bungalow type) situated in the parish of Petite-Matane, district of Rimouski, with circumstances and dependencies, as belonging to the defendant.

To be sold at the parochial church door of Petite-Matane, on the NINETEENTH day of JULY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, June 12, 1962.

61681-24-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Court of the Exchequer, No. 142084.

IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT AND AMENDMENTS, plaintiff, *vs* JOSEPH RÉAL DUPONT, range 2, St-Alexandre des Lacs, district of Rimouski, defendant.

The upkeep, improvements and clearing, and all the rights of pre-emption which the defendant has or may have on said lots, two lots of land, situated in the parish of St-Benoît Joseph Labre d'Amqui, known and designated under the numbers fifteen and sixteen (15 and 16) in the

du rang deux nord-ouest du canton Lepage, avec la maison et les autres bâtiments y érigés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Alexandre des Lacs, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 12 juin 1962.

61682-24-2-o

official cadaster of range two northwest in the township of Lepage, with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Alexandre des Lacs, on the TWENTIETH day of JULY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, June 12, 1962.

61682-24-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, No 29,868. ROBERT FORTIN, commerçant, domicilié à Sayabec, district de Rimouski, demandeur, *vs* ADÉLARD MAINVILLE, domicilié à St-Jean de Cherbourg, district de Rimouski, défendeur.

Partie du lot dix-sept (ptie 17) du rang sept (7), au cadastre officiel du canton Cherbourg, mesurant 50 pieds de front par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, rente s'il y a, borné au sud à la rue, à l'est à la propriété de Octave Ouellet, au nord et à l'ouest à Joseph Bouchard, tel que le tout se trouve actuellement avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Jean de Cherbourg, le HUITIÈME jour d'AOÛT, 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 3 juillet 1962.

61799-27-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 29,868. ROBERT FORTIN, trader, domiciled at Sayabec, district of Rimouski, plaintiff, *vs* ADÉLARD MAINVILLE, domiciled at St-Jean de Cherbourg, district of Rimouski, defendant.

Part of lot seventeen (Pt. 17) on range seven (7), in the official cadaster of the township of Cherbourg, measuring 50 feet in front by 100 feet in depth, English measure, rent if there is any; bounded, on the south, by the street, on the east, by the property of Octave Ouellet, on the north and on the west by the land belonging to Joseph Bouchard, as the whole is presently to be found, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Jean de Cherbourg, on the EIGHTH day of AUGUST, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, July 3, 1962.

61799-27-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de Magistrat, No 28,704. CHARLES ÉDOUARD MERCIER, entrepreneur en excavation, de la cité de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, demandeur, *vs* GEORGES-YVON ROY, ci-devant des cité et district de Montréal et maintenant de lieu inconnus, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et étant en la possession du défendeur;

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot faisant partie du numéro 497-11 de la ville de Saint-Jérôme, moins les deux emplacements vendus à Frank Vachon par actes enregistrés sous les numéros 176,387 et 215,782 et moins, une lisière de terrain dans la ligne du numéro 497-25, le tout avec maisons et dépendances dessus érigées ».

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Lucien de la ville de St-Jérôme, (Rue Montigny), MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
le 8 juin 1962.

61683-24-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Magistrate's Court, No. 28,704. CHARLES ÉDOUARD MERCIER, excavation contractor, of the city of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* GEORGES-YVON ROY, heretofore of the city and district of Montreal, and presently of unknown parts, defendant.

Notice of sale

The immoveable hereinafter designated and being in possession of the defendant;

"An immoveable known and designated as being lot forming part of number 497-11 of the town of Saint-Jérôme, less the two emplacements sold to Frank Vachon by registered deeds under numbers 176,387 and 215,782 and less a strip of land in the line of number 497-25, the whole with houses and dependencies thereon erected".

To be sold at the church door of the parish of St-Lucien of the town of St-Jérome, (Montigny Street), TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
June 8, 1962.

61683-24-2-o

Vente pour taxe

Ville de Chandler

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Chandler, que l'immeuble ci-dessous désigné sera vendu à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 25 Commerciale Ouest, dans ladite ville, LUNDI le SIXIÈME jour d'AOÛT 1962, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales ainsi que les intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxe

Town of Chandler

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer, town of Chandler, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, at the Town Hall, 25, Commercial West, in the said town, on MONDAY, the SIXTH day of AUGUST, 1962, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to payment of municipal taxes with accrued interest and cost incurred thereon unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

Nom du propriétaire — Name of property owner	Numéro du cadastre — Lot number	Taxes total — Total taxes
Succ.-est. David Aspiros et-and Dame Vve-wid. Anna Lavas Aspiros.	70-B-7 1er rang-1st range Seigneurie de Pabos.	$82.19

Donné en la ville de Chandler, ce vingt-huitième jour de juin 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
ALEXANDRE CYR.

61809-27-2-o

Given in the town of Chandler, this twenty-eight day of June, 1962.

ALEXANDRE CYR,
Secretary-Treasurer.

61809-27-2-o

INDEX No 27

ACTIONS en séparation de biens — ***ACTIONS for Separation as to Property***

Morissette *vs* Jutras 3603
Sigouin *vs* Guimond 3603

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1040-A – Photographes professionnels, Cantons de l'Est 3603
1040-A — Professional photographers, Eastern Townships 3603
1040-B – Construction, Drummond 3609

AVIS — ***NOTICES***

Compagnie d'Électricité Shawinigan (La) – (*Nom changé*) 3612
Shawinigan Water and Power Company (The) – (*Name changed*) 3612

BILLS — ***BILLS***

Sanctionnés – Sanctioned 3613

COMPAGNIES Avis relatifs à la loi des Autorisée à faire des affaires — ***COMPANIES Notices relative to the Act of Licensed to do Business***

C.A.C. Realty Limited 3613

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

De Grasse Construction Inc. 3614
Joan Dress Inc. 3614
Lou Heft Incorporated 3614
Regal Sportwear Inc. 3614
Style Children's Wear Inc. 3615
Thrift Investment Corporation 3614
Vogue Incorporated 3615

Divers — ***Miscellaneous***

Méthot & Frère Limitée (*Dist.: actif – assets*) 3615

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Académie des Sciences Morales et Politiques 3548
Alerco Knitting Ltd 3549
Ameublements Rainbow Inc. 3549
Angle Investment Corp. 3550
Association des Directeurs Médicaux de la Province de Québec (L') 3550
Association des Épiciers-licenciés du Comté de Richelieu Inc. (L') 3550
Association pour l'Aide aux Enfants Exceptionnels de St-Georges de Beauce 3551
Association Provinciale des Pourvoyeurs Mobiles Inc. 3551
Association Sportive et Culturelle « The Ring » Inc. (L') 3551
Atlas Hatchery Ltd. 3562
Autobus Roberval Ltée 3552
Auto Transmission Incorporée 3552
Ayers Stables Limited 3553
B.M.F. Metals Co. Ltd. 3553
Barden Limited 3553
Bateaux Alouette Inc. (Les) 3554
Beauharnois Construction Ltée 3554
Bélanger (J. A.) Inc. 3554
Boileau (Claude) Chesterfield Ltée 3555
Bois Francs Construction Ltée 3555
Boivin (Martin) Inc. 3555
Bourdelais (Lucien) Ltée 3556
Bright Sleepwear Inc. 3556
Cedar Realty Co. Inc. 3556
Centre des Loisirs de l'Assomption de Sherbrooke (Le) 3557
Chalet Motors Ltd. 3557
Chaurette (Paul A.) Inc. 3558
Choeur Pie-X Incorporée 3558
Cie des Produits Woodland Ltée (La) 3558
Cité de Marie Inc. 3559
Club de Fers Drummondville 3559
Club de Planeurs « Sky Sailors » 3560

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Club Détente Incorporé (Le) 3560
Coast Produce Inc. 3560
Combustible Sherbrooke Limitée 3561
Compagnie des Papiers Saturés du Québec Ltée (La) 3561
Corporation Immobilière Mauricienne Inc. 3561
Couvoir Atlas Ltée 3562
Curwin Investment Corp. 3562
Custerfield Converters Corp. 3563
Darlington Tavern (1962) Ltd. 3563
Davis & Caplan Service Station Inc. 3563
Davross Corp. (The) 3564
Décarie Mortgage & Investment Co. Ltd. 3564
Delta Realties Ltd 3564
Dipo Investments Inc. 3565
Distribution Nationale Pétrolière Inc. 3565
Ducs de Québec Inc. (Les) 3565
Dufour Ready-Mix Inc. 3566
Dunbar Investment Corp. 3566
Écho du St-Maurice Inc. (L') 3566
Economic Forms & Supports Inc. 3570
Éditions Sports et Sécurité Inc. 3567
Elegant Fur Co. Ltd. 3567
English Catholic Church-Land Fund for Pierrefonds-Ste-Geneviève Inc. 3567
Entreprises Aurèle Dubois Ltée (Les) .. 3568
Entreprises Brossard et Brosseau Limitée (Les) 3568
Entreprises Raynald Daneau Ltée (Les) 3569
Entreprises Tricolore Ltée 3569
Équipements Laval Ltée (Les) 3569
Fabrique du Meuble Villeneuve Inc. ... 3570
Ferronnerie Générale d'Amqui Ltée (La) 3570
Formes & Supports Économiques Inc. (Les) 3570
Frontenac Billard Inc. 3571
Future Furniture Inc. 3571
Gero of Paris Inc. 3571
Gerson Inc. 3572
Gilman Realties Inc. 3572
Guarantee Fit Building Inc. 3572
Hamilton & Bourassa Limitée 3573
Holiday Realty Corp. 3573
Honest Ed Ltd. 3574
Hôtel des Chutes Inc. 3574
Hôtel Disraëli Inc. 3574
Huiles Cartier Ltée (Les) 3575
Ideal Painters Inc. 3575
Immeubles Delta Ltée 3564
Immeubles Gomin Inc. 3575
Immeubles Nordics Inc. (Les) 3576
Institut Berrols Inc. 3576
Inter-Québec Aluminum Inc. 3576
Jarub Investments Inc. 3577
Jeune-Commerce de La Sarre 3577
Joubert (Jean) Inc. 3577
Kenmore Upholstering Company Limited 3578
L & L Home Improvement Co., Ltd. ... 3578
Landry (J. E.) Inc. 3578
Lavallière (Jos.) & Fils Ltée. 3579
Lesmor Enterprises Ltd 3579
Lisette Modes Inc. 3579
Loisirs de La Présentation Inc. (Les) .. 3580
Loisirs de Venise-en-Québec Inc. 3580
Loisirs du Bon Pasteur Inc. 3581
Mac Gillivray (John W.) & Sons Inc. . 3581
Madame L. de Bellefeuille Inc. 3581
Magasin Labelle de Ste Rose Inc. 3582
Marché Mistassini Ltée (Le) 3582
Matériaux Dorchester Inc. (Les) 3582
Matériaux Lévisiens Inc. 3583
Matte (Raymond) & Fils Limitée 3583
Matteau (Florido) Inc. 3583
Mercerie Vachon Limitée 3584
Meuble Cascades Inc. (Le) 3584
Miquelon Planing Mills Ltd. 3584
Missisquoi Marina Inc. 3585
Montreal Motor Boat (1962) Ltd. 3585
Morency (G.) Assurances Inc. 3585
National Seat Cover Centres Montreal Inc. 3586
Natural Gas Leasing Limited 3586
Nault (J. Omer) Inc. 3587
O.T.J. St-Sacrement Inc. 3587
Orly Realties Inc. 3587
Ouellette & Fils Entrepreneur Plomberie Chauffage Ltée 3588
Oxford Sales Company Ltd. 3588
P. & B. Caterers Ltd. 3588
Pabos Construction Limitée 3589
Peg's Motel Inc. 3589
Photo-Technical Service Inc. 3589
Placement Amical Inc. 3590
Placements Val St-François Ltée (Les). 3590
Plypane Inc. 3590
Poitras (L. P.) & Fils Ltée 3591
Produits Textiles Sherbrooke Inc. (Les). 3591
Progress Steel Setters Inc. 3591
Provincial Mobile Caterers Association Inc. 3551
Provincial Stone Company Ltd 3592
Publications Unies Inc. (Les) 3592
Publicité Trans-Québec Ltée 3592
Quebec Roofing Saturated Felt Company Ltd 3561
R.C.A.S.C. Veterans' Association (The) 3593
Radio Taxi de Chicoutimi Inc. 3593
Rainbow Furniture Inc. 3549
Rand Construction Ltée 3594
Rimlac Limied 3594
Sayabec Construction Ltée 3595
Seaforth Medical Building Ltd. 3595
Service du Bûcheron et Cultivateur Ltée (Le) 3595
Shell Plumbing & Heating Contractors Ltd. 3596
Shir-Laz Investment Corp. 3596
Sky Sailors Soaring Club 3560
Sledmen Corporation 3596
Société de Placements & Cie Ltée 3597
Société de Placements & Co. Ltd. 3597
Société des Tabacs Québec Inc. (La) ... 3597
Sondages Ville Marie Inc. (Les) 3597
Sonny's Steak House Inc. 3598
Sportive and Cultural Association "The Ring" Inc. (The) 3551
Tardif (J. Camille) Limitée 3598
Taverne aux Trois Couleurs Inc. 3598
Technico Inc. 3599
Terrac Inc. 3599
Thetford Armature Works Ltd. 3599
Tic Tac Wheel Inc. 3600
Tools & Fasteners Ltd 3600
Trans-Nation Realties Inc. 3600
Tremblay Fiberglass Specialty Inc. 3601
Tremblay Spécialité de Fibre de Verre Inc. 3601
Tremblay Spécialité de Tuiles et Prélarts Ltée 3601
Tricolore Enterprises Ltd. 3569
Trident Corporation Ltd. (The) 3602
Trio Equipment Ltd. 3602
Underwater Tel-Eye Ltd. 3602
Ville Marie Boring Inc. 3597
Woodland Products Co. Ltd. 3558

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Atelier Raoul Desbiens, Inc. 3615
Cinedome Theatres, Ltd. 3616
Cinefresh Vending, Ltd. 3616

Sièges sociaux *Head Offices* (*suite*) (*continued*)
Distributeurs Panhard du Canada Ltée. 3616
Entreprises Safari (Québec) Inc. 3617
Flaury Holdings Inc. 3617
Kensington Industries Inc. 3616
Panhard Distributors of Canada Ltd. 3616
Safari Enterprises (Quebec) Inc. 3617
Villa Christine Ltd 3616

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*
Affaires municipales *Municipal Affairs*
Lac Saint-Joseph, ville (*L. P.*) 3617
Lake Saint-Joseph, town (*L. P.*) 3617
Saint-Eustache-sur-le-Lac, ville – town (*Annex.*) 3618

Finances *Finance*
Assurances: *Insurance:*
Assurances U.C.C., Compagnie Mutuelle 3619
Mutuelle-Vie de L'U.C.C. 3619
Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C. 3619
U.C.C. Mutual Insurance Company 3619

Terres et Forêts *Lands and Forests*
Cadastre: *Cadastre:*
Québec, cité – city, Montcalm, quartier– ward 3620
St-Philippe de Laprairie, par. 3620

Travail *Labour*
Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*
Ascenseur, Province (*Mod.*) 3635
Bois Ouvré, Québec (*Avis*) 3630
Commercial Establishments, Rimouski (*Amend.*) 3640
Construction, Saguenay (*Avis – Notice*). 3620
Construction, Terrebonne et – and Labelle (*Mod.– Amend.*) 3635
Construction, Terrebonne et – and Labelle (*Mod.– Amend.*) 3637
Elevator, Province (*Amend.*) 3635
Établissements commerciaux, Rimouski (*Mod.*) 3640
Fourrure, Québec (*Prél.*) 3641
Fur, Quebec (*Levy*) 3641
Metal, Quebec (*Levy*) 3644
Métal en feuille, Montréal (*Prél.*) 3643
Métallurgie, Québec (*Prél.*) 3644
Sheet Metal, Montreal (*Levy*) 3643
Woodworking, Quebec (*Notice*) 3630

OFFICE *QUEBEC*
des marchés agricoles *Agricultural*
du Québec *Marketing Board*
Charlevoix, lait nature – fluid milk (*Sanction*) 3649
Rimouski-Rivière-du-Loup, bois – wood (*Sanction*) 3646

SOUMISSIONS *TENDERS*
Arthabaska, ville – town 3656
Chambly, ville – town 3652
Fabreville, comm. scol.– school comm. 3657
Otterburn Park, mun. 3658
Pont-Viau, cité – city 3653
Ste-Anne-du-Lac, comm. scol.– school comm. 3654
Ste-Foy, comm. scol.– school comm. 3659

SYNDICATS *SYNDICATES*
Coopératifs *Cooperative*
Caisse d'Économie Canadian Air Credit Union (*Fond.– Found.*) 3660
Syndicat Coopératif des Producteurs de Pommes de Terre de Ste-Brigitte des Saults (*Fond.– Found.*) 3661
Union Économique (*Fond.– Found.*) 3661

Professionnels *Professional*
Association des Éleveurs de Lapin du Québec (L') – (*Const.*) 3661
Farnham Textile Syndicate 1962 (*Inc.*). 3661
Quebec Rabbit Breeders Association (*Inc.*) 3661
Syndicat du Textile de Farnham 1962 (*Const.*) 3661

VENTES *SALES*
Licitation *Licitation*
Picard-Poulin *et al vs* Picard-Bureau *et vir* 3662

SHÉRIFS *SHERIFFS*
Bedford *Bedford*
Banque Provinciale du Canada (La) *vs* Lessard 3663
Provincial Bank of Canada (The) *vs* Lessard 3663

Kamouraska *Kamouraska*
Berger *vs* Emond 3663
Martin *vs* Sirois 3663

Labelle *Labelle*
Charbonneau *vs* Charbonneau 3664
Charrette *vs* Grégoire 3664
Grégoire *vs* Morier 3665

Mégantic *Mégantic*
Caisse Populaire de Notre-Dame de Lourdes (La) *vs* Garand 3665

Montréal *Montreal*
Canadian Oil Companies Ltd. *vs* Millette 3665
Chambord Securities Ltd. *vs* Quenneville 3667
Duvernay, comm. scol. de Côte St-François – St-François school comm. *vs* Berwick Investment Corp. *et al*. 3666
Shefner (D.A.) Company Ltd. *vs* Knobl. 3667

Québec *Quebec*
Canac Marquis (Louis) Ltée *vs* Lemieux 3668
Lambert *vs* Castonguay 3668
Nassif *vs* Marraway 3668

Richelieu *Richelieu*
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Belzil 3669
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Belzil 3669

Rimouski *Rimouski*
Fortin *vs* Mainville 3671
Gagnon *vs* Tremblay 3670
Impôt sur le Revenu *vs* Dupont 3670
Income Tax *vs* Dupont 3670

Terrebonne *Terrebonne*
Mercier *vs* Roy 3671

Taxes *Taxes*
Chandler, ville – town 3672

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec